

“ GLEICHBERECHTIGUNG ”

les revendications allemandes de l'égalité des droits

« ... car ce qui compte, à la longue,
est toujours la loi morale ; bien plus que
les facteurs économiques et politiques »,

Comte SFORZA.
(*Les Frères ennemis*).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Juin 1933, à 14 heures

PAR

Raymond DRONNE

Président : M. A. de GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. BASDEVANT, GIDEL.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	--------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1933

Dronne

A

“ GLEICHBERECHTIGUNG ”

**les revendications allemandes
de l'égalité des droits**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

“ GLEICHBERECHTIGUNG ”

les revendications allemandes de l'égalité des droits

« ... car ce qui compte, à la longue,
est toujours la loi morale ; bien plus que
les facteurs économiques et politiques »,

Comte SFORZA.
(*Les Frères ennemis*).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Juin 1933, à 14 heures

PAR

Raymond DRONNE

Président : M. A. de GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT,
GIDEL.

} *Professeurs*

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1933



A MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

1° DOCUMENTS

A. Documents de langue française.

Traité de Paix entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne et Protocole signés à Versailles le 28 juin 1919. Publication du Ministère des Affaires Etrangères, Paris, 1919, 1 vol. in-8°.

Documents de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement chargée de la préparation de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements. Publications de la Société des Nations, Genève.

a. Série II, 1926, IX. Armements, 1926, IX. 7, 1 vol. in-fol. (voir particulièrement pages 15, 16, 47).

b. Série IV. Procès-verbaux de la troisième session de la Commission tenue à Genève du 21 mars au 26 avril 1927. IX. 5. 1 vol. in-fol. (voir particulièrement pages 16, 17, 18, 38, 60, 64, 65, 160, 161, 203, 210, 212, 213, 214, 218, 221, 222, 268, 307, 308, 309, 310).

c. Série VI. Procès-verbaux de la deuxième session du Comité d'Arbitrage et de Sécurité et de la cinquième session de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement IX. Désarmement 1928. IX. 6. 1 vol. in-fol.

d. Série VIII. Procès-verbaux de la sixième session (première partie) de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement IX. Désarmement. 1929. IX. 3. 1 vol. in-fol. (Voir particulièrement pages 76, 85, 86, 94, 95, 116, 117, 165, 166, 181, 182).

e. Série X. Procès-verbaux de la sixième session (deuxième partie) de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement. IX. Désarmement 1931. IX. 1. 1 vol. in-fol.

Conférence pour la Réduction et la Limitation des Armements. Documents de la Conférence. Volume I. Publications de la Société des Nations IX. Désarmement. 1932. IX. 63. Genève 1932. 1 vol. in-fol.

(Voir particulièrement les propositions de la délégation allemande, pp. 119 à 122).

Actes de la Conférence pour la Réduction et la Limitation des Armements. Série B. Procès-verbal de la Commission générale. Volume 1. 9 février-23 juillet 1932. Publications de la Société des Nations IX. Désarmement. IX. 64. Genève, 1932. 1 vol. in-fol.

Documents publiés dans *l'Europe Nouvelle*, du 24 septembre 1932, n° 763-

a Texte de l'aide-mémoire allemand adressé à la France,
(29 août 1932, p. 1162)

- b. Déclaration de M. von Neurath à l'Agence Wolff (6 septembre 1932, p. 1162)
- c. Texte de la réponse française remise au Gouvernement allemand (11 septembre 1932, p. 1164)
- d. Note exposant le point de vue britannique (15 septembre 1932, p. 1166).
- e. Note officieuse allemande publiée au sujet de la réponse britannique (19 septembre 1932, p. 1167).
- f. Texte de la lettre de M. von Neurath à M. Henderson, (16 septembre 1932, p. 1167).
- g. Réponse de M. Henderson à la lettre de M. von Neurath, (19 septembre 1932, p. 1167).

Plan français de Désarmement (15 novembre 1932). *L'Esprit International*, n° 25 (1^{er} janvier 1933), pp. 130 à 136.

Six années de politique allemande : les Papiers de Stresemann. publiés par HENRY BERNHARD, avec la collaboration de WOLFGANG Goetz et de Paul WIEGLER, traduction de Henri BLOCH et de Paul ROQUES, librairie Plon, Paris, 1932-1933, 3 vol. in-8° (paru à Berlin en 1932, chez Ullstein, sous le titre de *Gustav Stresemann's Vermächtnis*).

B. Documents de langue allemande

Rede von Dr Curtius im Reichstag, 10 Februar 1931. (Der Anspruch auf Sicherheit) *Europäische Gespräche*, Januar-Februar 1932, S. 41.

Rede von Reichsminister Dr Gröner im Reichstag. 9 März 1931. (Deutschland und die frz. Rüstungen) *Europäische Gespräche*, Januar-Februar 1932. S. 42.

Interview von Reichsminister Dr Gröner mit dem Berliner Vertreter der *Chicago Tribune*, 13 novembre 1931, (Gleiches Recht für Alle). *Europäische Gespräche*, Januar-Februar 1932, S. 44-45.

II. OUVRAGES

A. Ouvrages de langue française

AUERBACH (Bertrand). — *Le Rattachement de l'Autriche à l'Allemagne*, Berger-Levrault, Paris, 1927, 1 vol. in-8°.

BLUM (Léon.). *Les Problèmes de la Paix*. Librairie Stock, Paris, 1931 1 vol. in-16.

DONNADIEU (James). — *Où va l'Autriche ?* Editions Jules Taillandier, Paris, 1932, 1 vol. in-8°.

LYON (Jacques). — *Les Problèmes du Désarmement*. Préface de Henri de Jouvenel. Boivin, Paris, 1931, 1 vol. in-16.

MARTEL (René). — *Les Frontières orientales de l'Allemagne*. Marcel Rivière, Paris, 1931, 1 vol. in-8°.

MIRKINE-GUETZEVICH et ANDRÉ TIBAL. — *L'Autriche*. Introduction de Jacques Ancel, Delagrave, Paris, 1932, 1 vol. in-16.

PERNOT (Maurice). — *L'Allemagne d'aujourd'hui*. Hachette, Paris, 1927. 1 vol. in-16. (Voir chapitre III : La politique extérieure, pp. 83 à 123).

- ROELS (Edgar). — *La Guerre aux Traités*. Félix Alcan, Paris, 1932, 1 vol, in-16.
- SALESSE (Capitaine). — *Le Problème colonial allemand*. Préface de Edmond Vermeil. Charles Lavauzelle et C^{ie}, Paris, 1931, 1 vol. in-8.
- SMOGORZEWSKI (Casimir). — *La Pologne, l'Allemagne et le Corridor*. Gebethner et Wolff. Paris, 1929, 1 vol. in-8°.
- SFORZA (comte). — *Les Frères ennemis (l'Europe d'après-guerre)*. Gallimard Paris, 1933, 1 vol. in-12.
- TOLÉDANO (André D.). — *Ce qu'il faut savoir sur le Désarmement*. Préface de Le Fur. Pédone, Paris, 1932, 1 vol. in-16.
- VIÉNOT (Paul). — *Incertitudes allemandes*. Librairie Valois, Paris, 1931, 1 vol. in-16. (Voir politique étrangère, pp. 147 à 159).

B. Ouvrages de langue allemande

- GERBER (Dr Hans, Privatdozent an der Universität Marburg) : die Beschränkung der deutschen Souveränität nach dem Versailler Vertrage. Ferd. Dümmler (Völkerrechtsfragen, eine Sammlung von Vorträgen und Studien herausgegeben von Heinrich Pohl und Max Wenzel, H. 20). Berlin, 1927, 1 vol. in-8°.
- HARDER (Hans Adolf). — *Dantzig, Polen und Völkerbund*. Stilke, Berlin 1928, 1 vol. in-8°.
- POHL (Dr Heinrich, Professor der Rechte in Tübingen). — *Neues Völkerrecht auf Grund des Versailler Vertrages*. Ferd. Dummler (Völkerrechtsfragen, H. 14). Berlin, 1927, 1 vol. in-8°.
- SCHILLING (Karl). — *Der Versailler Vertrag und die Abrüstung*. Deutschlands militärische Gleichberechtigung. Ferd. Dummler, (Völkerrechtsfragen, H. 38). Berlin, 1933, 1 vol. in-8°.

III. JOURNAUX ET REVUES

A. Journaux et revues de langue française

L'Année politique française et étrangère :

- LAVERGNE (Bernard) et LEFRANÇOIS (Pierre) : « Le problème du désarmement : le côté politique du problème » (les pages 172 à 175 sont consacrées à la demande allemande d'égalité des droits), octobre 1932, fasc. 2.
- LICHTENBERGER (Henri) : « Bilan de la crise allemande : le problème du désarmement ». Pages 380 à 390, décembre 1932, fasc. 4.
- VERMEIL : « La politique allemande en 1930 et 1931 : la politique extérieure ». Pages 191 à 231. octobre 1932, fasc. 2.

Le Correspondant :

- MAUPAS (Jacques) : « L'égalité des droits et le réarmement de l'Allemagne Pages 217 à 230, 25 octobre 1932, n° 1.682.

Les Cahiers de l'Union Européenne :

- COUDENHOVE-KALergi : « Revenons aux 14 points ». Pages 56 à 59, avril-juin 1932, n° 2.

Les Cahiers des Droits de l'Homme :

HERTZ (Friedrich) : « La question de l'Anschluss ». Pages 579 à 584. 10 octobre 1928.

Numéro spécial du 20 septembre 1929, consacré au problème de la Sarre (les Conseils de la Ligue).

L'Esprit International :

EAGLETON (Clyde) : « La révision des traités est-elle nécessaire ? ». Pages 34 à 50. janvier 1931, n° 17.

HOETZSCH (Otto) : « Les relations germano-polonaises ». Pages 491 à 505, octobre 1930, n° 16.

ORMESSON (Wladimir d') : « A propos du « Corridor » de Dantzig », pages 212 à 227, avril 1931, n° 18.

X... Chronique : pages 286 à 287 ; 295 à 296. avril 1931, n° 18.

X... Chronique : La Conférence du Désarmement, pages 280 à 284, avril 1932, n° 22.

X... Chronique : La Conférence du Désarmement, pages 432 à 440, juillet 1932, n° 23.

X... Chronique : La Conférence de Genève, Pages 583 à 597, octobre 1932, n° 24.

X... Chronique : La S. D. N. La Conférence du Désarmement, pages 109 à 119. janvier 1933, n° 25.

Le Temps :

ORMESSON (Wladimir d') : A Genève (Tribune libre) :

1° Y a-t-il une crise de la S.D.N. ? 8 octobre 1932.

2° Les problèmes de Genève vus du dehors : la thèse allemande, 10 octobre 1932.

3° Les problèmes de Genève vus du dehors : ce que disent nos amis et les neutres, 11 octobre 1932.

4° La position de la France devant le problème du Désarmement, 13 octobre 1932.

5° La position de la France devant le problème du Désarmement (suite), 16 octobre 1932.

L'Europe Nouvelle :

JOXE (Louis) : « Nouvel effort français pour la construction de la Paix », pages 1.291 à 1.293. 5 novembre 1932, n° 769.

Numéro 763, du 24 septembre 1932, consacré entièrement aux « Problèmes du Désarmement », en particulier l'historique de la première phase de la Conférence du Désarmement et sa conclusion, pages 1142 à 1161.

Nouvelle Revue de Hongrie :

EBRAY (Alcide) : « L'Europe et la question de l'Anschluss », pages 160 à 170, avril 1931.

Numéro spécial de janvier 1932, consacré entièrement aux problèmes du Désarmement, avec des articles de :

BUTTNER (Nicholas Murray) : Le Désarmement, pp. 17 à 18.

GAYDA (Virginio) : L'Italie et le problème de la sécurité, pp. 19 à 23.

HAAS (Mgr. Ludwig) : La clef du problème de la paix, pp. 26 à 33.

MADARIAGA (Salvador de) : La psychologie du désarmement pp. 34 à 38.

MARTIN (William) : Les neutres et le désarmement, pp. 39 à 42.

PERTINAX (André Géraud) : La France à la Conférence générale du Désarmement, pp. 43 à 48... etc...

Res Publica :

BROUCKÈRE (Louis de) : « Le désarmement en droit international », pages 25 à 36, février 1932.

ORMESSON (Wladimir d') : « L'opinion française devant le problème du désarmement », pages 37 à 57, février 1932.

STURZO (Louis) : « La psychologie du désarmement », pages 3 à 24, février 1932.

Revue de Droit International :

XXX : « La Conférence du Désarmement :

Les préludes, pages 7 à 54, année 1932, n° 1.

Le premier acte, pages 393 à 484, année 1932, n° 2.

Le second acte, pages 7 à 51, année 1932, n° 3.

Le second acte (suite), pages 486 à 554, année 1932, n° 4. »

Revue de Paris :

BRINON (Fernand de) : « La Gleichberechtigung et le nouveau plan français de désarmement », pages 422 à 433, 15 novembre 1932, n° 22.

Revue des Deux-Mondes :

La Chronique de la Quinzaine, par René PINON, en particulier :

La question du désarmement, pages 954 à 958, 15 octobre 1932

L'imperium sacrum, la Conférence à Quatre, pages 230 à 239, 1^{er} novembre 1932.

Le projet constructif du Gouvernement français, pages 474 à 477, 15 novembre 1932.

L'Angleterre et le désarmement, pages 717 à 720, 1^{er} décembre 1932.

La Conférence de Genève, pages 955 à 956, 15 décembre 1932.

L'Accord des Cinq, pages 717 à 720, 1^{er} janvier 1933.

Revue des Sciences politiques :

HEILBRONNER (A.) : « La réduction des armements, ses difficultés », pages 255 à 275, avril-juin, 1932.

LAIR (Maurice) « Stresemann », pages 365 à 392, juillet-septembre 1932.

MAUPAS (Jacques) : « La diplomatie du Reich et le droit des gens », janvier-mars 1932, pages 83 à 110, et octobre-décembre 1932, pages 524 à 553. Voir en particulier dans le numéro d'oct. déc. 1932, la partie intitulée : « L'Egalité des droits », pages 530 à 535.

Revue politique et parlementaire :

• Qu'attend le Reich de la France ? » Lettres de personnalités allemandes (en particulier de Hans Thyssen et du Dr Freiherr von Freytagh Loringhoven), pages 210 à 221, mai 1932.

• Chronique de la politique extérieure par René PUAUX.

B. Journaux et revues de langue allemande

Der Stahlhelm :

X... Deutschlands Aufgabe in Europa : die Fernziele der deutschen Aussenpolitik, 19 Februar 1933, n° 8.

Die Hilfe :

STRUPP (Karl) : « Ziele und Wege deutscher Völkerbundspolitik », 30 Mai 1931, N° 22. S. 513. 516.

Europäische Gespräche (Hamburger Monatshefte für auswärtige Politik)

BERNSTORFF (Graf Johann - Heinrich von) : « Der Stand der Abrüstungsfrage », August 1930, Heft VIII. S. 401-416.

CLEINOW (Georg) : « Wege eines deutsch-polnischen Ausgleiches », April 1930, Heft IV, S. 179-205.

MENDELSON-BARTHOLDY : « Deutschland und Polen », April 1930, Heft IV, S. 169-178.

MENDELSON-BARTHOLDY : Gleiches Recht für Alle :

1°. Die Kriegsschuldfrage, Januar 1931, Heft 1. S. 1-13.

2°. Bund aller Völker, Februar 1931, Heft 2. S. 53-65.

3°. Appell an das Rote Kreuz, März 1931, Heft 3. S. 101-109.

4°. Afrika, April 1931, Heft 4, S. 149-160.

5°. Mandatsgemeinschaft, Mai 1931, Heft 5. S. 205-220.

6°. Gräber oder Brücken ?, Juni 1931, Heft 6. S. 261-268.

8°. Kondominium ? Sept. 1931, Heft 9, S. 381-390.

9°. Sicherheit, Nov. 1931, Heft 11. S. 513-521.

10°. Pflicht zum Frieden ; Recht zum Krieg, Dec. 1931, Heft. 12. S. 565-574.

11°. Abrüstung : 1. Die Gegner, Jan.-Febr. 1932, H. 1-2, S. 1-18.

2. Frankreich, März-April, 1932 H. 3-4, S. 57-70.

MENDELSON-BARTHOLDY : « Vier europäische Aufgaben », 1. Mandat gemeinschaft in Mittelafrika, Nov-Dec. 1932, H. 11-12, S. 310-327.

QUIDDE (Ludwig) : « Sicherheit und Abrüstung, April 1931, Heft 4, S. 161-179.

Militärwissenschaftliche Mitteilungen :

RENDULITZ (Lothar) : « Abrüstung und Sicherheit », Januar Februar 1932, S. 35-50.

Preussische Jahrbücher :

GEZA LUKATZ : « Die grossen Züge des Revisionsprogrammes. Ziele eines neuen Friedenskongresses, Dec. 1930. S. 307-316.

Süddeutsche Monatshefte :

BOHMERT (Viktor) : « Deutschlands Rechtsanspruch auf Rüstungsgleichheit », September 1931, S. 842-848.

HOETZSCH (Otto) « Der Abrüstungskonventionsentwurf », September 1931, S. 854-860.

Velhagen und Klasings Monatshefte :

GERTZEN (Oberst a. D.) : « Deutschlands ungeschützte Grenzen, » Januar 1933, S. 487-490.

NEURATH (Freiherr von, Reichsminister des Auswärtigen) « Deutschlands Kampf um Gleichberechtigung in der Wehrfrage, Januar 1933, S. 485-486 .

Wissen und Wehr :

SCHWENDEMANN (Karl) « Die Deutsche Sicherheit », Januar 1932, S. 55-60.

Deux numéros de revue consacrés à la propagande :

1°. *Frankreich in Waffen*. Sonderheft der Kölnischen illustrierten Zeitung, November 1932.

2°. *Ist Deutschland zur See gesichert ?* Sonderheft der Hamburger Illustrierte, Januar 1933 (Artikel von Amiral a. D. Paul Behncke, Konteradmiral a. D. Gadow, J. Lietzmann, Hans Ritter, Norbert V. Baumbach, Hans Théodor, Dietrich Maydorn, R. v. Fabius, Fritz Forst, u. s. w.).

*C. Revues de langue anglaise**Foreign Affairs :*

LORD CECIL of CHELWOOD : « Facing the World disarmament », octobre 1931, pages 13 à 23.

VITORIA SCIALOJA : « Obstacles to disarmament », janvier 1932, pages 212 à 219.

Fortnightly Review :

M. PHELPS BROWN : « The Polish Corridor and an Eastern Locarno », juin 1929, pages 763 à 773.

Round Table :

« The political Foundation of disarmament », septembre 1931, pages 713 à 737.

INTRODUCTION

LE BUT DE LA POLITIQUE ALLEMANDE ET L'EGALITE DES DROITS

Depuis 1919, les gouvernants allemands, quels qu'ils soient, ont toujours poursuivi le même but : libérer l'Allemagne des entraves du traité de Versailles. Dès 1919, le comte Bernstorff a défini la ligne de conduite que le Gouvernement du Reich devait adopter en matière de politique extérieure¹ :

«.... Considérons la paix de Versailles comme un fait. Le Gouvernement a signé le traité en protestant, parce que le traité est insupportable et inexécutable. Cette protestation a sa pleine valeur aujourd'hui, elle l'aura demain. Mais puisque nous avons signé, la loyauté et l'honneur exigent que nous nous efforcions de remplir les conditions acceptées, dans la mesure de nos forces. Cela ne nous empêchera pas de poursuivre la révision par tous les moyens.

« Le premier but de l'Allemagne doit être l'entrée à la Société des Nations. Subordonner cette entrée à une révision préalable du traité de paix serait une prétention illusoire et dommageable. Que l'Allemagne se fasse d'abord admettre à la Société des Nations, elle recherchera ensuite une révision du traité dans les cadres de la Société des Nations. Je parle non pas bien entendu de la Société des Nations actuelle, qui n'est qu'un

1. Maurice Pernot : *l'Allemagne d'aujourd'hui*, pp. 88 et 89.

tronc, le paravent d'une coalition dirigée contre l'Allemagne ; mais de celle de demain, qui comprendra toutes les Nations du Monde, les mettra toutes sur un pied d'égalité et correspondra à l'idéal allemand d'entente entre les peuples... »

Donc accepter le traité de Versailles, mais en poursuivre inlassablement la révision ou, à défaut, la disjonction des clauses les plus gênantes ; devenir membre de la Société des Nations, chercher à en transformer l'esprit et à en faire un organisme favorable aux intérêts allemands : tel était le plan du comte Bernstorff. Telle est l'œuvre de Stresemann.

En 1923, Stresemann prend en main la direction de la politique étrangère allemande. Il ne devait la quitter qu'en octobre 1929, emporté par la mort, car « le plus grand Allemand depuis Bismarck ¹ », suivant l'expression de sir Austen Chamberlain, est mort à la tâche. « Cet homme, que les Européens réclament aujourd'hui, fut en réalité un Allemand fanatique ² », écrivit le *Berliner Lokal Anzeiger* en guise d'oraison funèbre. Rien n'est plus exact. Stresemann fut avant tout allemand. S'il guida la politique du Reich vers un rapprochement avec ses ennemis d'hier, s'il se déclara partisan de la paix et de l'entente européenne, c'est qu'il estimait que c'était l'intérêt de l'Allemagne, que c'était le seul moyen de la relever, de mettre fin à son isolement, à sa faiblesse, au mépris dont elle était accablée ; il avait l'intime conviction que c'était la seule méthode qui permettrait un jour de lancer la révision avec des chances de succès.

Pour l'Allemagne l'œuvre de Stresemann est inestimable. Grâce à lui, elle fut admise à négocier sur le pied d'égalité avec ses anciens adversaires ; les Commissions de contrôle interalliées furent dissoutes ; les sommes dues par l'Allemagne au titre des réparations furent diminuées. C'est lui qui rendit possible les deux grands résultats de la politique allemande : l'évacuation

1. Maurice Lair : Stresemann : *Revue des Sciences politiques*, juill.-sept. 1932, p. 391.

2. Maurice Lair : *idem*, p. 365.

de la Rhénanie et l'annulation presque complète des réparations. « Cet homme n'a pas plutôt obtenu une concession qu'il en réclame une autre »¹, constatait Briand avec aigreur. Stresemann suivait à la lettre le mot de Bismarck : « L'artichaud est un légume qui aime d'être mangé feuille à feuille ».

Les concessions obtenues par Stresemann et ses successeurs n'étaient pourtant pas de nature à satisfaire l'Allemagne, au contraire. Elles ne satisfaisaient pas Stresemann non plus. L'Allemagne désire autre chose. Elle ressemble à un homme affamé, auquel on donnerait de temps en temps quelques hors-d'œuvre coûteux, mais auquel on refuserait le plat de résistance. A la vérité, ce plat de résistance en comprend deux : d'une part, les clauses militaires, navales et aériennes, d'autre part les clauses territoriales au traité de Versailles.

Le traité de Versailles a désarmé l'Allemagne. Actuellement les armements allemands sont strictement limités. Ceux des anciennes Puissances alliées ne le sont pas. Aussi ces Puissances disposent d'armements importants. Il y a donc une inégalité évidente entre l'Allemagne et les autres Etats, excepté l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, que les traités de 1919 ont placées dans une situation analogue à celle de l'Allemagne. C'est cette inégalité que l'Allemagne veut voir disparaître. Elle réclame la « Gleichberechtigung », l'égalité des droits entre toutes les Puissances en matière militaire, navale et aérienne.

L'Allemagne a déjà porté cette première revendication dans les grandes négociations internationales. Mais il en est une autre que tous les Allemands formulent et que le Gouvernement du Reich tient actuellement en réserve. Les Allemands n'admettent pas les clauses territoriales du traité de Versailles. Ils prétendent que les Alliés ont fait une application inique des principes qu'ils avaient proclamés. Ils réclament qu'on applique

1. Maurice Lair : Stresemann : *Revue des Sciences politiques*, juillet-septembre 1932, p. 378.

d'une façon équitable les mêmes règles et le même droit à toutes les Puissances et que soient rendus à l'Allemagne plusieurs des territoires qui lui ont été enlevés en 1919.

Donc, revendications en matière d'armements et revendications territoriales. Voilà les deux grands aspects de la « Gleichberechtigung » qu'il convient d'examiner.

Mais auparavant, il faut bien préciser un point. Les Allemands ont toujours véhémentement protesté contre l'article 231 du traité de Versailles, qui les charge du poids de la responsabilité de la guerre. Il est indéniable que l'Allemagne et l'Autriche sont les deux grands responsables du conflit de 1914-1918. Mais il est non moins évident que la coutume internationale interdit aux vainqueurs d'introduire dans un traité de paix une sentence de culpabilité dans la question des origines de la guerre¹. La recherche d'une telle culpabilité est l'affaire des historiens et non pas celle des négociateurs d'un traité. Les Alliés ont imposé l'article 231 du traité de Versailles pour justifier en quelque sorte certaines conditions très dures imposées à l'Allemagne. Les Allemands en demandent la suppression pour essayer de légitimer une demande de révision. Mais en réalité il s'agit là d'une question connexe, d'une importance surtout psychologique et morale, qui n'a rien à voir avec la question de la « Gleichberechtigung », dans laquelle certains auteurs l'ont parfois incluse.

1. « ... sans compter le droit non écrit, qui interdisait évidemment aux vainqueurs d'introduire dans un traité imposé par la force — comme tous les traités conclus à la fin d'une guerre — une sentence de culpabilité dans la question des origines de la guerre ». (Paul Viénot : *Incertitudes allemandes*, pp. 150 et 151).

PREMIERE PARTIE

Les prétentions allemandes à l'égalité des droits
en matière d'armements

La guerre de 1914-1918 a été si terrible que les peuples et les hommes d'Etat ont aspiré à en éviter à tout jamais le retour. Pour assurer une paix perpétuelle, les Alliés ont créé la Société des Nations et ils ont projeté une limitation et une réduction générales des armements. Il fallait en effet à tout prix éviter de revenir aux méthodes et aux erreurs d'avant-guerre. De 1871 à 1914, l'Europe avait vécu dans l'angoisse de la paix armée et de la course aux armements, qui, à elles seules, créent des sentiments qui suffisent à déclencher une guerre. Les Alliés voulaient réussir là où ils avaient échoué les Conférences de La Haye de 1899 et de 1907.

La première chose à faire pour assurer la paix était de désarmer les vaincus, de façon à ce qu'ils ne soient pas tentés de rejeter les traités et de reprendre les armes. Et leur désarmement serait le premier pas vers le désarmement général. Au traité de Versailles, les Alliés désarmèrent donc l'Allemagne.

Le désarmement général s'est avéré beaucoup plus difficile à réaliser qu'on ne l'avait espéré. Pendant qu'on discutait à Genève, les années passaient et la situation de 1919 se perpétuait : les armements de l'Allemagne et des pays vaincus étaient strictement limités ; ceux des autres Puissances n'étaient soumis à aucune restriction, si ce n'est les accords navals conclus entre certains grands Etats. L'Allemagne était désarmée, les autres pays ne l'étaient pas.

Cette situation, cette inégalité semblent inadmissibles aux Allemands. Ils veulent à tout prix y mettre fin. Ils réclament l'égalité avec les autres Puissances. « Nous avons désarmé, disent-ils, nous avons respecté les clauses du traité de Versailles. Par ce traité, les Alliés nous ont promis que notre désarmement était le prélude du désarmement général. Qu'ils tiennent leur engagement, qu'ils

désarment à notre niveau, suivant la méthode et les règles qu'ils nous ont imposées. S'ils ne veulent pas désarmer, s'ils ne respectent pas le traité de Versailles, nous ne sommes plus tenus de le respecter nous-mêmes, nous avons le droit de réarmer comme bon nous semble, pour assurer notre sécurité. Nous réclamons une parfaite égalité des droits entre tous les peuples, nous voulons un traitement égal pour toutes les Puissances ».

Telle est la thèse allemande. Que vaut-elle ? L'Allemagne est-elle réellement désarmée ? Quelle a été son attitude en matière d'armements depuis la guerre ? Est-elle en droit de réclamer la « Gleichberechtigung » ? Quelle solution pratique conviendrait-il d'adopter ? Voilà une série de questions qu'il convient d'examiner brièvement.

CHAPITRE PREMIER

LES CLAUSES MILITAIRES, NAVALES ET AERIENNES DU TRAITE DE VERSAILLES

A la Conférence de la Paix, les délégués des Puissances alliées et associées ont rêvé d'une nouvelle organisation du Monde sous les auspices d'une Société des Nations, ils ont rêvé d'un Monde où règneraient la concorde, la justice et la paix. Dès lors, plus besoin de ces immenses armées, de ce matériel de guerre formidable, qui pèsent sur les peuples et engloutissent des milliards. L'ère de la paix serait nécessairement l'ère du désarmement, le désarmement étant lui-même générateur de confiance internationale et venant ainsi renforcer le maintien de la paix.

Ayant posé le principe du désarmement général, la Conférence de la Paix commença par désarmer l'Allemagne, « en vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations », suivant l'expression du préambule de la Partie V du traité de Versailles. Dans l'esprit des Alliés, le désarmement de l'Allemagne était donc la première étape du désarmement général, dont la réalisation devait être une des tâches essentielles de la Société des Nations. Rien ne le fait ressortir plus clairement que la note que les principales Puissances alliées et associées remirent à la délégation allemande, le 16 juin 1919. Cette note, signée par Clémenceau, est catégorique :

.... « Les Puissances alliées et associées reconnaissent que l'acceptation par l'Allemagne des termes fixés pour son désarmement facilitera et hâtera la réalisation d'une réduction générale des armements, et elles ont l'intention d'ouvrir immédiatement des négociations, en vue de l'adoption éventuelle d'un projet de réduction générale. Il va sans dire que la réalisation d'un tel programme dépendra pour une large part de l'exécution satisfaisante par l'Allemagne de ses propres engagements... Les Puissances alliées et associées tiennent à préciser que leurs exigences en ce qui concerne les armements allemands n'ont pas seulement pour objet de rendre impossible toute tentative d'agression de la part de l'Allemagne. Elles constituent aussi le premier pas vers la réduction et la limitation des armements, que ces Puissances cherchent à assurer comme un des moyens les plus propres à empêcher la guerre ».

Mais en désarmant l'Allemagne, les Alliés poursuivaient aussi un autre but : la contraindre à accepter les traités de Paix, lui enlever la force matérielle nécessaire pour les remettre en cause. Il est même probable que certains délégués, un peu sceptiques sur la possibilité de réaliser un désarmement général, voulaient surtout abaisser l'Allemagne, en faire une puissance de seconde zone¹. Mais ces sentiments égoïstes, survivances inévitables de la vieille politique, étaient estompés et dépassés par l'espoir dans un nouvel ordre des choses, par la foi dans un droit international nouveau.

Les Alliés ont donc désarmé l'Allemagne. A ce désarmement imposé, ils ont consacré la partie V du traité de Versailles qui comprend les articles 159 à 213, plus un certain nombre d'articles disséminés dans les autres parties du traité : articles 42, 43 et 44 concernant la rive gauche du Rhin, article 115 concernant l'île d'Héli-

1. « En face d'une paix où se débattent sourdement les principes d'un droit international nouveau et l'ancien idéal français de l'abaissement de l'Empire germanique... » (Paul Véniot : *Incertitudes allemandes*, p. 150).

goland, article 380 concernant le canal de Kiel, etc... Les dispositions consacrées au désarmement de l'Allemagne sont donc très longues ; dans le traité, elles sont divisées en clauses militaires, navales, aériennes, et enfin en clauses concernant le contrôle et en clauses générales. C'est dans cet ordre que nous les examinerons sommairement et ensuite nous verrons dans quelle mesure l'Allemagne est réellement désarmée. Il y a là tout un ensemble de prescriptions et de faits qu'il faut avoir constamment présents à l'esprit pour pouvoir bien comprendre les revendications allemandes et les objections qui leur sont faites.

I

Les clauses militaires

Les clauses militaires comprennent la section 1 de la partie V du traité, soit les articles 159 à 180, et les articles 42, 43 et 44 relatifs à la rive gauche du Rhin. Très développées et très précises, elles réglementent et limitent rigoureusement les effectifs, le matériel et les fortifications. Ce sont là en effet les trois éléments dont se compose toute défense nationale sur terre : il faut d'abord des hommes ; ensuite ces hommes doivent être armés, pourvus de munitions et de tous les engins nécessaires à la conduite de la guerre moderne, enfin le territoire national doit être protégé par une série de fortifications et de travaux destinés à arrêter toute tentative d'invasion ennemie.

A. Les effectifs. — Il est inutile d'insister sur l'importance des effectifs : pour pouvoir faire la guerre, il faut beaucoup de soldats, c'est-à-dire des hommes exercés et entraînés. La première chose à faire si l'on voulait désarmer l'Allemagne était donc de limiter strictement ses effectifs.

Au début de la Conférence de la Paix, les Alliés ne savaient quel système imposer à l'Allemagne. Tout

de suite, on vit s'affronter deux conceptions¹ : d'une part, la conception des Puissances anglo-saxonnes, hostiles à la conscription, qui voulaient étendre à l'Allemagne leur système de l'armée de métier, peut-être dans le secret espoir que ce système finirait par se généraliser dans toute l'Europe ; d'autre part, la conception des Puissances alliées du continent européen, partisans irréductibles du service militaire universel et obligatoire, qui ne souhaitent pas l'abolir pour l'Allemagne.

La conception des Puissances alliées du continent européen se manifesta par le projet que le maréchal Foch soumit au Conseil Suprême : l'Allemagne lèverait annuellement un contingent de 180.000 hommes, qui feraient un an de service militaire sans période d'instruction ultérieure ; les cadres seraient constitués par 1.000 officiers servant 25 ans et 11.000 sous-officiers servant 15 ans. De cette sorte, le système militaire allemand aurait été de même ordre et de même essence pour tous les pays de l'Europe continentale.

Le projet du maréchal Foch se heurta à l'opposition irréductible de M. Lloyd George. Le premier délégué britannique exprima la crainte d'une Allemagne qui disposerait en dix ans de près de deux millions de soldats instruits, sans compter les combattants de la Grande Guerre ; il prétendait en outre que, pour purger les Allemands de leur militarisme, il fallait les déshabituer de la caserne.

M. Lloyd George et les Anglo-Saxons l'emportèrent : ils dotèrent l'Allemagne d'une armée de métier. Ils l'emportèrent d'autant plus facilement que l'opinion publique alliée se figurait l'Allemagne déchue de son rang de grande puissance et qu'elle n'imaginait pas que le Reich pourrait à bref délai revendiquer son ancienne place dans le domaine international.

1. Dans son ouvrage sur les *Problèmes du Désarmement*, M. Jacques Lyon insiste sur ces deux conceptions et montre que la solution adoptée constitue un obstacle à la réalisation du désarmement, car elle a créé « une difficulté énorme pour comparer les forces dissimilaires de l'armée de métier et de l'armée de conscription ».

Le traité de Versailles imposa donc à l'Allemagne une armée de métier forte de 100.000 hommes, officiers compris, formant sept divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie¹. L'effectif total des officiers, y compris le personnel des Etats-Majors, ne doit pas dépasser 4.000². Les divisions ne pourront être encadrées que par deux Etats-Majors de corps d'armée; le Grand Etat-Major et toutes les formations analogues doivent être dissous³. Pour éviter toute augmentation camouflée des effectifs, le nombre des douaniers, gardes forestiers et gardes-côtes ne devra pas dépasser celui de 1913⁴; le nombre des gendarmes, employés et fonctionnaires des polices locales ne pourra être augmenté par rapport à 1913 qu'en corrélation avec l'augmentation de la population dans les localités qui les emploient⁵; de plus, ces fonctionnaires ne pourront prendre part à aucun exercice militaire⁶.

Le traité fixe en outre la composition des divisions et des Etats-Majors de corps d'armée, les nombres indiqués étant des nombres maxima.

La division d'infanterie est composée de la manière suivante⁷ :

Unités :	Effectifs de chaque unité	
	Officiers	Troupe
1 État-Major de division d'infanterie	25	70
1 État-Major de l'infanterie divisionnaire	4	30
1 État-Major de l'artillerie divisionnaire	4	30
3 Régiments d'infanterie	70	2.300
(le régiment se composant de 3 bataillons, le bataillon de 3 compagnies de voltigeurs et de 1 compagnie de mitrailleuses).		
3 Compagnies de minenwerfers	6	150
1 Régiment d'artillerie de campagne	85	1.300
1 Escadron divisionnaire	6	150
1 Bataillon de pionniers	12	400
1 Détachement de liaisons	12	300
1 Service de santé divisionnaire	20	400
Parcs et convois	14	800
Soit, au total, 410 officiers et 10.830 hommes de troupe, sous-officiers compris.		

1. Traité de Versailles, art. 160.

2. Traité de Versailles, art. 160.

3. Traité de Versailles, art. 160.

4. Traité de Versailles, art. 162.

5. Traité de Versailles, art. 162.

6. Traité de Versailles, art. 162.

7. Traité de Versailles, partie V, section I, tableau I.

La division de cavalerie est composée de la manière suivante¹ :

Unités :	Effectifs de chaque unité :	
	Officiers	Troupe
1 État-Major de division de cavalerie	15	50
6 Régiments de cavalerie (à 4 escadrons)	40	800
1 Groupe d'artillerie à cheval	20	400
Soit, au total, 275 officiers et 5.250 hommes de troupe.		

Enfin un Etat-Major de corps d'armée, dont le nombre maximum autorisé est de deux, doit comprendre au maximum 30 officiers et 150 hommes de troupe².

Le service militaire universel et obligatoire est aboli en Allemagne sous toutes ses formes³. L'armée allemande ne pourra être recrutée que par voie d'engagements volontaires⁴. Les sous-officiers et soldats devront servir douze années continues⁵; les officiers devront contracter l'engagement de servir, au moins jusqu'à l'âge de 45 ans et au moins pendant 25 années continues⁶. La proportion des hommes quittant le service avant l'expiration du terme ne devra pas dépasser 5 % de l'effectif total⁷. La précision de ces clauses a pour but d'empêcher qu'un nouveau Scharnhorst n'augmente les effectifs autorisés au moyen d'un nouveau système de « Krumpers ».

De plus, il ne sera maintenu que le nombre d'écoles militaires strictement indispensables au recrutement des officiers des unités autorisées, à raison d'une école par arme⁸. Le nombre des élèves à admettre dans ces écoles doit être strictement limité aux vacances à pourvoir dans les cadres d'officiers⁹. Les élèves et leurs instructeurs comptent d'ailleurs dans les effectifs fixés par le traité¹⁰.

1. Traité de Versailles, partie V, section I, tableau I.

2. Traité de Versailles, partie V, section I, tableau I.

3. Traité de Versailles, art. 173.

4. Traité de Versailles, art. 173.

5. Traité de Versailles, art. 174.

6. Traité de Versailles, art. 175.

7. Traité de Versailles, art. 174.

8. Traité de Versailles, art. 176.

9. Traité de Versailles, art. 176.

10. Traité de Versailles, art. 176.

Enfin les établissements d'enseignement, les universités, les sociétés et les associations de toute nature ne devront s'occuper d'aucune question militaire, ni avoir de lien avec aucune autorité militaire quelconque¹. Et le Gouvernement Allemand devra prendre les mesures nécessaires pour empêcher ses nationaux de s'enrôler dans les armées de puissances étrangères, les droits de la légion étrangère française étant toutefois réservés². Le traité de Versailles supprime donc toutes les possibilités de donner l'instruction militaire hors de l'armée allemande. Il prive même l'armée allemande de tout contact avec les armées étrangères : défense est faite à l'Allemagne d'envoyer et d'entretenir à l'étranger des missions militaires et navales³.

B. Le matériel. — Actuellement pour faire la guerre, il ne faut pas seulement des troupes, il faut aussi, il faut surtout du matériel, un matériel nombreux et puissant. Aussi les rédacteurs du traité de Versailles ne se sont pas contentés de limiter les effectifs de l'armée allemande ; ils ont également limité son matériel, en prenant le mot matériel au sens large, c'est-à-dire en y comprenant l'armement et les munitions.

Cette réglementation du matériel de l'armée allemande est double : d'abord certains matériels lui sont totalement interdits ; ensuite les matériels autorisés sont strictement réglementés.

Les engins totalement interdits à l'Allemagne sont : les gaz asphyxiants⁴, les chars de combat⁵ et l'artillerie lourde.

L'emploi des gaz asphyxiants a toujours révolté la conscience humaine ; ils sont considérés comme un moyen d'agression inhumain et barbare, qui risque surtout d'être particulièrement efficace sur les populations civiles. Les Alliés en ont interdit la fabrication et l'em-

1. Traité de Versailles, art. 177.

2. Traité de Versailles, art. 179.

3. Traité de Versailles, art. 179.

4. Traité de Versailles, art. 171.

5. Traité de Versailles, art. 172.

ploi à l'Allemagne, en attendant de pouvoir généraliser cette interdiction au Monde entier par des conventions librement consenties.

Quant aux chars de combat, la fin de la guerre a montré leur efficacité offensive. Bien que la distinction entre l'arme offensive et l'arme défensive soit la plupart du temps artificielle et arbitraire, le char de combat est un engin essentiellement offensif. En en privant l'armée allemande, les Alliés ont voulu lui enlever sa force assaillante.

C'est pour la même raison qu'ils ont aussi interdit l'artillerie lourde à l'Allemagne. L'artillerie lourde est généralement considérée comme une arme surtout offensive, bien que ce soit assez contestable. Mais une armée dépourvue d'artillerie lourde se trouverait fortement handicapée devant une autre qui en serait pourvue.

A côté de ces prohibitions absolues, le traité de Versailles renferme une réglementation rigoureuse des matériels autorisés. En particulier les tableaux annexés aux articles 164-167 fixent le nombre des canons, minenwerfers, mitrailleuses et fusils autorisés. Il est intéressant de connaître ces chiffres, pour pouvoir se faire une idée à peu près exacte sur l'armée allemand actuelle.

L'armement pour la dotation maxima de 7 divisions d'infanterie, de 3 divisions de cavalerie et de 2 Etats-Majors de corps d'armée est le suivant ¹ :

	Pour 1 D.I.	Pour 7 D.I.	Pour 1 D.C.	Pour 3 D.C.	Total	Pour 2 E.M. de corps d'armée
Fusils	12.000	84.000			84.000	A prélever sur l'armement
Carabines			6.000	18.000	18.000	
Mitrailleuses lourdes	108	756	12	36	792	majoré de l'in- fanterie des divisions.
Mitrailleuses légères	162	1.134			1.134	
Minenwerfers moyens	9	63			63	
Minenwerfers légers	27	189			189	
Pièces de 77	24	168	12	36	204	
Obusiers de 105	12	84			84	

1. Traité de Versailles, partie V, section I, tableaux II et III et art. 165.

De plus, les stocks sont aussi réglementés¹. Les lieux de stockage doivent être notifiés aux Alliés², qui devront aussi avoir connaissance des usines où seront fabriqués les armes, munitions et matériels³. L'importation et l'exportation de tout matériel de guerre sont rigoureusement prohibées à l'Allemagne⁴.

C. Les fortifications. — Malgré les critiques qu'on leur a adressées, les fortifications jouent un rôle extrêmement important dans la conduite de la guerre défensive moderne. Elles ont même un rôle offensif : à l'abri de positions fortement organisées, qui garantissent l'inviolabilité du territoire, la concentration de troupes d'attaque peut se faire en toute sécurité.

Les Alliés, particulièrement la France et la Belgique, ont voulu empêcher l'Allemagne de recommencer la guerre. Ils ont bien vu qu'à cet effet le meilleur moyen était d'ouvrir toutes grandes les portes de l'invasion en Allemagne. Ils ont donc interdit à l'Allemagne toute fortification sur la rive gauche du Rhin et même sur la rive droite, dans une zone s'étendant jusqu'à 50 km. à l'est du fleuve⁵ : tous les ouvrages fortifiés, forteresses et places-fortes terrestres qui se trouvent dans cette zone ont été démantelés ; la construction de toute nouvelle fortification, quelle qu'en soit la nature ou l'importance, y est formellement défendue. De plus, l'Allemagne ne doit y entretenir, ni y rassembler aucune force armée, soit à titre permanent, soit à titre temporaire⁶ ; toute manœuvre militaire y est interdite⁷. En cas de conflit, l'Allemagne n'aurait donc guère la possibilité de s'opposer à l'invasion de toute la vallée du Rhin, une des parties les plus riches de son territoire.

Quant à ses frontières méridionales et orientales,

1. Traité de Versailles, art. 166.

2. Traité de Versailles, art. 166.

3. Traité de Versailles, art. 168.

4. Traité de Versailles, art. 170.

5. Traité de Versailles, art. 42 et 180.

6. Traité de Versailles, art. 43.

7. Traité de Versailles, art. 43.

l'Allemagne doit les laisser dans l'état où elles se trouvaient lors de la conclusion des traités de paix¹. Les stipulations du traité sont donc ici moins sévères que pour les frontières occidentales : les fortifications existantes n'ont pas été démantelées, le Reich pourra y entretenir des troupes. En fait, le tracé des frontières étant nouveau, les fortifications existantes y sont la plupart du temps peu nombreuses et peu efficaces.

II

Les clauses navales

Le traité de Versailles n'a pas seulement rigoureusement défini et réglementé l'armée allemande : il renferme encore des clauses navales extrêmement précises, qui, elles aussi, concernent les effectifs, le matériel, c'est-à-dire la flotte allemande de guerre et les fortifications à caractère naval ; elles comprennent essentiellement les articles 181 à 197, plus quelques autres : article 115 concernant l'île d'Héligoland, article 380 concernant le canal de Kiel, etc...

A. Les effectifs. — « La totalité des effectifs dépendant de la marine de guerre allemande et affectés tant à l'armement de la flotte, à la défense des côtes, au service des sémaphores, qu'à l'administration et aux services à terre, ne devra pas dépasser 15.000 hommes, officiers et personnel de tous grades et de tous corps compris. L'effectif total des officiers et des « warrants officiers » ne devra pas dépasser 1.500 » (art. 183).

Le recrutement, comme celui de la Reichswehr, doit être effectué uniquement par voie d'engagements volontaires², contractés pour une durée de douze années continues, du moins pour les sous-officiers et les hommes.

1. Traité de Versailles, art. 180.

2. Traité de Versailles, art. 194.

Quant aux officiers et aux « warrants officiers », ils doivent servir au moins 25 ans.

B. La flotte de guerre. — Les articles 181 et 190 du traité de Versailles définissent rigoureusement les types, le nombre et le tonnage maximum des bâtiments de guerre que l'Allemagne est autorisée à posséder.

Les forces de la flotte allemande de guerre ne peuvent pas dépasser, en bâtiments armés¹ :

- 6 cuirassés ;
- 6 croiseurs légers ;
- 12 destroyers ;
- 12 torpilleurs.

Le déplacement des bâtiments est également fixé. Il ne pourra dépasser² :

- 10.000 tonnes pour les cuirassés ;
- 6.000 tonnes pour les croiseurs légers ;
- 800 tonnes pour les destroyers ;
- 200 tonnes pour les torpilleurs.

Il est prohibé à l'Allemagne de construire ou d'acquérir aucun bâtiment de guerre, si ce n'est pour remplacer les unités prévues par le traité. Et ce remplacement ne pourra avoir lieu qu'après l'expiration d'une période de 20 ans pour les cuirassés et les croiseurs, de 15 ans pour les destroyers et les torpilleurs, à compter du jour du lancement, sauf bien entendu en cas de perte³.

De plus : « la construction et l'acquisition de tous bâtiments sous-marins, même de commerce, sont interdits à l'Allemagne »⁴. Cette interdiction absolue est la conséquence de la guerre sous-marine, que l'Allemagne avait pratiquée à outrance à partir de 1915 et qui avait donné lieu aux abus que tout le monde connaît. Aussi à Versailles regarda-t-on le sous-marin comme une arme sournoise, dont le possesseur est toujours tenté de

1. Traité de Versailles, art. 181.

2. Traité de Versailles, art. 190.

3. Traité de Versailles, art. 190.

4. Traité de Versailles, art. 191.

se servir en violant les principes fondamentaux du droit et les lois de la plus élémentaire humanité. Pour soustraire les Allemands à cette tentation et pour leur enlever une arme extrêmement efficace, les Alliés leur ont interdit la possession de tout sous-marin.

C. Les fortifications à caractère naval. — Le traité de Versailles stipule que toutes les fortifications commandant les communications entre la Mer du Nord et la Mer Baltique doivent être détruites¹. Les clauses les plus minutieuses concernent l'île d'Héligoland², dont les Allemands avaient fait une forteresse inexpugnable : les fortifications, les établissements militaires, les ports des îles d'Héligoland et de Dune ont dû être détruits et il est naturellement défendu à l'Allemagne de les reconstruire.

III

Les clauses aériennes

L'air est devenu pendant la Grande Guerre un véritable champ de bataille ; l'arme aérienne est d'autant plus redoutée qu'elle a maintenant un rayon d'action extrêmement étendu et qu'elle a souvent servi à bombarder les populations civiles. Elle exerce une influence d'autant plus grande sur l'imagination des foules qu'elle est appelée à se perfectionner de plus en plus et à devenir un formidable engin d'agression, capable de transporter à des centaines de kilomètres des tonnes d'explosifs et de gaz.

Aussi le traité de Versailles stipule-t-il, dans son article 198, que « les forces militaires de l'Allemagne ne devront comporter aucune aviation militaire, ni navale ». L'armée allemande se trouve donc privée d'une arme nécessaire à la conduite de la guerre moderne : sans aviation de reconnaissance, les lointaines explorations

1. Traité de Versailles, art. 195.

2. Traité de Versailles, art. 115.

en territoire ennemi et l'observation aérienne lui sont impossibles ; sans aviation de bombardement, elle ne peut menacer les arrières de ses ennemis, ni leurs voies de communications ; sans aviation de chasse, elle est dans l'impossibilité de s'opposer aux incursions aériennes ennemies.

IV

Le contrôle et les clauses générales

La surveillance des obligations de désarmement imposées à l'Allemagne était confiée par le traité à une Commission interalliée de Contrôle. Cette Commission, qui fonctionnait aux frais du Gouvernement allemand, était autorisée à se rendre ou à envoyer des sous-commissions sur tous les points du territoire allemand, à interroger les fonctionnaires, bref à prendre toutes les mesures indispensables au contrôle¹. Elle est aujourd'hui supprimée.

Il existe cependant encore une possibilité de contrôle, qui, certainement, ne sera jamais employée : tant que le traité de Versailles sera en vigueur, l'Allemagne doit se prêter à toute investigation décidée par le Conseil de la Société des Nations votant à la majorité². Le Conseil a encore un autre droit, auquel on n'aura pas recours non plus : il peut modifier l'armement de l'armée allemande³.

V

Dans quelle mesure l'Allemagne est-elle désarmée⁴?

A Versailles, les Alliés ont donc mis tout en œuvre pour désarmer l'Allemagne. Y ont-ils réussi ? Il était

1. Traité de Versailles, art. 203 à 210.

2. Traité de Versailles, art. 213.

3. Traité de Versailles, art. 164.

4. Cette question du désarmement effectif de l'Allemagne inquiète tous les Français. Les Allemands n'ont jamais voulu comprendre nos appréhensions, même pas Stresemann, qui a écrit : « ... On vit dans ce pays (en France) dans la terreur de soit disant armements allemands ; c'est une véritable psychose qui règne chez nos voisins ». *Les Papiers de Stresemann*, t. II, p. 3.

certain, et il en aurait été de même dans tout autre pays, que les Allemands allaient chercher, dans la mesure du possible, à tourner les dispositions du traité et surtout à donner le maximum de valeur militaire aux unités qu'il leur était permis de garder.

L'histoire nous fournit un exemple de désarmement peu encourageant : en 1808, Napoléon imposa au roi de Prusse une convention de désarmement valable pour dix ans et dans laquelle il était notamment stipulé que l'armée prussienne ne devait pas dépasser 42.000 hommes. En fait, Scharnhorst institua un système de roulement : les recrues servaient très peu de temps, mais recevaient une instruction militaire rapide et intensive ; une fois instruites, elles étaient renvoyées dans leurs foyers et immédiatement remplacées par d'autres. De cette sorte, l'armée prussienne ne dépassa jamais 42.000 hommes sur le pied de paix, ce qui n'empêcha pas qu'en 1814, Napoléon, à son grand étonnement, se trouva en face d'une force considérable. Les stipulations de 1919 ne vont-elles pas avoir le même succès que celles de 1808 ?

Considérons d'abord la Reichswehr. Le général von Seeckt l'a modelée de 1920 à 1926, il en a fait une armée qui n'a rien de comparable aux armées de métier anglo-saxonnes, destinées surtout aux expéditions coloniales. Recrutée avec soin, supérieurement entraînée, la Reichswehr est en réalité une armée de 4.000 officiers et de 96.000 sous-officiers ; elle est une puissante machine de guerre. Dans deux livres qui ont fait sensation, « Pensées d'un soldat » et « Défense du Pays », le général von Seeckt, a montré la valeur militaire de la Reichswehr : le temps des armées géantes, des armées de conscription, est passé ; l'armée moderne, la véritable force offensive, est l'armée de métier, entraînée et dotée d'un matériel puissant. Opinion contestable, mais il n'en reste pas moins qu'il n'y a aucune commune mesure entre un soldat de métier et un soldat de conscription, que le premier est infiniment supérieur au second.

L'Allemagne ne dispose pas que de ses 100.000 hommes.

de Reichswehr. Plus de 100.000 hommes ont déjà été libérés après avoir accompli leur douze années de service.

Voilà une réserve d'élite, qui peut porter immédiatement la Reichswehr à plus de 200.000 hommes. Et puis, il y a la police, environ 150.000 hommes, la plupart exercés militairement. On ne saurait sans doute en faire grief à l'Allemagne : depuis la guerre, les éléments perturbateurs se sont singulièrement accrus et il faut au Reich des forces imposantes pour maintenir l'ordre. Mais en cas de conflit, il n'est pas impossible de penser que 100.000 policiers au moins seraient versés dans la Reichswehr, les forces de police à l'intérieur étant renforcées de volontaires et de vétérans. En cas de guerre, la Reichswehr serait portée au minimum à 300.000 hommes, à 300.000 soldats de métier.

Et ce n'est pas tout. A côté de cette troupe d'élite, l'Allemagne pourrait facilement former une armée auxiliaire. Elle disposerait d'abord de nombreux anciens combattants de la Grande Guerre. Il est vrai que leur nombre va en diminuant chaque année. Mais l'Allemagne disposerait surtout des éléments qui constituent les associations militaires : Casques d'Acier, Chemises Brunes de M. Hitler ; elle disposerait de la jeunesse universitaire. Si tous ces éléments ne reçoivent pas une instruction militaire proprement dite, ils sont néanmoins aguerris et exercés par la pratique des sports, en particulier par le fameux « Wehrsport », ou sport militaire, quand ce n'est pas par la pratique des bagarres. Récemment le ministre de l'Intérieur du Reich n'a-t-il pas invité tous les jeunes gens ayant satisfait aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires à s'inscrire au service du travail volontaire, afin d'accomplir dans un camp une période de six mois ? Sans doute peut-on prétendre avec raison que le service du travail volontaire répond aux nécessités économiques de l'heure présente, qu'il répond surtout aux besoins de cette âme germanique si inquiète et si complexe, qui aime la nature, le travail physique et la vie au grand air. Mais il y a autre chose : « si ces jeunes gens, logés, nourris et

équipés aux frais du Gouvernement, consacrent quatre mois au travail physique » ils consacrent aussi six semaines aux « sports en terrain varié » ; M. Seldte, ministre de l'Intérieur du Reich et président du Casque d'Acier, a remplacé dernièrement dans un de ses discours les mots déjà traditionnels : « sport militaire » « sports en terrain varié », par le mot « Wehrtüchtigung », qui ne signifie pas autre chose qu'instruction militaire. Violation manifeste de l'article 177 du Traité de Versailles ¹ !

Il est normal qu'un vaincu cherche à se soustraire aux dispositions d'un traité de paix, qui lui a été imposé par la force ². Ce qui est plus grave que la violation d'un article du traité de Versailles, c'est la mentalité de cette jeunesse, qui est pourtant une jeunesse saine, intelligente, vigoureuse ; chez elle, le désarmement moral n'a jamais été moins à la mode ³. Et ce qui est plus grave encore, c'est que les hommes d'Etat allemands cherchent visiblement à juxtaposer l'armée de métier et l'armée des milices : l'armée de métier, peu nombreuse mais supérieurement entraînée, est la force idéale pour manœuvrer, pour attaquer ; l'armée des milices, par son grand nombre, est l'armée de la défense, celle qui se prête à la réalisation de feux continus sur de vastes fronts. Combinaison dangereuse : l'armée de métier, armée la plus offensive qui soit, est apte à commettre

1. Ce n'est malheureusement pas la seule. L'Allemagne possède un armement bien supérieur à celui que le traité de Versailles lui a fixé (XXX : la Conférence du Désarmement, les préludes : *Revue de Droit international*, 1932, n° 1, pp. 20, 21 et 22).

2. Sans remonter jusqu'au traité de Madrid de 1526, souvenons-nous des traités de 1815 et de 1871.

3. « Nous ne voulons aucunement nier qu'une grande partie de la jeunesse allemande des deux sexes appartient aux adversaires du désarmement ». (Mendelsohn-Bartholdy : *Europäische Gespräche*, Januar Februar 1932, p. 3).

« La guerre est l'antidote des mauvaises herbes de la paix... Les peuples apprennent à mieux se connaître et à s'estimer. La guerre fournit aux talents le moyen de se développer ; sans la guerre, le monde aurait moins de grands hommes... L'art, et plus particulièrement la peinture et la poésie, y trouvent de beaux sujets... Bien des hommes actifs y trouvent l'occasion de faire une riche fortune... » (exemple de l'éducation donnée aux écoliers allemands : Dorenvall et Vogeler : *der deutsche Aufsatz in den höheren Lehranstalten*, 6^e édit., Hanovre, 1927, devoir n° 158).

une agression rapide et heureuse ; cet acte commis, l'armée des milices, armée des masses armées, a la possibilité d'occuper le terrain conquis et de s'y retrancher.

En dotant l'Allemagne d'une armée de métier, les Alliés ont commis la plus lourde faute qui se puisse imaginer, ils lui ont donné une mécanique d'agression très dangereuse, toujours prête à être mise en action.

Mais, peut-on objecter, il y a la question du matériel : le matériel, l'armement, les munitions sont strictement réglementés par le traité de Versailles, et l'Allemagne n'aurait pas de quoi équiper tous ses soldats. De plus, elle n'a pas d'artillerie lourde, pas de chars de combat, pas d'aviation,

Soit. En réalité, répliquera-t-on, l'Allemagne dispose de stoks supérieurs à ceux qui lui sont permis par les traités de paix. Surtout elle dispose d'un potentiel de guerre formidable : ses nombreuses et gigantesques usines, avec leur outillage ultra-moderne, peuvent du jour au lendemain se mettre à fabriquer du matériel de guerre en quantités considérables. La Reichswehr n'a pas de chars de combat et utilise des tanks en carton pour faire ses manœuvres ; mais il est certain que des modèles de chars ont été étudiés, que les plans sont achevés, que des usines les possèdent et sont prêtes à en commencer la fabrication. De même pour l'artillerie lourde. Quant aux gaz, les usines de produits chimiques sont à même de les produire, après une transformation de quelques heures. L'armée allemande n'a pas d'avions. Mais l'Allemagne dispose d'une aviation commerciale considérable, le Reich subventionne des lignes aériennes extrêmement nombreuses, sur lesquelles on voit rarement un voyageur.

Oui, tout cela est vrai, l'Allemagne dispose d'un potentiel de guerre formidable. Mais supposons qu'un conflit éclate : il faudrait du temps à l'Allemagne pour fabriquer le matériel qui lui manque ; ce temps, ses adversaires, qui eux disposeraient du matériel nécessaire, en profiteraient : au début, ils exploiteraient à fond leur supériorité. Et l'aviation commerciale alle-

mande pourrait seulement être employée en partie à des fins militaires : beaucoup d'avions allemands ne sont pas assez rapides et surtout ne peuvent pas voler à une attitude assez élevée pour être employés même comme avions de bombardement.

Et la flotte allemande ? On ne construit pas un cuirassé, ni même un sous-marin, en quelques jours. Dans le domaine naval, l'Allemagne serait dans un état d'infériorité manifeste, elle ne pourrait pas empêcher le blocus de ses côtes, elle ne pourrait même pas s'opposer à un débarquement.

Il y a plus : en Allemagne, les portes de l'invasion sont ouvertes toutes grandes. La zone du Rhin est démilitarisée, sans un soldat et sans une fortification ; à l'est, aucune défense naturelle ne permet d'arrêter l'envahisseur. En cas de conflit, l'Allemagne ne serait entourée que d'ennemis¹.

Dans l'état actuel des choses, l'Allemagne est dans l'impossibilité de soutenir un conflit armé : elle irait tout droit à la défaite, malgré la force offensive de son armée de métier, malgré la « Wehrtuchtigung » donnée aux jeunes universitaires, malgré son potentiel de guerre.

Mais demain ?

1. Cette situation inquiète les Allemands, qui nous reprochent amèrement de chercher à les isoler et à les entourer (das französische Spinnennetz, die Bündnispolitik Frankreichs, von Karl L. von Oertzen, Oberst a. D., dans Frankreich in Waffen, Sonderheft der Kölnischen Illustrierten Zeitung, novembre 1932, pp. 19, 20 et 21).

CHAPITRE II

HISTORIQUE DES REVENDICATIONS ALLEMANDES EN MATIÈRE D'ARMEMENTS

Le traité de Versailles a donc limité strictement la souveraineté de l'Allemagne en matière d'armements ; il l'a frappée d'une sorte de *capitis deminutio*, que les Allemands estiment déshonorante. La politique qu'ils devaient suivre s'est tout naturellement dessinée dès 1919, avant même la signature du traité de paix : elle est déjà esquissée dans les remarques écrites que la délégation allemande présenta à la Conférence de la Paix. Le Gouvernement allemand se déclarait prêt à « accepter l'idée qui est à la base des clauses militaires, navales et aériennes, pourvu qu'elle constitue le commencement d'une réduction générale des armements ». Il montrait déjà qu'il voulait voir étendre à tous les pays les mesures de désarmement qui étaient imposées à l'Allemagne.

Clémenceau répondit au nom des Puissances alliées par la note du 16 juin 1919, qui renferme l'engagement d'honneur, pour tous les Etats, de limiter leurs armements, si l'Allemagne observe rigoureusement les clauses qui concernent son propre désarmement. Les juristes et les publicistes allemands prirent acte de cette note, ainsi que des promesses inscrites à l'article 8 du Pacte de la Société des Nations et dans le préambule de la

partie V du traité de Versailles. Et ils mirent toute leur science et toute leur ardeur patriotique à développer les arguments juridiques et politiques en faveur d'un désarmement général calqué sur le désarmement de l'Allemagne.

Mais ces préoccupations furent estompées par d'autres plus immédiates. Vinrent les tâtonnements de l'après-guerre : l'Allemagne cherchait sa voie. Vinrent les agitations intérieures et les difficultés extérieures, la bataille de la Ruhr, qui mit le Reich à bout de forces. Dans cette période trouble, dans cette période où l'Allemagne dut lutter pour sa paix intérieure et même, à certains moments, pour son unité, les gouvernements successifs avaient autre chose à penser qu'à réclamer l'égalité des armements.

Aussitôt que le calme fut revenu, on put voir cette revendication poindre petit à petit, se préciser, puis se gonfler jusqu'à devenir une bombe lancée dans le forum international. Son histoire se déroule, logique, inéluctable, marquée cependant par le caractère des hommes qui dirigent la politique allemande. C'est pourquoi on peut y distinguer trois époques, trois ères : l'ère Stresemann, l'ère de MM. Curtius et Brüning, l'ère des partis de droite.

I

L'ère Stresemann

(août 1923 - octobre 1929)

En août 1923, Stresemann prend le pouvoir, et aussitôt il commence son œuvre : le redressement de l'Allemagne. Il s'attaque d'abord au plus pressé : l'Allemagne était isolée et méprisée, elle n'était pas admise à négocier avec les autres Puissances, les Alliés s'entendaient et lui dictaient leurs conditions, sans qu'elle pût intervenir dans les débats. Dès 1924, à la Conférence de Londres, Stresemann remporte son premier succès : pour la première fois, l'Allemagne n'était plus placée

devant un fait accompli, elle négociait sur un pied d'égalité avec ses anciens vainqueurs.

En février 1925, Stresemann propose au Gouvernement français un Pacte rhénan, proposition d'où sont sortis les accords de Locarno. Ces accords constituent un éclatant succès pour sa politique : la France et la Belgique d'un côté, l'Allemagne de l'autre, sont mises sur le même pied. En 1926, l'Allemagne est admise à la Société des Nations, avec un siège permanent au Conseil.

Quand Stresemann avait pris le pouvoir, en 1923, l'Allemagne était méprisée et traitée en inférieure. Trois ans plus tard, tout était changé : elle avait repris son rang et ses prérogatives de grande Puissance, elle traitait d'égal à égal avec les autres pays.

Stresemann avait aussi entrepris de grignoter les dispositions les plus gênantes du traité de Versailles : il obtenait la suppression des Commissions de Contrôle interalliées et des mesures entravant la liberté de l'aéronautique commerciale allemande. Il mourait, le 30 octobre 1929, sans avoir pu assister au couronnement de sa politique : les dernières troupes d'occupation quittant le territoire du Reich le 30 juin 1930, cinq ans avant le terme prévu, et l'abolition presque complète des réparations décidée par la Conférence de Lausanne, en juin-juillet 1932.

On pourrait penser que Stresemann n'a rien fait en ce qui concerne l'égalité des droits en matière d'armements. On se tromperait lourdement. Sans doute, Stresemann n'a pas porté cette revendication dans les grandes négociations internationales. C'est tout simplement qu'il estimait que le moment n'était pas encore opportun et qu'il avait déjà assez à faire pour obtenir l'évacuation des régions occupées et la réduction des réparations. Mais il a pensé à assurer à son pays l'égalité militaire ; seul le temps lui a manqué pour manifester son opinion au grand jour, car, logiquement, il attendait la réunion de la Conférence du Désarmement. Cependant certains faits symptomatiques sont là pour prouver qu'il aspirait à l'égalité des armements.

Quand l'Allemagne est entrée à la Société des Nations, Stresemann, s'appuyant sur l'article 160 du traité de Versailles qui porte que l'armée allemande « sera exclusivement destinée au maintien de l'ordre sur le territoire et à la police des frontières », a demandé et obtenu que l'Allemagne ne soit pas appelée à participer à des mesures militaires qui pourraient être décidées par la Société des Nations, conformément à l'article 16 du Pacte. Sans doute peut-on voir dans cette demande un moyen destiné à tranquilliser la Russie, dont l'Allemagne s'était rapprochée. Mais il est probable que Stresemann a voulu souligner l'inégalité de statut militaire de l'Allemagne avec ceux des autres Puissances.

Après les accords de Locarno, dans lesquels les Puissances signataires ont contracté l'engagement de donner leur concours sincère à la réalisation du désarmement¹ ont commencé les travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement. La délégation allemande et le comte Bernstorff, son président, y ont défendu avec une force sans cesse accrue, le point de vue allemand. Si on les regarde de près, on s'aperçoit clairement que les déclarations du comte Bernstorff contiennent le germe de la revendication de l'égalité des droits en matière d'armements. L'on ne peut pas prétendre que ce n'est pas Stresemann qui donnait ses instructions à la délégation allemande.

Le 16 mai 1926, le comte Bernstorff, après avoir exposé que le désarmement est hautement désirable du point de vue moral, politique et militaire, rappelle les diverses

1. « Les représentants des Gouvernements ici représentés déclarent avoir la ferme conviction que l'entrée en vigueur de ces traités et conventions contribuera grandement à amener une détente morale entre les nations, qu'elle facilitera puissamment la solution de beaucoup de problèmes politiques et économiques, conformément aux intérêts et aux sentiments des peuples, et qu'en raffermissant la paix et la sécurité de l'Europe, elle sera de nature à hâter d'une manière efficace le désarmement prévu par l'art. 8 du Pacte de la Société des Nations.

Ils s'engagent à donner leur concours sincère aux travaux déjà entrepris par la Société des Nations relativement aux désarmement et à en rechercher la réalisation dans une entente générale » (Accords de Locarno).

promesses de désarmement général et de désarmement particulier de l'Allemagne, en ces termes¹ :

«... Dans le préambule de la partie V du traité de Versailles, le chapitre concernant notre désarmement est précédé d'une déclaration que cette opération est faite afin de rendre possible un désarmement général. Et l'on se rappellera que, le 16 juin 1919, les représentants de l'Allemagne et des Puissances alliées et associées ont échangé une correspondance où l'on faisait ressortir, d'une façon parfaitement claire, que le désarmement de l'Allemagne devait être le prélude d'un plan général de désarmement, à entreprendre par la Société des Nations, ce qui est d'ailleurs formellement prévu par le Protocole aux accords de Locarno.

« En exécution des stipulations dont je viens de parler, le peuple allemand est aujourd'hui complètement désarmé et l'état de ses forces n'est plus suffisant pour lui garantir la sécurité nationale envisagée par l'article 8 du Pacte, qui, d'autre part, oblige tous ses membres à procéder au désarmement. Le but que nous proposons pourra être atteint si tous les Gouvernements manifestent la même bonne volonté ... »

La tactique allemande se dessine déjà : rappeler sans cesse le désarmement de l'Allemagne et les promesses de désarmement des Alliés.

A la séance du 20 mai 1926, le comte Bernstorff demande l'abolition générale des armes qui sont interdites à l'Allemagne² : artillerie lourde, tanks, aviation, gaz. Allusion nette à cette égalité de statut militaire à laquelle aspire l'Allemagne.

L'année suivante, les déclarations allemandes se précisent. A la séance du 22 mars 1927, le comte Bernstorff déclare³ qu'il ne faut pas que les « arme-

1. Documents de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement chargée de la préparation de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, série II, publications de la S.D.N., Genève 1926, IX, 7, pp. 15 et 16.

2. *Idem*, p. 47.

3. *Id.*, série IV, Procès-verbaux de la troisième session de la Commission tenue à Genève du 21 mars au 26 avril 1926, IX. Désarmement, 1926, IX, 5, pp. 16, 17 et 18.

ments des Etats-membres de la Société des Nations soient aussi disproportionnés qu'ils le sont aujourd'hui ». Il souhaite un « nivellement des armements » ; le but final de l'Allemagne est une « réduction des armements permettant d'arriver à ce nivellement, qui, seul, garantira l'efficacité entière de la Société des Nations ».

Le 25 mars, le chef de la délégation allemande est encore plus net¹ : ... « Nous tenons absolument à éviter toute solution factice et nous considérerions comme telle celle qui aurait seulement pour but une stabilisation de l'état actuel des armements. Ce qui importe également pour nous, c'est que le chemin logique, conduisant des promesses de Versailles à l'article 8 du Pacte et finalement à l'obligation solennelle de Locarno, permette bien une solution partielle de la question, cette solution constituant une première étape, mais non point une telle solution, qui n'établirait pas, d'une façon absolue, que le but final est le désarmement général, c'est-à-dire celui de tous les Etats, sans exception, sur la base d'un plan fixant une proportion équitable entre les armements de toutes les nations... ».

Le 8 avril², le comte Bernstorff déclare : « ... seul un grand peuple, au cœur de l'Europe, se trouve complètement désarmé, sans la faculté de se défendre contre ses voisins, s'ils voulaient l'attaquer et pas assez armé pour remplir ses devoirs vis-à-vis de la Société des Nations. Ce serait en réalité trop demander à l'Allemagne que d'attendre d'elle qu'elle aille maintenant signer une convention qui ne ferait rien d'autre que de perpétuer cette situation ...

« En terminant, je voudrais dire que, dans un nouveau document officiel du Gouvernement français, j'ai lu hier un mot qui m'a fait une impression très grande et que je voudrais répéter ici . On lisait dans ce document « la France combat pour l'égalité des nations ». Eh bien !, hic Rhodus, hic salta ! Je serais reconnaissant si le délégué de la France voulait combattre pour

1. *Idem*, p. 38.

2. *Idem.*, pp. 210 et 211.

l'égalité des nations. Alors les nations.... seront les meilleures amies du monde ».

Sur les deux grandes questions, celle des effectifs et celle du matériel, le comte Bernstorff adopte déjà une attitude caractéristique. En matière d'effectifs, la France et la plupart des pays ne veulent pas tenir compte des réserves instruites. Le comte Bernstorff s'élève vigoureusement contre cette manière de voir. Il veut compter les réserves instruites dans les effectifs, car l'Allemagne n'a pas de réserves. Sur la question du matériel, la plupart des Puissances ont l'air de se rallier à un système de limitation indirecte, la limitation budgétaire. Le comte Bernstorff combat ce système et il se fait le champion de la limitation directe, c'est-à-dire du système imposé à l'Allemagne. A la séance du 9 avril 1927¹, la délégation allemande propose d'insérer dans le projet de convention un chapitre nouveau, visant la limitation du matériel des forces terrestres, avec un tableau qui est la copie exacte du tableau 2 annexé à la section 1, partie V, du traité de Versailles. La proposition allemande fut rejetée et le comte de Bernstorff s'écria : « la méthode que je propose a pourtant le mérite d'être éprouvée par la pratique ».

En 1928² et en 1929³, la délégation allemande adopte toujours les mêmes points de vue, elle fait inlassablement les mêmes déclarations. Elle n'est pas écoutée.

1. Documents de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement chargée de la préparation de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, série IV, Procès-verbal de la troisième session de la Commission tenue à Genève du 21 mars au 26 avril 1927, IX, Désarmement 1927, IX, 5, pp. 212, 213, 214, 218, 281, 222.

2. Documents de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement, série VI Procès-verbaux de la deuxième session du Comité d'arbitrage et de sécurité et de la cinquième session de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement, IX, Désarmement 1928, IX, 6, : séance du 23 mars 1928, pp. 292 et 293 (le comte Bernstorff parle d'une obligation morale et juridique de désarmer qui pèse sur les Alliés).

3. Documents de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement, série VIII. Procès-verbaux de la sixième session (première partie) de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement, IX, Désarmement, 1929, IX, 3 « séance du 23 avril 1929 (p. 76) ; séance du 24 avr. 1929 (pp. 85 et 86), séance du 25 avr. 1929 (pp. 94 et 95) ; séance du 27 avr. 1929 (pp. 116 et 117) ; séance du 2 mai 1929 (pp. 165 et 166) ; séance du 4 mai 1929 (pp. 181 et 182).

En particulier la Commission préparatoire ne veut pas compter les réserves instruites dans les effectifs, elle rejette la limitation directe du matériel.

Ces paroles et ces faits sont assez significatifs pour se passer de commentaires. Ils montrent clairement que les revendications allemandes de l'égalité des droits en matière d'armements ne sont pas nouvelles, qu'elles ne sont pas une invention du « ministère des barons », comme l'a prétendu une partie de la presse mondiale. Depuis la guerre, la politique allemande a toujours eu le même but : mettre fin à un état d'exception, « de disqualification déshonorante », allait dire le chancelier Brüning.

II

L'ère de MM. Curtius et Brüning (octobre 1929 - mai 1932)

MM. Curtius et Brüning continuent la politique de Stresemann. Ils la précisent de plus en plus, leurs revendications deviennent de plus en plus nettes, de plus en plus pressantes à mesure que le temps s'écoule et aussi à mesure qu'augmente l'agitation nationaliste à l'intérieur du Reich.

A la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement, la délégation allemande défend inlassablement son point de vue envers et contre tous. Avec les mêmes arguments, le comte Bernstorff demande encore la suppression générale et absolue de tous les engins interdits à l'Allemagne, il demande la limitation directe du matériel, et enfin s'écrie : « Nous sommes venus ici avec l'idée que notre désarmement est un modèle pour le reste du Monde ».

Les efforts de la délégation allemande demeurent vains. Les autres Puissances ne considèrent pas qu'elles ont pris l'engagement de désarmer au niveau du Reich et suivant les mêmes règles ; elles demeurent les inébranlables partisans de toutes les dispositions des traités de

paix. Leur opinion s'exprime dans l'article 53 du projet de Convention¹ qu'a rédigé la Commission préparatoire en décembre 1930 :

« La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions des traités antérieurs, par lesquels certaines des Hautes Parties Contractantes ont accepté de limiter leurs armements de terre, de mer et de l'air, et ont fixé ainsi, les unes vis-à-vis des autres, leurs obligations et leurs droits respectifs »

Cet article maintient l'inégalité entre vainqueurs et vaincus. La délégation allemande, appuyée par les Italiens, les Russes et les Turcs, y fit une violente opposition et déclara « qu'à l'occasion de l'article 53, en tant qu'il ne regarde pas les traités de Washington et de Londres, elle voterait contre le projet de Convention en sa totalité. Le projet, tel que la majorité de la Commission préparatoire l'a établi, exclut d'une limitation et réduction des armements terrestres des éléments essentiels. Au lieu de mener à un désarmement réel, ce projet ne servirait qu'à couvrir d'un voile l'état réel des armements du Monde ou permettrait même d'augmenter les armements. Y souscrire signifierait en même temps pour l'Allemagne renouveler sa signature aux clauses de désarmement du traité de Versailles² ».

A Genève, malgré le rôle brillant qu'avait joué le comte Bernstorff, l'Allemagne essayait donc un échec. Mais elle déclarait que les travaux de la Commission préparatoire ne valaient rien et qu'elles les rejetaient. D'où la perspective de sérieuses difficultés lors de la Conférence du Désarmement.

Pendant ce temps, le Gouvernement du Reich ne demeurerait pas inactif et sortait même de la prudente réserve de Stresemann. En 1930, Briand propose à l'Allemagne d'entrer dans une fédération européenne. Envi-

1. Documents de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement, série X. Procès-verbaux de la sixième session, sixième partie de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement, IX, Désarmement, 1931, IX, 1, p. 260.

2. *Idem.* p. 262-263.

sageant dans sa réponse du 11 juillet 1930 les conditions d'une collaboration internationale, le Gouvernement du Reich précise que¹ « le sort de toutes les tentatives d'amélioration de la situation politique en Europe dépendra de l'application des principes de l'égalité intégrale des droits, de la sécurité égale pour tous et de l'harmonie pacifique des peuples ... »

Dès lors, les manifestations en faveur de la « Gleichberechtigung » vont se multiplier. Manifestations privées : conférences, articles de journaux et de revues, livres. Manifestations officielles : discours, déclarations à la presse, interviews, etc...

Le chancelier Brüning déclare au Reichstag, le 16 octobre 1930 « le but suprême de toute politique intérieure et extérieure allemande est de conquérir la liberté nationale, ainsi que l'égalité des droits, matérielle et morale de l'Allemagne ... » Et le 3 novembre, il dit au représentant du *Petit Parisien* : « L'Allemagne est encore loin de posséder la pleine souveraineté correspondant à sa situation de grande Puissance ... »

Le Dr Curtius s'exprime de façon identique au Reichstag, le 10 février 1931² « Nous demandons la sécurité, le même degré de sécurité que les autres peuples réclament pour eux-mêmes. Quand d'autres font valoir le droit naturel de défendre leurs frontières, de prendre toutes les mesures de défense nécessaires contre toute attaque, il ne doit pas y avoir deux poids et deux mesures, l'Allemagne peut aussi avec droit faire valoir sa prétention à la sécurité ».

Le 13 novembre 1931, le ministre de la Reichswehr, le général Grœner, donne au représentant du *Chicago Tribune*, une interview significative³ : « L'Allemagne a le droit d'être traitée sur le pied d'égalité, comme tous les Etats. Elle a le droit à une sécurité égale et aux mêmes

1. Jacques Maupas. « La diplomatie du Reich et le droit des gens : l'égalité des droits », *Revue des Sciences politiques*, numéro d'octobre-décembre 1932, p. 531.

2. *Europäische Gespräche*, Januar-Februar 1932, p. 41.

3. *Idem*, p. 41 et 42.

méthodes de désarmement... ». Suit une énumération d'arguments juridiques et politiques. Puis il ajoute : «... Nous combattons le projet de Convention. Il ne comprend ni les réserves en hommes, ni les réserves en matériel, sur lesquelles repose la force des grandes armées du Monde. Il n'interdit aucune des armes qui sont interdites à l'Allemagne... » Et le général Grœner conclut qu'il ne sait pas ce que l'Allemagne fera si la Conférence du Désarmement échoue.

On pourrait multiplier les citations de ce genre. Celles-ci suffisent pour montrer l'orientation de la politique allemande : obtenir une situation égale et un traitement analogue à ceux des autres Puissances en matière militaire, navale et aérienne.

Le 2 février 1932, s'ouvre à Genève la Conférence du Désarmement. Elle s'ouvre dans une atmosphère lourde de menaces, au milieu d'une crise économique d'une ampleur sans précédent. Jamais les relations internationales n'ont été si peu cordiales, les nationalismes de nombreux pays tellement exaspérés. Les relations franco-allemandes sont tendues : les Français sont partisans du maintien des traités, ils s'inquiètent de voir les Allemands réclamer sans cesse de nouvelles concessions et l'évolution politique de la population allemande n'est pas de nature à les tranquilliser. Les Allemands reprochent aux Français de s'opposer au désarmement général, d'aspirer à l'hégémonie sur l'Europe et de vouloir maintenir l'Allemagne dans une situation inférieure.

Le Dr Brüning arriva à Genève accompagné d'un personnage jusqu'alors inconnu sur les bords du lac Léman, l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Ankara, M. Nadolny, promu chef de la délégation allemande. Originaire des Marches de l'Est, de cette Prusse Orientale que le traité de Versailles a séparé du reste du Reich, de tendances nettement réactionnaires, M. Nadolny ne nourrit naturellement aucune tendresse pour les nations victorieuses et pour les traités de 1919. Fidèle aux consignes données, ayant une volonté de fer, une obstination

irréductible et possédant surtout une réelle aptitude pour la chicane, tel est l'homme qui, quatre, cinq ou six fois par séance, sans se lasser, allait, dans des termes presque identiques, reprendre la même thèse, développer les mêmes arguments, soulever les mêmes difficultés.

A la Conférence, le chancelier Brüning, commence par poser nettement la thèse allemande : il demande le désarmement général sur la base d'une parfaite égalité des droits, l'Allemagne étant fondée moralement et juridiquement à réclamer l'égalité des armements et leur réduction générale. L'Italie, par la personne de M. Grandi, l'appuie.

Puis, le 17 février M. Nadolny retourne le traité de Versailles contre les vainqueurs¹, il critique vivement le projet de la Commission préparatoire et en dépose un autre, élaboré par le Gouvernement allemand et s'appuyant « sur le principe qu'il ne pourra y avoir désormais qu'un seul système de désarmement, applicable d'une façon générale à tous les Etats ». En fait ce projet allemand était la reproduction presque intégrale des stipulations militaires, navales et aériennes du traité de Versailles, que les Allemands désirent voir étendre à tous les pays, obtenant ainsi cette égalité des droits tant désirée. En ce qui concerne les forces militaires terrestres, la délégation allemande demande en principe l'abolition de la conscription, mais elle déclare toutefois qu'elle accepte que certains pays la conservent, à condition que les réserves instruites soient comptées dans les effectifs. Quant au matériel, tous les engins interdits à l'Allemagne seront supprimés, : tanks, artillerie lourde ; de même les fortifications qui, « en raison de leur proximité de la frontière du pays, constituent une menace directe pour l'Etat voisin », (allusion nette à la zone rhénane démilitarisée et aux fortifications françaises de l'Est). Même méthode en ce qui concerne les forces navales : pas de bâtiments de guerre

1. Conférence pour la réduction et la limitation des armements. Documents de la Conférence, vol. I, IX. Désarmement, IX, année 1932, 63, pp. 119-122.

d'un déplacement supérieur à 10.000 tonnes, pas de sous-marins, pas de navires porte-avions ; les effectifs de la marine devront être recrutés uniquement par voie d'engagements volontaires ; les fortifications « commandant les routes maritimes naturelles entre deux mers ouvertes » seront interdites. Plus d'aviation militaire ni navale. Suivent la prohibition de la guerre chimique et du libre commerce des armes.

Le projet allemand fut repoussé. Mais durant toute la conférence, M. Nadolny devait inlassablement revenir à la charge. Devant cette obstination, quelques Puissances devinrent partisans de donner satisfaction à l'Allemagne, en élargissant les interdictions du traité de Versailles¹. Pour MM. Stimson, MacDonald et Grandi, la suppression des armes offensives, qui sont précisément les armes interdites à l'Allemagne par le traité de 1919, serait un point de départ excellent pour arriver à résoudre le problème du désarmement. Cette suppression aurait même le mérite de faire disparaître l'épineuse question de la « Gleichberechtigung », puisque les clauses du traité de Versailles concernant la nature et la qualité des armes, clauses au sujet desquelles l'Allemagne se lamente, deviendraient des règles universelles, applicables à tous les pays. Chaque nation recevrait un « contingent fixe absolu », les effectifs laissés à l'Allemagne servant de mesure pour indiquer ce que doit posséder une nation de 64 millions d'habitants. A ce « contingent fixe absolu », serait juxtaposé un « contingent relatif » : ainsi la France aurait eu des effectifs plus élevés que l'Allemagne, en raison de son empire colonial et de la moindre valeur du soldat de conscription par rapport au soldat de métier.

La plupart des pays, en particulier la France et la Petite Entente étaient hostiles à cette manière de voir. Beaucoup craignaient que l'égalité des droits n'aboutisse à une supériorité de fait en faveur de l'Allemagne,

1. X.X.X. La Conférence du Désarmement : le second acte : *Revue de Droit international*, année 1932, n° 3.

à cause de son potentiel de guerre, et que l'Allemagne ne soit tentée de se servir un jour de cette supériorité. Surtout la plupart des délégués n'interprétaient pas le traité de Versailles dans le même sens que les Allemands, et prétendaient que, s'il renfermait pour tous les pays signataires un engagement d'honneur de désarmer, il ne stipulait pas que ces pays devaient désarmer au niveau de l'Allemagne.

Dans ces conditions, les revendications allemandes étaient vouées à un échec certain. A la Conférence du Désarmement, M. Nadolny se heurtait aux mêmes oppositions que le comte Bernstorff à la Commission préparatoire.

III

L'ère des partis de droite

Pendant la Conférence, de graves événements se passaient en Allemagne. L'Allemagne, réputée pour être le pays de l'ordre et de l'organisation, donnait depuis quelques années le plus extraordinaire spectacle du gâchis politique. Les succès et les excès sans cesse croissants des nationaux-socialistes, l'hostilité irréductible des partis avaient rendu depuis quelques années tout gouvernement parlementaire impossible.

De plus, le chancelier Brüning et son « gouvernement présidentiel » devenaient de plus en plus impopulaires. L'opposition de droite trouvait le gouvernement de M. Brüning, trop timide en politique extérieure. Exaspérée par la misère résultant d'une crise économique d'une acuité sans précédent, elle accusait de ses malheurs, la France et ses alliés, le traité de Versailles le Monde entier. Les Allemands avaient déjà oublié les avantages que leur avaient apportés la conciliante politique de Stresemann et celle de MM. Curtius et Brüning. Dans leur nationalisme exaspéré et aveugle, ils voulaient tout à la fois, ils voulaient l'égalité des armements, ils voulaient la révision du « Diktat » de Versailles.

Le 30 mai 1932, le Président Hindenburg demandait sa démission à M. Brüning, et le lendemain, il chargeait M. von Papen de constituer un nouveau ministère, que celui-ci mettait sur pied dès le 1^{er} juin. Dans ce ministère entraient deux personnages qui allaient jouer un rôle considérable : le général von Schleicher au ministère de la Reichwehr, et M. von Neurath aux Affaires étrangères. Ministère de droite, à tendances ultra-nationalistes, le gouvernement de M. von Papen allait vivre du 1^{er} juin au 17 novembre 1932, à coups de mesures dictatoriales et en prononçant la dissolution de deux Reichstag successifs en quatre mois.

Un ministère à tendances plus libérales, présidé par le général von Schleicher allait lui succéder pour un peu plus de trois mois. Mais dans l'espace de quelques jours, une sorte de révolution du Palais renversait le général von Schleicher et M. Hitler était nommé chancelier le 30 janvier 1933, juste au moment où son étoile commençait à pâlir. Avec lui, le national-socialisme accédait au pouvoir, mais guidé, endigué, bridé par des nationaux-allemands.

Sous ces trois ministères successifs, qui tous trois sont des ministères de droite, même d'extrême droite, tous leurs membres appartenant au parti national-allemand, ou au parti national-socialiste, ou sympathisant avec eux, la direction des Affaires étrangères a été confiée au même homme, à un diplomate de carrière, le baron von Neurath. D'où une unité de vues incontestable dans la conduite de la politique de ces trois ministères successifs.

M. von Neurath ne fit d'ailleurs que persévérer dans la voie que lui avaient tracée ses prédécesseurs. Cependant sa politique fut plus énergique, les prétentions allemandes se manifestèrent avec plus de vigueur. Et surtout l'on put s'apercevoir bien vite avec lui que l'Allemagne désirait moins l'égalité par le désarmement des autres nations, que l'égalité par son propre réarmement. Ses prédécesseurs paraissaient sincères en demandant l'extension à tous les pays du système im-

posé à l'Allemagne, bien qu'on puisse parfois douter de cette sincérité. M. von Neurath et ses collaborateurs semblent avoir appuyé des mesures de désarmement absolu dans le secret espoir qu'elles seraient refusées et que ce refus légitimerait un réarmement de l'Allemagne.

Pendant que le problème des réparations était réglé par la Conférence de Lausanne à l'entière satisfaction des Allemands, qui voyaient leurs dettes de guerre presque complètement annulées, la Conférence du Désarmement continuait ses travaux. Le 14 juin, la délégation allemande présentait un nouveau projet concernant le désarmement qualitatif, projet qui comportait une fois de plus la suppression totale des engins que l'Allemagne n'est pas autorisée à posséder et qui n'avait pas plus de chances d'être adopté que les précédents.

Puis, subitement, survenait un fait nouveau. A la séance de la commission générale du 22 juin, le sénateur Gibson lisait les propositions du Président Hoover¹, qui demandait la réduction du tiers de certaines parties des armements mondiaux. Le Président Hoover proposait la réduction d'un tiers des effectifs, chaque pays ayant droit par ailleurs à une force de police proportionnelle à la moyenne allouée à l'Allemagne et à ses anciens alliés par les traités de paix ; la suppression totale des tanks et de l'aviation de bombardement ; la suppression d'un tiers du tonnage des cuirassés et des sous-marins ; d'un quart du tonnage des porte-aéronefs, croiseurs et contre-torpilleurs.

Cette proposition n'accordait pas à l'Allemagne la « Gleichberechtigung » tant désirée. Adoptée, elle ne lui aurait donné que des satisfactions tout à fait partielles : suppression des tanks, de l'aviation de bombardement, réduction des effectifs de certaines Puissances. Cependant les Allemands la saluèrent avec enthousiasme : désir, sans doute, de s'attirer la bienveillance des Etats-Unis, qu'ils ont constamment recherchée depuis la guerre.

1. Les propositions du Président Hoover : *L'Europe nouvelle*, n° 763, 24 septembre 1932, pp. 1146 et 1147.

D'une façon générale, on vit dans ces propositions une manœuvre à laquelle les prochaines élections américaines n'étaient pas étrangères. Elles furent écartées. Mais elles eurent cependant le mérite de ranimer l'ardeur de la Conférence et certaines furent reprises dans la disposition finale, adoptée le 23 juillet.

La Conférence durait depuis le 2 février. On voulut aboutir à un texte avant les vacances et M. Benes fut chargé de rédiger une solution acceptable à peu près par tous. M. Benes présenta son texte le 20 juillet¹. Il « constitue la reconnaissance d'un certain nombre de principes plutôt qu'un ensemble de mesures concrètes. Il est le résultat d'un premier filtrage dans la matière immense sur laquelle travaille la Conférence² ». Il n'apportait aucune satisfaction à la délégation allemande, pas même une promesse pour l'avenir. Il parlait bien de limiter, mais pas de supprimer, l'aviation, les chars de combat, l'artillerie lourde.

Le 22 juillet, séance capitale. M. Nadolny³ prend la parole, il rappelle le désarmement imposé à l'Allemagne, la promesse des Alliés de désarmer, le peu de résultats auxquels est parvenue la Conférence du Désarmement. Et pour terminer, il lit une déclaration que son Gouvernement l'a chargé de faire⁴ : « Le Gouvernement allemand est prêt à continuer sa collaboration aux travaux de la Conférence du Désarmement pour contribuer de toute sa force aux efforts faits en vue de réaliser un pas réellement décisif vers le désarmement général au sens de l'article 8 du Pacte. Cependant, sa collaboration n'est possible que si les travaux ultérieurs de la Conférence se poursuivent sur la base d'une reconnaissance claire et nette de l'égalité de droit entre les nations... ». C'était un ultimatum : le Gouvernement allemand me-

1. Texte de la résolution présentée par M. Benes et rapport présenté par M. Benes. *L'Europe Nouvelle*, n° 763, 24 septembre 1932, pp. 1148, 1149, 1150, 1151, 1152.

2. *L'Europe nouvelle*, n° 763, 24 sept. 1932, p. 1142.

3. Discours du premier délégué de l'Allemagne, M. Vadolny. *L'Europe nouvelle*, n° 763, 24 sept. 1932, pp. 1157, 1158 et 1159.

4. Déclaration du Gouvernement allemand, *idem*, p. 1159.

naçait tout simplement de se retirer de la Conférence.

Le lendemain 23 juillet, l'Allemagne et la Russie votent contre la résolution Benes. L'Afghanistan, l'Albanie, l'Autriche, la Bulgarie, la Chine, la Hongrie, l'Italie et la Turquie s'abstiennent. Les autres nations votent pour. La première phase de la Conférence du Désarmement prend fin dans une atmosphère de méfiance.

En Allemagne, les manifestations en faveur de la « Gleichberechtigung » se multiplièrent. La presse conservatrice, en particulier, mena une campagne violente contre la France, principal adversaire des revendications du Reich. Jusque-là, l'Allemagne avait officiellement revendiqué l'égalité par le désarmement massif des autres Puissances. On a de plus en plus l'impression que les dirigeants allemands ne croient pas à la possibilité de ce désarmement général, qu'ils ne le souhaitent même pas. A un désarmement des anciennes Puissances alliées, ils préféreraient un réarmement de l'Allemagne. La preuve en apparut bientôt dans un discours radiodiffusé du général von Schleicher, le 27 juillet ; dans l'interview qu'il accorda au « Resto di Carlino », le 31 août ; enfin dans un article qu'il publia dans la revue *Heimatsdienst* du 1^{er} septembre. Le général von Schleicher demandait la réduction du temps du service dans la Reichswehr, ce qui donnerait vite à l'Allemagne d'excellentes réserves instruites, et l'institution d'une milice obligatoire à côté de l'armée de métier. Il demandait en outre pour l'Allemagne le droit de posséder des chars de combat, des avions, de l'artillerie lourde, des sous-marins, des navires porte-avions, de gros cuirassés. Le général von Schleicher indiquait ainsi le sens général des mesures que le Reich se croirait autorisé à prendre au cas où la Conférence du Désarmement s'avérerait définitivement impuissante.

Personne ne pouvait s'y tromper. Les revendications de M. von Schleicher procédaient directement des conceptions exposées par le général von Seeckt quelques années auparavant. Les dirigeants allemands voulaient à la fois doter leur pays de la puissance offensive idéale,

« l'armée de métier supérieurement entraînée et dotée d'un matériel considérable » et de la puissance défensive, la milice, armée des masses, propre à la défense de vastes fronts.

La France était d'autant plus fermement opposée aux prétentions allemandes que ces demandes réitérées de réarmement l'inquiétaient. Cependant M. von Papen recherchait visiblement une entente avec la France, il désirait négocier directement avec elle, il désirait une explication à deux. Il espérait ainsi arriver à un compromis, à un accord, qui aurait reconnu à l'Allemagne l'égalité des droits moyennant certaines compensations.

Déjà, pendant la Conférence de Lausanne, M. von Papen aurait dit à M. Herriot : « Vous voulez la sécurité, je vous l'apporte, solide, sous les espèces d'une alliance franco-allemande, sanctionnée par un accord militaire ¹. ». M. Herriot, méfiant et qui aspirait d'ailleurs à une entente franco-anglaise, serait allé raconter la chose à M. Mac-Donald. Ce dernier se serait montré inquiet et même courroucé. C'est que l'Angleterre est hostile à une alliance franco-allemande ; ce serait la fin de la politique anglaise d'équilibre, les Anglais ne pourraient plus intervenir en arbitre dans l'Europe continentale et faire pencher la balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Car, quoiqu'elle s'en défende, l'Angleterre suit toujours son égoïste et traditionnelle politique du « two powers standard ² ».

M. von Papen persévéra à chercher une explication avec la France. Par bienveillance, le 13 juillet, il pria notre ambassadeur à Berlin, M. François Poncet, d'a-

1. Mentionné par M. Fernand de Brinon : la Gleichberechtigung et le nouveau plan français de désarmement, *Revue de Paris* 15 nov. 1932, pp. 422-433.

Cette proposition caractérise bien la pensée des dirigeants actuels du Reich, qui ne voient que deux solutions possibles : l'Allemagne et la France ne peuvent être qu'alliées ou ennemies. Il semble qu'ils ont raison et qu'il nous faudra un jour choisir entre ce dilemme.

2. « Après 1919, ce fut la France qui parut la plus forte Puissance du continent. Aussitôt l'instinct politique anglais d'équilibre continental fit reporter sur la France « militariste » la plupart de ses soupçons et antipathies... » (Comte Sforza : *Les Frères ennemis*, p. 127).

vertir le Gouvernement français qu'il réclamait un débat sur l'égalité des droits à Genève.

Après la déclaration de M. Nadolny du 22 juillet, l'affaire parut sommeiller. Mais les hommes d'état allemands persévéraient dans leur idée. Au cours d'un déjeuner, le 23 ou le 24 août, M. von Bülow, secrétaire général au ministère des Affaires étrangère du Reich, aurait dit à M. François Poncet, qui venait de rentrer de congé : « Nous allons vous proposer une conversation »¹.

La proposition ne se fit pas attendre. M. François Poncet est prié de faire visite à M. von Neurath le 29 août. M. François Poncet trouve avec M. von Neurath le ministre de la Reichswehr, le général von Schleicher. M. von Neurath avait un papier tout préparé, qu'il remit à notre ambassadeur, en lui disant : « Ce n'est pas une note écrite, c'est un aide-mémoire², que j'ai fait rédiger pour votre commodité, afin de résumer notre point de vue. Il est bien entendu que cette démarche doit être gardée secrète. Quand nous connaîtrons la réponse française à votre suggestion, nous préviendrons les autres Puissances, que nous ne voulons pas tenir à l'écart ».

Ce fameux aide-mémoire du 29 août proposait d'abord un « entretien confidentiel » franco-allemand, « au cours duquel les points de vue et les désirs réciproques seront exposés avec une complète franchise » ; cette « conversation confidentielle » pourrait être étendue de façon à y faire participer « au moment opportun les autres Gouvernements principalement intéressés, en particulier les Gouvernements anglais, italien, américain ». Ensuite l'aide-mémoire exposait les revendications du Reich sur la sécurité, l'égalité des droits mili-

1. Sur les événements dramatiques qui se déroulèrent à partir de juillet 1932, il existe deux articles très documentés :

a) Fernand de Brinon : la Gleichberechtigung et le nouveau plan français de désarmement, *Revue de Paris*, 15 novembre 1932, pp. 422 à 433.

b) Lichtenberger : bilan de la crise allemande le problème du désarmement, *L'Année politique française et étrangère*, décembre 1932, pp. 380 à 390.

2. Texte de l'aide-mémoire allemand dans *L'Europe Nouvelle* du 24 septembre 1932 (n° 763), pp. 1.162 et 1.163.

taires, et surtout il contenait une demande de réorganisation de l'armée allemande.

« Réorganisation de l'armée allemande ». C'est la première fois que cette revendication est portée dans les négociations internationales. L'aide-mémoire explique que le Gouvernement allemand « est prêt à accepter toute interdiction d'armes applicable également à tous les Etats. Par contre, les catégories d'armes qui ne seront pas interdites d'une façon générale doivent être, en principe, également permises à l'Allemagne ». Le Gouvernement allemand demande en outre « le droit de se réserver pour lui-même le droit de tous les Etats de déterminer » son système militaire : il propose la modification de la durée du service actif des engagés à long terme et la création d'une milice obligatoire spéciale ». Bref, c'est une demande officielle de réarmement, le lancement dans les négociations internationales des mesures préconisées par le général von Schleicher, qui, fait symptomatique, assistait à l'entretien.

M. François Poncet ne télégraphia pas immédiatement l'aide-mémoire à Paris. Il l'expédia, accompagné d'un message explicatif, le lendemain 30 août, par avion postal.

Le pli parvint au quai d'Orsay à la fin de la journée du 30 août. M. Herriot, qui se trouvait dans les îles anglo-normandes, devait rentrer le 31. Son directeur de cabinet n'eut pas la patience et le sang-froid de M. François Poncet. Il télégraphia l'aide-mémoire en langage chiffré à M. Herriot et partit pour Cherbourg, où le Président du Conseil devait débarquer.

Pendant ce temps, des indiscretions regrettables s'étaient produites. Le 31 août, le *Temps* publiait la nouvelle qu'une note allemande concernant l'égalité des droits était arrivée à Paris.

M. Herriot refusa la conversation à deux, demandée par l'Allemagne. De plus, il communiqua au Gouvernement anglais le texte de l'aide-mémoire allemand. Le 4 septembre, le résumé en était publié par la presse.

Cette manière d'agir indisposa fortement le Gouvernement du Reich et l'opinion publique allemande. M. von Neurath ne s'attendait pas à des divulgations prématurées. Le Gouvernement français aurait en effet pu agir avec plus d'élégance. C'était son droit de refuser les négociations proposées, c'était son droit de demander qu'elles aient lieu dans le cadre de la Société des Nations, mais il aurait dû au préalable en avertir le Gouvernement allemand. En agissant comme il le fit, il commit une maladresse qui ne devait pas contribuer à améliorer les rapports franco-allemands, déjà fortement tendus.

D'ailleurs, on peut se demander pourquoi le Gouvernement français s'opposa à une explication franco-allemande. Qu'aurait-il risqué en effet ? Seulement de trouver un terrain d'entente. A la vérité, cette éventualité était peu probable¹, mais l'enjeu valait la peine d'essayer. Si la France et l'Allemagne réussissaient à s'entendre la paix serait assurée en Europe. Une conversation à deux était-elle contraire à l'accord de confiance du 13 juillet 1932 ? Nullement, puisqu'il était formellement prévu dans l'aide-mémoire allemand que les Gouvernements intéressés seraient informés et qu'ils seraient appelés à participer aux négociations. Le refus du Gouvernement français ne peut s'expliquer que par les intimes convictions de son chef. M. Herriot était méfiant ; il avait été profondément affecté par la tournure qu'avaient pris les événements politiques en Allemagne ; il ne pouvait s'empêcher de penser aux récentes interviews et déclarations du général von Schleicher, souvent insolentes à notre égard, et il se refusait à y voir des manifestations électorales, destinées à enlever le plus de voix possibles aux Hitlériens, lors des prochaines élections au Reichstag. Politique du sentiment, M. Herriot refusait de négocier avec les Allemands,

1. Dans le *Capital* du 5 octobre 1932, M. Arnold Rechberg émet l'avis qu'une entente entre les deux États était possible, la France reconnaissant le principe de l'égalité des droits à l'Allemagne et l'Allemagne s'engageant à laisser à la France une certaine supériorité d'armements.

parce que les Allemands ne nous étaient pas reconnaissants des concessions que nous leur avions déjà faites. Il oubliait que négociateur est justement l'art de concilier des prétentions contraires, et qu'en négociant il pouvait obtenir d'importantes compensations.

Dès lors, les événements allaient se précipiter et l'affaire allait préoccuper l'Europe et même le Monde entier.

Le 6 septembre, M. von Neurath publia l'aide-mémoire et fit à l'Agence Wolff d'importantes déclarations¹ : il expliquait que le Gouvernement du Reich avait proposé une « conversation confidentielle préliminaire » à la France dans le but de faciliter la solution d'une question difficile, et il précisait : « Il est dès maintenant certain qu'il ne sera pas possible à l'Allemagne de participer à de nouvelles délibérations de la Conférence du Désarmement avant que la question de l'égalité des droits de l'Allemagne ait été éclaircie en principe ».

Le 9 septembre le quai d'Orsay communique la réponse française² à Londres. Le 11 elle est remise au Gouvernement allemand. La réponse française, après avoir rappelé l'attitude de la France à Genève, critique les revendications allemandes, en particulier la demande de réarmement ; elle écarte les négociations proposées et suggère le renvoi du débat devant la Société des Nations.

Le 15 septembre, la note exprimant le point de vue britannique³ arrive à Berlin. Elle trouve la question soulevée par l'Allemagne inopportune, critique ses arguments juridiques et surtout s'oppose nettement à un réarmement quelconque au Reich.

Le Gouvernement allemand se heurtait encore à un échec. C'est alors qu'il employa une tactique à laquelle il avait déjà pensé depuis longtemps : il se retira de la Conférence du Désarmement. Dans une lettre⁴ qu'il adressa à M. Henderson, président de la

1. *L'Europe Nouvelle* du 24 septembre 1932 (n° 763), pp. 1.163 et 1.164.

2. *Idem*, pp. 1.164, 1.165 et 1.166.

3. *Idem*, pp. 1.166 et 1.167.

4. *Idem*, p. 1.167.

Conférence, le 16 septembre, M. von Neurath fit connaître officiellement la résolution du Gouvernement allemand de ne plus participer aux travaux de la Conférence. Les dirigeants allemands savaient bien que cette décision ferait grand bruit et ils en attendaient un grand avantage : la reconnaissance de l'égalité des droits. Ils savaient qu'on les prierait de revenir à Genève et que dans ce but on serait prêt à leur faire toutes les concessions.

Les événements se déroulèrent exactement comme M. von Neurath et ses collaborateurs les avaient prévus. Toutes les Puissances s'effrayèrent, alors qu'elles auraient dû laisser croire qu'elles n'accordaient pas tellement d'importance à ce geste.

Le 18 septembre, un mémorandum franco-britannique était remis à Berlin. Il exprimait le vœu qu'en aucun cas la situation n'aboutisse à un réarmement de l'Allemagne et proposait de régler le conflit par des négociations et un compromis. Mais ce mémorandum était déjà dépassé par les événements.

L'Angleterre s'appliqua aussitôt à trouver un terrain de négociation. Le 4 octobre, le Foreign Office faisait savoir, par un communiqué de l'Agence Reuter, qu'il s'était mis en relation avec les Gouvernements allemand, français et italien et qu'il avait proposé la réunion d'une Conférence à Londres le principe de l'égalité des statuts militaires serait reconnu.

Le Gouvernement allemand se déclara prêt à participer à des pourparlers, à condition qu'il « s'agisse de créer un nouvel ordre de choses ».

Le 13 octobre, M. Herriot partait pour Londres. Le lendemain, le Foreign Office proposait Genève au lieu de Londres. C'est que M. Herriot avait déclaré ne vouloir accepter les conversations que si elles avaient un caractère « préliminaire et officieux » et à condition qu'elles aient lieu à Genève, c'est-à-dire dans le cadre de la Société des Nations.

Le Gouvernement allemand refusa. Il ne voulait pas « être ramené, par une porte de derrière à la Conférence

du Désarmement, sans que la question de l'égalité des droits fût réglée »¹.

Le 17 octobre, l'Angleterre renouvela sa proposition, l'Allemagne son refus.

Cependant le bureau de la Conférence du Désarmement avait repris ses travaux malgré l'absence de l'Allemagne. Mais la situation était critique. C'est alors que, pour sortir de l'impasse, la France prit une initiative nouvelle : à la Chambre, le 28 octobre, M. Herriot exposait les idées directrices d'un « plan constructif français ; » elles étaient précisées par M. Paul Boncour le 4 novembre. Le 15 novembre le plan était publié.

Le plan français propose « l'égalisation progressive des statuts militaires sur un type défensif » ; « les forces terrestres destinées à la défense des frontières métropolitaines des Etats de l'Europe continentale seront ramenées à un type uniforme : celui d'une armée nationale de service à court terme et à effectif limité, ne se prêtant pas à une offensive brusquée ». Il propose aussi l'établissement d'un système de sécurité internationale : force internationale et assistance mutuelle de tous les Etats signataires.

Le Gouvernement français reconnaissait donc le principe de l'égalité des droits ; il abandonnait en même temps son opposition à toute revision du traité de Versailles. Puisqu'il fallait en arriver là, pourquoi M. Herriot n'a-t-il pas accepté les négociations que M. von Neurath lui avaient proposées le 29 août ? A ce moment, M. Herriot aurait eu une position très forte : l'Allemagne aurait été le demandeur et lui la partie de qui on sollicite quelque chose, position éminemment favorable pour obtenir des concessions et des compensations. Après que l'Allemagne se fut retirée de la Conférence du Désarmement, les rôles étaient renversés : c'étaient la France et les autres nations qui étaient demandeur

1. « ... Wir konnten nicht sozusagen durch eine Hintertür zur Abrüstungskonferenz zurückkehren, ohne dass die Frage der Gleichberechtigung gelöst war ». Freiherr von Neurath, Reichsminister des Auswärtigen : Deutschlands Kampf um Gleichberechtigung in der Wehrfrage, Welhagen und Klasings Monatshefte, Januar 1933, Seite 486.

et qui étaient prêts à faire concessions sur concessions pour ramener l'Allemagne à la Conférence. De sorte que l'Allemagne obtenait tout ce qu'elle désirait sans rien donner en échange.

De plus, on donnait un exemple déplorable à l'Allemagne : il avait suffi qu'elle lance un ultimatum, qu'elle menace pour que tout le monde lui cède. Ne sera-t-elle pas tentée de recommencer ?¹.

D'une façon générale, l'Europe et le Monde firent bon accueil au projet français. Il fut favorablement accueilli en Allemagne, où l'on constata avec plaisir que la France cédait sur la question de la « Gleichberechtigung » et surtout qu'elle abandonnait son opposition irréductible à toute révision du traité de Versailles. De même en Angleterre, dont l'opinion publique fut magistralement exprimée par cette boutade de sir John Simon² : « Le plan français a tout le moins accepté l'idée que les stipulations du traité de Versailles ne sont pas sacrosaintes ». Seule peut-être la Pologne montra moins d'approbation : c'est que particulièrement menacée par les menées allemandes, elle craint que le Reich ne devienne trop puissant militairement.

Cependant, le plan français n'était pas suffisant pour faire revenir l'Allemagne à la Conférence du Désarmement. Voyant quel prix on attachait à son retour, elle se faisait prier, et réclamait des droits en matière d'armements. Le Gouvernement français se déclarait prêt à accepter le principe de cette égalité, pourvu que les conditions de sécurité inscrites dans son plan soient réalisées. Comme toujours, les Puissances anglo-saxonnes refusèrent de se lier les mains.

L'Allemagne consentit enfin à prendre part à des pourparlers avec l'Angleterre, les Etats-Unis, la France

1. Stresemann n'a-t-il pas écrit : «... Il n'y a eu d'arrangements qu'à la suite de conflits plus ou moins violents et après que nous avons nettement déclaré que nous ne pouvions plus exécuter » ? (*Les Papiers de Stresemann*, t. II, p. 2).

2. Citée par M. Pinon dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} déc. 1932, p. 717, en même temps qu'une autre de lord Grey : « Les Français sont armés jusqu'aux dents et désarmés jusqu'au cœur ».

et l'Italie. On arriva assez vite à un accord, l'Accord des Cinq, signé à Genève le 11 décembre 1932. L'Allemagne obtenait la reconnaissance du principe de l'égalité des droits et rentrait à la Conférence. En outre, les Cinq se déclaraient prêts à procéder à une « réduction substantielle des armements » et l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie s'engageaient solennellement à ne tenter de résoudre par la force aucun conflit, présent ou futur. Engagement abstrait, sans sanction pratique, d'inspiration anglaise.

L'accord du 11 décembre n'est au fond qu'un adroit compromis ; la phrase : « ... l'égalité des droits dans un régime qui comprendrait pour toutes les nations, la sécurité », donnait à l'Allemagne l'impression qu'elle avait gain de cause et à la France l'illusion qu'on lui cherchait réellement à mettre sur pied un système de sécurité efficace.

Malgré cet accord, l'année 1932 se terminait dans la lourde atmosphère d'incertitudes et d'inquiétudes qui avait caractérisé son cours.

L'année 1933 débute sous des auspices plus funestes encore. Le 2 février 1933, commençait à Genève la seconde phase de la Conférence du Désarmement. Le plan français fut adopté comme base de discussion. On aurait pu croire que l'Allemagne l'aurait accepté avec enthousiasme. Mais elle s'est dérobée, elle s'est dérobée à une offre qu'elle avait naguère espérée.

C'est qu'il existe deux interprétations de l'Accord des Cinq : l'interprétation française et l'interprétation allemande. Les Français estiment qu'il faut au préalable réaliser le système de sécurité prévue dans leur plan. Les Allemands veulent obtenir tout de suite les conséquences pratiques du principe qu'on leur a reconnu.

Depuis quatre mois, la Conférence du Désarmement piétine. Il ne faut pas oublier que le nouveau Gouvernement allemand n'est guère favorable à la Société des Nations et aux organismes de Genève. Il ne verrait certainement pas avec déplaisir un échec de la Conférence qui, à ses yeux, justifierait un réarmement de l'Allemagne sans aucune limitation et sans aucune restriction.

CHAPITRE III

EXAMEN CRITIQUE DE LA THÈSE ALLEMANDE

La revendication allemande est donc nettement posée : l'Allemagne ne veut plus vivre sous un régime d'exception, elle ne veut plus rester dans une situation humiliée et unilatérale, elle veut jouir des mêmes droits et des mêmes prérogatives que les autres Etats. Elle admet que ses armements soient limités, mais d'après des règles universelles auxquelles tous les Etats devront se soumettre dans l'égalité la plus complète, sans aucune différence entre vainqueurs et vaincus. En conséquence, elle demande que tous les pays désarment suivant les mêmes principes et suivant les mêmes méthodes qui lui ont été imposées à Versailles. Sinon elle reprendra sa liberté d'action et se réservera le droit de réarmer au niveau des autres Puissances.

A l'appui de leur thèse, les Allemands invoquent de nombreux arguments, dont beaucoup paraissent extrêmement puissants. Mais leurs adversaires en font une critique serrée, ils en appellent d'autres au secours de leur point de vue. Où trouver la vérité au milieu de ces discussions multiples et souvent embrouillées ? Le seul moyen consiste à disséquer, à peser les arguments allemands, les critiques qu'ils ont suscitées et les contre-arguments qu'on leur a opposés.

Les arguments qu'invoquent les Allemands peuvent se diviser en trois grandes masses : en premier lieu,

l'état de choses actuel risque d'envenimer gravement les relations internationales : ce sont les arguments d'ordre politique ; en deuxième lieu, il a une influence néfaste sur l'économie allemande en particulier et sur l'économie mondiale en général : ce sont les arguments d'ordre économique ; en troisième lieu enfin, il est absolument contraire au traité de Versailles et aux principes généraux du droit : ce sont les arguments d'ordre juridique, de beaucoup les plus importants.

I

Les arguments d'ordre politique

Les Allemands invoquent d'abord un certain nombre d'arguments d'ordre politique, qui tendent à démontrer que l'égalité des droits est hautement désirable en vue du maintien des bonnes relations internationales et de la paix. Premièrement, disent-ils, la situation actuelle est tellement insupportable que l'Allemagne risque d'être poussée vers les solutions extrêmes. Deuxièmement l'Allemagne ne jouit pas de cette sécurité que la France réclame sans cesse pour elle-même.

On nous dit donc en premier lieu : la situation actuelle est tellement insupportable que l'Allemagne risque d'être poussée vers les solutions extrêmes. En effet, poursuit-on, l'Allemagne est désarmée : nation de 64 millions d'habitants, elle ne dispose que d'une « armée de 100.000 hommes, qui ne peut être renforcée en temps de guerre et elle ne dispose d'aucun armement moderne »¹. De

1. Le Dr Freiherr von Freytagh Loringhoven, juriste réputé et un des chefs du parti national-allemand, a déclaré dans une lettre publiée par la *Revue politique et parlementaire* (numéro de mai 1932, pp. 214 à 217) :

«... La limitation de notre droit de défense nationale est également insupportable, tant en principe qu'en pratique, car nous ne sommes pas en état actuellement de défendre nos frontières contre le plus faible même de nos voisins. Nous disposons d'une armée de 100.000 hommes, qui ne peut être renforcée en temps de guerre et ne possède aucun armement moderne. La Pologne a sur pied de paix 266.000 hommes et 3.200.000 en temps de guerre ; la Tchéco-Slovaquie 140.000 et 1 million ; la France, 612.000 et 4.100.000. Même la Belgique, qui en temps de paix n'a que 67.000 hommes dispose

plus, elle est entourée de voisins tous fortement armés ; aussi on estime outre-Rhin que la Pologne dispose de 266.000 hommes sur pied de paix et 3.200.000 sur pied de guerre ; la Tchéco-Slovaquie respectivement de 140.000 et de 1 million ; la France de 612.000 et de 4.100.000. Même la Belgique, qui n'a que 76.000 hommes en temps de paix, en aurait 530.000 en temps de guerre. Et tous ces pays disposent de chars de combat, d'avions, d'artillerie lourde. La France a une marine redoutable, la Pologne est en train de s'en faire une. L'inégalité est donc flagrante. Or cette inégalité est insupportable aux Allemands. Ils éprouvent le sentiment d'être traités en inférieurs, en esclaves. Les Allemands ne sont pourtant pas un peuple inférieur : leurs écrivains, leurs savants, leurs techniciens sont à la tête du mouvement intellectuel et scientifique mondial. Et ils ne veulent pas être des esclaves, ils veulent vivre libres. L'état de choses existant les choque, les blesse au plus profond d'eux-mêmes. Ecœurés, ils glissent peu à peu vers des doctrines de violence et ils seraient peut être capables de recourir un jour aux armes pour obtenir l'égalité tant désirée. En tout cas, ils seront méfiants, ils seront hostiles à toute collaboration internationale tant qu'on ne leur aura pas reconnu les mêmes droits qu'aux autres pays. La conclusion s'impose d'elle-même : dans l'intérêt des bonnes relations internationales, dans l'intérêt supérieur de la paix, il faut accorder à l'Allemagne la « Gleichberechtigung » en matière d'armements.

Que vaut ce beau raisonnement ? Nous savons déjà que, militairement, l'Allemagne est beaucoup moins faible qu'elle ne veut le faire croire. D'autre part, les chiffres qui sont donnés en Allemagne sur les effectifs des autres nations sont nettement exagérés en parti-

d'une armée de 530.000 hommes en temps de guerre. Et toutes ces armées sont pourvues d'artillerie lourde, de tanks.

Nous sommes prêts, quant à nous, à adopter le point de vue de Mussolini, qui a affirmé qu'il réduirait l'armée italienne à un effectif de 10.000 hommes, si aucun autre État n'avait 10.000 soldats. En d'autres termes, nous voulons bien rester désarmés, si les autres désarment. Tant que l'on n'en sera pas là, il ne nous est pas possible de reconnaître la situation actuelle ».

culier en ce qui concerne la France ; actuellement, l'armée française ne dépasse guère 500.000 hommes, dont environ 200.000 sont cantonnés dans les territoires d'outre-mer. Mais laissons de côté toute discussion de chiffres ; il est incontestable que l'armée allemande n'est pas à la hauteur de celles des autres nations. Les Allemands nous reprochent ensuite de les considérer comme des esclaves, comme un peuple inférieur ; jamais l'idée n'est venue à quelqu'un de nier la valeur de la civilisation et de la technique allemandes et surtout de considérer les Allemands comme des esclaves. Enfin les Allemands invoquent la possibilité d'un recours à la force, à une guerre. Puisqu'ils crient partout qu'ils sont complètement désarmés, il faudrait qu'ils soient absolument stupides pour se risquer dans une guerre qu'ils sont sûrs de perdre. En réalité, il faut voir plus loin : l'obtention de l'égalité militaire est, pour les éléments extrémistes auxquels il est fait si complaisamment allusion, non pas un but, mais un moyen. La preuve est que l'agitation nationaliste n'a pas cessé en décembre dernier quand le principe de l'égalité des droits a été reconnu à l'Allemagne. Il est vrai que les Allemands nous répondent que les modalités d'application du principe, qui sont plus importantes pratiquement que le principe lui-même, restent encore à régler. Le but, ce sont les revendications territoriales, c'est la réintégration dans le Reich de tout ou partie des territoires perdus en 1919, c'est essentiellement la modification des frontières orientales. Le moyen, c'est l'égalité militaire, égalité qui, avec l'immense potentiel de guerre dont dispose l'Allemagne, deviendrait vite une supériorité. Dès lors, l'Allemagne disposerait d'une force puissante pour appuyer ses revendications territoriales ; il n'est pas certain qu'elle irait jusqu'à recourir à la guerre, mais elle se servirait de son armée comme d'une menace. C'est alors que les relations internationales seraient tendues, c'est alors qu'il y aurait danger de guerre. Dans ces conditions, c'est l'égalité des armements que demande l'Allemagne qui constituerait une

menace pour la paix, et non pas la situation actuelle.

Le premier argument se retourne donc contre la thèse allemande. Nous allons voir maintenant si le second est plus probant. Les Allemands nous disent : depuis la fin de la guerre, les Français réclament sans cesse la sécurité, ils l'invoquent constamment vis-à-vis de l'Allemagne pour ne pas désarmer davantage. Mais cette sécurité, ils la possèdent, avec leur armée d'un demi-million d'hommes sur le pied de paix, avec leurs réserves instruites, avec leurs alliés qui entourent l'Allemagne de toutes parts. C'est l'Allemagne qui ne jouit pas du moindre degré de sécurité, avec sa misérable petite armée, avec ses frontières démantelées, avec un nuage de voisins ennemis¹. Le général de Cugnac n'a-t-il pas écrit dans la *France militaire* du 20 novembre 1931, qu'un pays désarmé est une tentation pour ses voisins ?² Briand

1. Oberst a. D. von Gertzen : Deutschlands ungeschützte Grenzen (Velhagen und Klasings Monatshefte, Januar 1933, S. 487-488).

Dans cet article, on lit entre autres :

« La sécurité d'un pays dépend d'abord de sa situation, de la longueur et de l'état de ses frontières. De ce point de vue, les Allemands se trouvent dans des conditions tout à fait défavorables. La longueur des frontières terrestres de l'Empire allemand s'élève à 5.944 kilomètres ; sa population à 63.100.000 habitants. A chaque kilomètre de frontière correspondent donc plus de 10.000 habitants et en temps de paix et de guerre (avec 100.000 hommes sur pied de paix et sur pied de guerre) environ 16 soldats. La France a une frontière terrestre de 2.774 kilomètres pour une population de 41 millions d'habitants. A chaque kilomètre de frontière correspondent donc 15.000 habitants et, avec une armée de 650.000 hommes sur pied de paix, 234 soldats, et avec une armée de 4.300.000 hommes en temps de guerre 1550 soldats. La terre française est donc, en considérant la longueur des frontières et la force de l'armée, environ quatorze fois en temps de paix, en temps de guerre environ cent fois plus protégée que la terre allemande. A cela s'ajoute en outre que la France est une forteresse naturelle, dont les murs sont les Pyrénées, les Alpes et la forêt des Vosges (Wasgenwald)... Les frontières allemandes sont largement ouvertes ; seulement au sud-est et à l'est de la Bavière, au sud de la Saxe et à l'ouest de la Silésie, les Alpes, la forêt bavaroise, l'Erzgebirge et les Sudètes constituent une protection... Ailleurs les frontières allemandes sont sans protection. A l'est, elles sont de plus déchirées par le « Corridor » polonais...

Ces désavantages de la situation naturelle de l'Allemagne ne sont pas seulement augmentés par le stupide tracé des frontières de Versailles (durch die unsinnige Versailler Grenzziehung), mais encore par l'interdiction de fortifier les frontières. Les Français ont créé à leur frontière orientale une position fortifiée continue... »

2. Interview des Reichsministers Dr Groener mit dem Berliner Vertreter der Chicago Tribune, 13 Nov. 1931. A Mendelsohn-Bartholdy : Gleiches Recht für Alle : Abrüstung : die Gegner (Europäische Gespräche, Januar Februar 1932, . . .))).

« ... Dans la *France militaire* du 20 novembre 1930, le général de Cugnac a

n'a-t-il pas dit, dans le mémorandum français du 15 juillet 1931, que l'insécurité pour un Etat signifie l'insécurité pour tous les autres ? Une Allemagne qui ne peut pas se défendre est donc une tentation pour ses voisins, elle est un danger pour la paix universelle.

L'Allemagne ne jouit pas de la moindre sécurité, nous dit-on. Il faudrait d'abord bien s'entendre sur la définition du mot sécurité. La sécurité n'est pas une affaire de puissance matérielle : la période qui s'étend de 1871 à 1914 est là pour nous le démontrer. La sécurité, c'est un état d'âme, c'est la confiance, c'est la quiétude, qui résulte de la certitude qu'il n'y a pas de péril à craindre. Dans ces conditions, l'Allemagne peut jouir de la plus parfaite sécurité, même si elle n'avait pas un soldat, même si elle n'avait pas un fusil. Personne ne songe à l'attaquer, ni la France, ni la Belgique, ni la Tchéco-Slovaquie, ni la Pologne. Ces Puissances n'ont aucune visée territoriale sur l'Allemagne, elles n'ont qu'une ambition : celle qu'on les laisse tranquilles. On raconte en Allemagne que la Pologne désire une partie de la Prusse Orientale : pendant un moment, une sorte de panique courut même dans les régions de Marienbourg et d'Allenstein. Légende que la foule allemande, très éprouvée par la crise et prête à toutes les folies nationalistes, croit naïvement, comme elle a cru récemment un escroc, qui prétendait avoir été gardé par les autorités françaises après la guerre et incorporé de force dans la légion étrangère. Que les Allemands se rassurent, personne ne pense à aller les attaquer chez eux. Par contre, leurs voisins ne peuvent pas en dire autant : l'Allemagne n'accepte pas le nouvel ordre des choses établi en 1919, l'Allemagne revendique de nombreux territoires, elle les revendique d'un ton impérieux et parfois menaçant. Si elle était assez forte, elle n'hésiterait peut être pas à recourir à la force. Dans

écrit : « un État désarmé est une tentation pour ses voisins ». Et Briand dans le mémorandum français transmis du secrétaire général de la S.D.N. le 15 juillet 1931, mémorandum se rapportant à la limitation générale des armements : « L'insécurité pour un État signifie l'insécurité pour tous ».

ces conditions, ce sont ses voisins, ce sont les Etats fortement armés qui ne possèdent pas cette sécurité tant désirée, car eux, ils ne sont pas sûrs des bonnes intentions de l'Allemagne à leur égard. L'Allemagne n'est donc pas une tentation pour ses voisins, ce sont ses voisins qui sont une tentation pour elle, tout au moins qui en seraient une s'ils ne possédaient pas une certaine supériorité d'armements.

Dans les arguments d'ordre politique que les Allemands invoquent, loin de les servir, peuvent être retournés contre eux ; loin de militer en faveur de la thèse de l'égalité des droits, ils constituent la plus éclatante plaidoirie en faveur du maintien de l'état de choses actuel. A peu près seule, l'Allemagne a intérêt à changer la physionomie politique de l'Europe. Si elle ne dispose pas d'une armée suffisante, elle ne sera pas tentée de recourir à la force pour arriver à ses fins.

II

Les arguments d'ordre économique

A côté des arguments d'ordre politique, les Allemands en invoquent d'autres, d'ordre économique. Le Monde entier en général et l'Allemagne en particulier souffrent actuellement d'une redoutable crise économique. Or la solution de la question de la « Gleichberechtigung » serait de nature à contribuer à l'amélioration de l'économie mondiale. D'autre part, si l'Allemagne obtenait l'égalité par son réarmement, elle verrait très vite l'angoissant problème du chômage s'évanouir.

La solution de la question de la « Gleichberechtigung » contribuerait à l'amélioration de l'économie mondiale nous dit-on. En effet, tout le monde connaît l'influence des éléments psychologiques sur l'économie moderne. Les affaires marchent mal, en un mot il y a crise, lorsque les gens n'ont pas confiance. Que la confiance renaisse, la crise disparaîtra. Or pour contribuer à faire revenir la confiance, il n'y a qu'à accorder l'égalité des droits en

matière d'armements à l'Allemagne. Alors on verra disparaître la principale cause de mésintelligence entre l'Allemagne et ses vainqueurs. Les milieux économiques seront heureusement influencés par cette solution d'un grand problème politique, ils reprendront espoir, la crise deviendra moins aiguë.

Cet argument se heurte à une objection irréfutable : celle des faits. En décembre dernier, le principe de l'égalité des droits en matière d'armements a été reconnu à l'Allemagne et avec la meilleure volonté du monde, on ne peut pas prétendre que la situation économique se soit améliorée. Mais les Allemands répondent que la reconnaissance théorique de leur droit est peu de chose ; ce qui importe, ce sont les conséquences pratiques qui en découlent, conséquences qui restent encore à déterminer et au sujet desquelles de sérieuses difficultés sont même en train de surgir. Soit. Cependant, une fois que ces conséquences pratiques auront été définitivement arrêtées, il est fort probable qu'elles auront aussi peu d'influence sur l'économie mondiale que la reconnaissance théorique de la « Gleichberechtigung ». Si elles pouvaient en avoir une, ce serait justement l'inverse de celle que l'on espère : supposons que l'Allemagne obtienne une parfaite égalité d'armements avec les autres Puissances. Les milieux économiques craindront certainement une politique de force et seront défavorablement impressionnés.

Les Allemands invoquent encore un autre argument, celui-là en faveur de leur réarmement. Un réarmement de l'Allemagne contribuerait largement à diminuer, peut-être même à supprimer le chômage et à ranimer l'économie allemande¹.

Tout le monde sait que l'Allemagne souffre d'un chômage chronique depuis la guerre : des centaines de milliers de travailleurs, intellectuels et ouvriers manuels,

1. Tel est le grand argument des hommes politiques allemands. De là la constitution des camps de travail, qui correspondent à un triple but : lutte contre le chômage, entraînement militaire de la jeunesse, exécution de travaux d'intérêt général.

sont sans emploi et leur nombre s'est singulièrement accru ces dernières années. Les chômeurs, réduits à un état misérable, sont aigris et prêts à tomber dans les pires excès ; d'autre part, ils pèsent lourdement sur les finances du Reich. Si l'Allemagne réarmait, si elle adoptait le service militaire obligatoire et universel, l'armée absorberait quelques centaines de milliers d'hommes, d'où un nombre correspondant de chômeurs en moins. D'autre part, il faudrait équiper et armer tous ces nouveaux soldats ; le Gouvernement du Reich serait donc obligé de passer de nombreuses commandes, ce qui redonnerait un peu de vie à l'industrie. Les industriels embaucheraient de nouveaux ouvriers, d'où nouvelle diminution du chômage. Ces ouvriers toucheraient des salaires, ils redeviendraient des acheteurs normaux, le commerce serait ranimé. Le réarmement est donc la goutte d'huile qui permettrait de remettre en marche le délicat mécanisme qu'est l'économie allemande, et surtout qui permettrait de supprimer l'angoissant problème du chômage.

Le réarmement serait-il un remède efficace contre la crise économique dont souffre actuellement l'Allemagne ? Si l'Allemagne réarmait au niveau d'avant-guerre, si l'armée allemande était portée à 850.000 hommes et à 110.000 sous-officiers de carrière comme en 1913, si le Reich commandait un puissant matériel de guerre, si la flotte était accrue dans de fortes proportions, il est incontestable que le chômage serait radicalement supprimé et que les magnats de l'industrie lourde pourraient escompter de belles affaires. Mais il n'est pas souhaitable de supprimer le chômage et de ranimer l'économie allemande à ce prix. Ce serait une nouvelle course aux armements, ce serait l'angoisse sur toute l'Europe, ce serait bientôt une nouvelle guerre. D'ailleurs, il n'est pas question que l'Allemagne réarme au niveau d'avant-guerre, il convient de remarquer que le nouveau plan français, actuellement en discussion à Genève, prévoit bien l'extension à toute l'Europe continentale du système de l'armée de conscription,

mais de « service à court terme et à effectif limité ». S'il est adopté permettra-t-il de diminuer le nombre des chômeurs allemands ? C'est peu probable. Si l'on ajoute à l'actuelle Reichswehr les éléments qui n'ont d'autre métier qu'une occupation semi-militaire, on arrive à un chiffre qui n'est pas loin d'atteindre l'effectif qui serait accordé à l'Allemagne. D'autre part, les commandes de matériels et d'armes que le Reich pourrait passer seraient assez réduites et elles ne pourraient guère donner une impulsion sensible et surtout durable à l'industrie. Dans ces conditions, l'effet d'un réarmement de l'Allemagne sur le chômage et sur la crise des affaires serait minime. Et d'autre part, si minime qu'il soit, il coûterait cher au Reich, qui éprouve déjà de sérieuses difficultés budgétaires ; il lui susciterait de graves embarras financiers.

A cette objection d'ordre financier, les Allemands se croient en mesure de répondre victorieusement. L'armée de métier, disent-ils, coûte très cher, tout le monde peut s'en rendre compte en jetant un coup d'œil sur le budget du Reich. Si l'on supprime l'armée de métier, si on la remplace par une armée de conscription à effectif double, même triple, la dépense sera à peu près la même. Dans ces conditions, il ne faut pas parler d'embarras financiers.

Il est incontestable qu'un soldat de métier revient beaucoup plus cher qu'un soldat de conscription. Mais les embarras financiers ne viendront pas de la substitution de l'armée de conscription à l'armée de métier ; ils seront causés par les achats d'habillements, d'équipements, de matériel, d'armes que le Reich sera obligé de faire. D'autre part, on peut remarquer que les dirigeants allemands pensent moins à remplacer leur système militaire par un autre qu'à réaliser le rêve du général von Seeckt, qu'à obtenir à côté de l'actuelle Reichswehr une armée de milices, ce qui est loin d'être un moyen d'éviter de graves problèmes financiers.

Les arguments d'ordre économique invoqués par les Allemands n'ont donc qu'une portée très restreinte.

On ne peut pas escompter une action favorable sur l'économie mondiale. D'autre part, dans le cadre restreint de l'économie allemande, un réarmement du Reich n'aurait guère d'influence sur le chômage et ne serait pas de nature à favoriser une véritable reprise des affaires ; mais par contre il créerait certainement au Gouvernement allemand de graves soucis budgétaires.

III

Les arguments d'ordre juridique¹

Les arguments d'ordre politique et économique ne sont donc guère favorables à la thèse allemande. Il convient de remarquer que les Allemands les considèrent comme secondaires et qu'ils les développent assez rarement. Ceux auxquels ils donnent le plus de poids, ceux qu'ils défendent le plus vigoureusement, ce sont leurs arguments juridiques. En premier lieu, disent-ils, nous possédons un droit contractuel au désarmement des autres Puissances et à l'égalité des droits ; c'est sur ce droit contractuel que les dirigeants allemands se sont toujours officiellement appuyés. En second lieu, ils invoquent les principes généraux du droit.

A. L'Allemagne possède-t-elle un droit contractuel au désarmement des autres Puissances et à l'égalité des droits ?. — Oui, répondent aussitôt les Allemands : le droit contractuel de l'Allemagne au désarmement des autres Puissances et à l'égalité des droits a été expressément reconnu en 1919 par les Alliés eux-mêmes, il se trouve exprimé dans le traité de Versailles d'une façon claire, nette, absolument indéniable. D'autre part, l'Allemagne est membre de la Société des Nations et l'ar-

1. Böhmert (Viktor) : Deutschlands Rechtsanspruch auf Rüstungsgleichheit. *Süddeutsche Monatshefte*, Sept. 1931, S. 842-848.

Schilling (Karl) : der Versailler Vertrag und die Abrüstung. *Deutschlands militärische Gleichberechtigung*, Ferd. Dümmler (Völkerrechtsfragen Heft 38), Berlin. 1933.

ticle 8 du Pacte doit jouer pour elle comme pour les autres Etats.

Considérons d'abord le traité de Versailles, disent les Allemands. Le préambule de la partie V, porte textuellement : « En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées. »

De plus, il existe un échange de notes préalable à la signature du traité de paix. En mai 1919, le Gouvernement allemand avait bien précisé sa pensée : la délégation allemande s'était déclarée prête à « accepter l'idée qui est à la base les clauses militaires, navales et aériennes, pourvu qu'elle constitue le commencement d'une réduction générale des armements ». Le 16 juin 1919, les principales Puissances alliées et associées remirent à la délégation allemande, sous la signature de Clémenceau, président de la Conférence de la Paix, la note suivante :

«... Les Puissances alliées et associées reconnaissent que l'acceptation par l'Allemagne des termes fixés pour son désarmement facilitera et hâtera la réalisation d'une réduction générale des armements, et elles ont l'intention d'ouvrir immédiatement des négociations, en vue de l'adoption éventuelle d'un projet de réduction générale. Il va sans dire que la réalisation d'un tel programme dépendra pour une large part de l'exécution satisfaisante par l'Allemagne de ses propres engagements... Les Puissances alliées et associées tiennent à préciser que leurs exigences en ce qui concerne les armements allemands n'ont pas seulement pour objet de rendre impossible toute tentative d'agression de la part de l'Allemagne. Elles constituent aussi le premier pas vers la réduction et la limitation des armements, que ces Puissances cherchent à leur assurer comme un des moyens les plus propres à empêcher la guerre, et qui sera une des premières tâches de la Société des Nations... ».

Ces textes établissent nettement le droit contractuel

de l'Allemagne au désarmement des autres Puissances et à l'égalité des droits en matière militaire, navale et aérienne. En effet, poursuivent les Allemands, si l'Allemagne a signé l'engagement de désarmer, c'est que les Puissances alliées lui ont promis de désarmer à leur tour. Et comment désarmeront-elles ? Mais à l'exemple de l'Allemagne qui les a précédées dans la voie du désarmement, suivant les mêmes règles, suivant les mêmes méthodes ¹.

Il y a donc un contrat, un contrat synallagmatique : d'une part, l'Allemagne s'engage à respecter les clauses militaires, navales et aériennes du traité de Versailles ; d'autre part, les Alliés se sont engagés à désarmer au niveau de l'Allemagne. Or tous les droits positifs reconnaissent que, dans un contrat synallagmatique, les obligations réciproques contractées par les deux parties sont dans un lien de connexité, de dépendance l'une par rapport à l'autre ; elles se font équilibre. Si l'une des parties n'exécute pas son obligation, l'obligation de l'autre partie, n'a plus de raison d'être, l'autre partie n'est plus tenue d'exécuter la sienne. Or, l'Allemagne a désarmé, elle a scrupuleusement respecté les clauses de la partie V du traité de Versailles, elle a exécuté son obligation. Dans ces conditions de deux choses l'une : ou les Alliés vont respecter leur engagement ils vont désarmer au niveau de l'Allemagne ; ou bien ils ne le feront pas, ils manqueront à leur signature. L'Allemagne sera alors déliée de son obligation, elle

1. « ... Le désarmement unilatéral de l'Allemagne devait être une mesure de préparation au désarmement général et devait constituer le premier pas vers celui-ci. Cela se trouve textuellement dans la partie du traité de Versailles consacrée au désarmement et dans la note interprétative des Puissances alliées et associées du 16 juin 1919. L'Allemagne a accepté les stipulations de désarmement unilatéral du traité de Versailles seulement comme un régime de transition passager et en tant que précurseur du désarmement général... Pour tous les États, y compris l'Allemagne, le désarmement doit être réalisé suivant les mêmes règles et les mêmes méthodes... ». (Freiherr von Neurath : Deutschlands Kampf um Gleichberechtigung. Velhagen und Klasings Monatshefte, Januar 1933, S. 485).

Tous les documents allemands, tous les auteurs allemands sont dans le même sens ; tous soulignent les « droits contractuels » de l'Allemagne à la Gleichberechtigung.

pourra considérer la partie V du traité de Versailles comme nulle et non avenue, elle pourra réarmer.

Tel est le raisonnement que tiennent les Allemands. Que vaut-il ? Tout de suite, il est facile d'y découvrir une fissure : considérons de près les termes du préambule de la partie V du traité de Versailles et ceux de la note du 16 juin 1919. Il est bien dit que l'Allemagne désarme « en vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements » et pour hâter « la réalisation d'une réduction générale des armements ». Il y a donc une promesse formelle des Puissances alliées et associées de désarmer. Mais il n'est dit nulle part que leur désarmement doit s'effectuer suivant les mêmes méthodes et suivant les mêmes règles que celui de l'Allemagne ; elles ont promis de désarmer, mais elles n'ont pas promis de désarmer au niveau de l'Allemagne. Les Allemands ne peuvent donc pas prétendre que le traité de Versailles a posé le principe de l'égalité des droits en matière d'armements. Il existe un principe logique, solennellement adopté par la Cour Permanente de Justice internationale : dans un texte clair et net, c'est le sens littéral qui l'emporte. Or on ne peut pas concevoir de textes plus clairs que le préambule de la partie V du traité de Versailles et que la note du 16 juin 1919. D'ailleurs dans la note que la délégation allemande remis aux Puissances alliées et associées en mai 1919, les Allemands demandent bien que leur désarmement soit le prélude d'un désarmement général mais ils ne précisent pas que ce désarmement général doit être calqué sur le désarmement de l'Allemagne.

Il y a plus : les Puissances alliées ont commencé l'exécution de leur promesse, elles ont commencé à désarmer. Ainsi la France, quoi qu'on en dise outre-Rhin, a indiscutablement réduit ses armements : ses effectifs de temps de paix sont passés de 810.000 hommes en 1913, à 522.000 hommes en 1930, soit une réduction de 36 % ; actuellement, ils oscillent autour de 500.000 ; la durée du service militaire, qui était de 3 ans en 1919, a été successivement réduite à 2 ans, puis à 18 mois, enfin

à 1 an. La France a donc commencé d'exécuter son obligation, elle est entrée dans la voie du désarmement ¹.

Enfin, il est dit expressément dans le préambule de la partie V du traité de Versailles que « l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées » et dans la note du 16 juin 1919 que la réalisation du désarmement général « dépendra pour une large part de l'exécution satisfaisante par l'Allemagne de ses propres engagements ». Or nous avons déjà vu qu'on peut relever maintes violations du traité de la part de l'Allemagne, ne serait-ce que celle de l'article 177 avec les associations militaires et la « Wehrrertüchtigung » donnée dans les camps de travail. Dans ces conditions, l'Allemagne est mal inspirée d'exiger des autres Puissances le respect de prétendus engagements, alors qu'elle ne respecte pas ceux qu'elle a signés. Elle devrait plutôt leur être reconnaissante de ne pas souligner les infractions et de ne pas les invoquer, comme les textes leur en donnent expressément le droit, pour ne pas désarmer.

Certains auteurs allemands ont vu dans la réalisation du désarmement général une condition résolutoire. Ce point de vue est absolument faux. Le désarmement général n'est pas une condition, mais le but que se sont proposés les auteurs du traité de Versailles et jamais personne n'a eu l'idée de confondre le but d'une stipulation avec une condition ².

1. Les Allemands ne veulent pas l'admettre : «... Nous ne pouvons pas reconnaître comme un désarmement les transformations dans l'organisation de l'armée française. Il s'agit beaucoup plus d'une transformation d'armements, qui, tenant compte des expériences de la guerre et du rapide développement de la technique militaire, n'a pas diminué la force offensive de l'armée française, mais l'a considérablement augmentée. La valeur de cette armée ne se règle plus sur la durée du service, mais sur l'intensité de l'instruction, la force des réserves instruites, le nombre et la valeur du matériel »... (discours au ministre de la Reichswehr, Dr Groener, au Reichstag, le 9 mars 1931. *Europäische Gespräche*, Januar-Februar 1932, S. 41-42).

2. « ... Déclarer quel est le but ou l'intention d'une stipulation est tout autre chose que de faire de la réalisation de cet objet la condition de la stipulation. Il est encore moins possible de déduire — comme interprétation légale du traité — la façon dont ce but, c'est-à-dire la limitation générale des armements, devait être atteint, exactement de la même façon que les armement de l'Allemagne avaient été limités par le chapitre V, car la seule indication

En réalité, pour voir clair, il faut se référer à l'intention des auteurs du traité de Versailles. Les Puissances alliées et associées ont désarmé l'Allemagne pour préparer une limitation et une réduction générales des armements ; la plupart de ces Puissances et en particulier la France ont déjà réduit leurs armements dans de notables proportions et la Conférence du Désarmement est actuellement en train d'étudier la question et de préparer les solutions pratiques ; l'Allemagne ne peut donc pas prétendre qu'elles ont violé leur engagement, d'autant plus qu'il n'a pas été fixé de délai pour la réalisation du désarmement général. Enfin les Puissances alliées et associées, en désarmant l'Allemagne ont aussi visé un autre but, qu'il ne faut pas oublier : enlever à l'Allemagne la force nécessaire pour remettre les traités en cause, donc lui laisser une armée et une marine inférieures à celles des autres nations. Dans ces conditions, l'Allemagne n'est pas fondée à s'appuyer sur le traité de Versailles pour réclamer que les autres Puissances désarment au même niveau qu'elle et suivant les mêmes méthodes.

Mais les Allemands invoquent encore un deuxième argument tiré de l'interprétation des textes. L'Allemagne est membre de la Société des Nations, elle a même un siège permanent au Conseil, disent-ils. Or, tous les membres de la Société des Nations doivent être égaux, ils doivent jouir des mêmes droits, particulièrement en matière de défense nationale. D'ailleurs l'article 8, paragraphe premier, du Pacte est formel :

« Les Membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum comptable avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune ».

Donc, les armements nationaux doivent être réduits

que donne le traité, de la façon dont le désarmement général doit être institué ne se trouve que dans le libellé très général de l'art. 8 du Covenant... » (Note exposant le point de vue britannique, 15 septembre 1932, *L'Europe Nouvelle*, n° 763, 24 sept. 1932, p. 1.166).

au « minimum comptatible avec la sécurité nationale ». Les armements allemands ont été réduits bien au delà de ce minimum et l'Allemagne ne jouit pas de la moindre sécurité : à l'Ouest, la zone rhénane est démilitarisée, sans un soldat et sans un ouvrage fortifié ; la misérable petite armée allemande est hors d'état de défendre les frontières du Reich, ouvertes de toutes parts, tant que les nations voisines seront aussi fortement armées qu'elles le sont actuellement. D'autre part, le paragraphe 2 de l'article 8 stipule, qu'en matière de désarmement, il faut tenir compte de la « situation géographique et des conditions spéciales à chaque Etat ». La situation géographique et les conditions spéciales du Reich sont nettement désavantageuses : l'Allemagne n'a pas de frontières naturelles à l'Ouest et à l'Est, où le terrain ne présente aucune facilité pour le combat défensif ; et elle est entourée par des Puissances ennemies de toutes parts. Dans ces conditions, les armements allemands ne devraient pas être inférieurs, ils devraient être supérieurs à ceux des autres Puissances. L'Allemagne ne jouit pas de cette sécurité nationale que l'article 8 du Pacte accorde à tous les membres de la Société des Nations.

Enfin l'article 8 fait allusion à « l'exécution des obligations internationales imposée par un action commune » et prévoit que tous les membres de la Société des Nations doivent pouvoir y prendre part. L'Allemagne est tellement désarmée qu'il lui est impossible de pouvoir participer à une action commune et les Puissances se sont vues dans l'obligation de l'en dispenser lorsqu'elle est devenue membre de la Société. Une telle situation est déshonorante pour l'Allemagne et elle est contraire à l'article 8 du Pacte .

Que vaut cette interprétation de l'article 8 du Pacte ? Nous avons déjà vu que, dans l'état actuel des choses, personne ne pense à attaquer l'Allemagne et que celle-ci peut jouir de la sécurité la plus parfaite. D'autre part, l'Allemagne se lamente d'être dans l'impossibilité de ne pouvoir prendre part à une action commune décidée par la Société des Nations. C'est justement ce qu'ont désiré les auteurs du traité de Versailles, dont l'article

160, paragraphe 2, porte que l'armée allemande « sera exclusivement destinée au maintien de l'ordre sur le territoire et à la police des frontières ». L'armée allemande est donc, quant à sa mission, une sorte de gendarmerie, elle est confinée dans ses fonctions de police. Au contraire, les autres armées européennes ont une autre tâche, celle de réduire un agresseur éventuel, celle de prendre part à une action commune décidée par la Société des Nations.

Les Allemands nous disent encore que tous les membres de la Société des Nations doivent être égaux. Pourtant, tous les membres de la Société ne jouissent pas rigoureusement de droits égaux : ainsi certaines Puissances siègent au Conseil, d'autres pas. La Suisse a plus de droits que les autres Etats, puisqu'elle peut s'opposer au passage sur son territoire d'une force internationale envoyée par la Société des Nations contre un agresseur. A la prétention d'égalité formulée par l'Allemagne, on peut opposer l'article 1 du Pacte, qui décide que ne peut être admis comme membre de la Société des Nations qu'un Etat qui « donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et... accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens » ; en outre, l'article 164, paragraphe 2, du traité de Versailles, stipule que l'Allemagne s'engage à ne pas réclamer, à l'occasion de son entrée à la Société des Nations, une modification de son régime militaire. L'Allemagne ne peut donc pas non plus invoquer l'article 8 du Pacte en faveur de sa thèse.

En définitive, l'Allemagne ne peut pas trouver dans l'interprétation des textes un argument sérieux en faveur de sa prétention à l'égalité des armements. Mais elle serait en droit de dire aux autres nations : « Vous avez promis de désarmer, bien que vous n'ayez pas promis de le faire suivant la méthode que vous m'avez imposée. Maintenant, tenez votre engagement, désarmez d'après les règles qui vous sembleront les meilleures ».

Il y a donc obligation de désarmer pour les auteurs

du traité de Versailles¹. Cependant, certaines personnes en France l'ont nié. D'abord, on a prétendu que l'article 8 du Pacte prévoit deux conditions au désarmement, la sécurité nationale et l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune. Aucune de ces deux conditions n'est réalisée, dit-on. La première condition a été formulée à une époque où la France pouvait légitimement compter sur la signature des Etats-Unis d'Amérique au Pacte de Garantie. Or cette signature n'a jamais été donnée et les Etats-Unis ne sont pas membre de la Société des Nations. Le Pacte de Garantie aurait assuré la sécurité à la France ; or comme il a dû être abandonné, la France ne jouit d'aucune sécurité. D'autre part, la seconde condition de l'article 8 du Pacte ne joue pas non plus, car l'action commune de secours n'est pas organisée à l'heure actuelle. L'article 8 a donc pas pour la France le caractère d'une obligation.

Que vaut ce raisonnement ? Absolument rien. D'abord le Pacte de Garantie a été remplacé par le Pacte de Locarno. Et puis ce qu'on nous présente comme des conditions au sens juridique du mot n'en sont pas réellement. En effet, une condition est un événement futur et incertain, de l'arrivée duquel les contractants font dépendre soit la formation d'un contrat, soit sa résolution. Dans le cas qui nous occupe, les deux conditions invoquées seraient des conditions suspensives, c'est-à-dire qu'elles suspendraient l'exécution de l'obligation énoncée à l'article 8 jusqu'à ce que la sécurité et l'organisation de l'action commune soient réalisées. Est-ce exact ? Relisons bien attentivement le texte de l'article 8, paragraphe 1 :

« Les Membres de la Société reconnaissent que le
« maintien de la paix exige la réduction des armements
« nationaux au minimum compatible avec la sécurité
« nationale et avec l'exécution des obligations interna-
« tionales imposée à une action commune ».

1. Léon Blum : *Les Problèmes de la Paix*, pp. 71-75

On voit tout de suite que la sécurité nationale et l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune ne sont pas des conditions préalables au désarmement, elles indiquent seulement la limite au-dessous de laquelle ne doit pas descendre le désarmement d'une nation : une nation doit être assez forte pour pouvoir se défendre et pour pouvoir prêter main-forte à la Société des Nations.

D'autres ont développé un raisonnement plus subtil, en particulier M. Tardieu. Ils ont prétendu que l'obligation de désarmer ne pèse pas juridiquement sur la France. Du côté de l'Allemagne au contraire, il y a une obligation dans toute la rigueur juridique du terme, obligation qui lui a été imposée à la suite de sa défaite. Du côté des vainqueurs, il n'y a qu'un désir spontané ; or jamais personne n'a eu l'idée de tirer des effets juridiques de l'expression d'un désir. Il n'y a donc pas de contrat bilatéral, personne ne peut nous réclamer l'exécution d'une obligation que nous n'avons pas contractée.

Les vainqueurs n'ont-ils exprimé qu'un désir dans l'article 8 ? Décemment, on ne peut pas le soutenir. Les termes sont catégoriques : « les Membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements... », reconnaissent, c'est-à-dire constatent, admettent cette vérité qu'il faut désarmer. Il y a là autre chose qu'un désir platonique. D'autre part, considérons le préambule de la partie V du traité de Versailles : « en vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage... » Ici, les deux parties de l'obligation réciproque sont nettement posées ; elles le sont encore plus dans la note du 16 juin 1919, à laquelle on ne peut nier une valeur interprétative certaine. Nous avons donc fait plus qu'exprimer un souhait. Librement, nous avons contracté un engagement. La morale, le droit, l'opinion du Monde nous commandent de le tenir. D'ailleurs l'opinion universelle répugne à ces chicanes juridiques, avec lesquelles elle

est peu familiarisée. Elle a retenu cette proposition simple : les Etats se sont engagés à désarmer¹.

De l'examen des textes, nous pouvons retenir les deux propositions suivantes :

— premièrement, les Puissances alliées et associées se sont engagées à désarmer, elles ont contracté une obligation véritable.

— deuxièmement, elles ne se sont pas engagées à désarmer au niveau et suivant les mêmes règles et les mêmes méthodes que le traité de Versailles a imposées à l'Allemagne.

La conclusion s'impose d'elle-même : la thèse allemande de l'égalité des droits en matière d'armements ne trouve aucune justification dans les textes.

B. Les principes généraux du droit et de la « Gleichberechtigung ». — La thèse allemande se brise donc contre le roc du traité de Versailles. Faut-il pour cela la rejeter définitivement, en la qualifiant de mal fondée ? Non, pas encore. Il faut poursuivre notre examen, nous élever au dessus des textes, jusqu'aux principes généraux du droit, jusqu'à deux grands principes fondamentaux du droit des gens : le respect de la parole donnée et l'égalité de tous les Etats entre eux.

Pacta sunt servanda est une règle fondamentale et sacrée. Son respect est absolument nécessaire aux rapports entre les Etats comme entre les individus ; il constitue une nécessité morale et une nécessité pratique. Nécessité morale : notre conscience nous commande impérieusement de tenir nos engagements, nos promesses. Nécessité pratique : le respect des conventions est absolument indispensable à la vie journalière des peuples, à leur confiance mutuelle, à leurs bons rapports, sinon il n'y aurait pas de traité possible, ce serait le règne de la méfiance et des heurts continuels. Quand un Etat a signé un traité, quand il a contracté des engagements il doit les exécuter, quoiqu'il lui en coûte.

1. Léon Blum : *Les Problèmes de la Paix*, p. 75.

Invoquant cette règle sacrée, les adversaires de l'Allemagne lui ont dit : « Vous avez signé le traité de Versailles ; faites honneur à votre signature ».

Doit-on s'en tenir à l'application rigoureuse de cette règle¹ ? Non, disent certains jurisconsultes, qui appellent à leur secours la fameuse clause *rebus sic stantibus* et qui prétendent que les parties n'ont entendu maintenir le traité que si les circonstances dans lesquelles il a été conclu ne changent pas. En effet, la vie internationale est en évolution constante, les peuples, les Etats, leurs aspirations, leurs idéaux, leur situation matérielle se transforment sans cesse.

Au nom du respect d'un traité faut-il arrêter tous progrès, toute évolution ? Faut-il perpétuer des solutions devenues injustes ? Evidemment non. Pourtant la clause *rebus sic stantibus* est souvent considérée avec méfiance, car elle a servi à justifier trop de manquements à la parole donnée, trop de crimes même. Cependant ces abus ne doivent pas faire perdre de vue sa valeur pratique et sa valeur morale.

Remarquons d'autre part qu'un traité n'est pas forcément équitable. Il peut avoir été imposé par la force, à la suite d'une guerre. Dans ces conditions, au nom de la justice et du droit, on ne maintiendrait continuellement une solution injuste ? Ce serait un paradoxe. L'histoire nous montre que de tels traités sont toujours provisoires et que les peuples vaincus les respectent jusqu'au moment où ils sont assez forts pour pouvoir les rejeter. Un traité de paix est toujours imposé par la violence, il y a toujours pression sur la volonté des Etats vaincus. On peut répondre que le droit des gens, dans son état positif actuel, admet la légitimité de tels traités. Mais sous la pression de l'opinion publique et

1. Clyde Eagleton : la revision des traités est-elle nécessaire ? L'Esprit international, n° 17, janvier 1931, pp. 34 à 50.:

« ... Pacta sunt servanda est une règle fondamentale et sacrée. Mais s'en tenir à l'énonciation de cette règle, c'est vouloir barrer le chemin au progrès... Le sentiment de justice demande à certains moments des modifications, et quand ces modifications ne sont pas apportées de bon gré, il arrive souvent qu'elles sont imposées de vive force ».

d'éminents jurisconsultes, il évolue, il évolue lentement, il s'incorpore peu à peu les principes qui ont inspiré le droit privé, beaucoup plus en avance, il se modèle de plus en plus sur la loi morale. Or la morale répugne à la violence. Le droit privé de même : il condamne catégoriquement la violence, il déclare nul un contrat qui a été imposé à l'une des parties par la contrainte.

On ne peut donc pas invoquer la morale et la justice en faveur de l'intangibilité et de l'éternité des traités, surtout des traités de paix imposés aux vaincus à la suite d'une guerre. Le droit des gens positifs actuel en admet la validité, mais comme à regret, et il est probable que, dans un avenir assez rapproché, il n'en sera, plus de même. C'est que le traité de paix est élaboré et signé à une époque où règne encore la « psychose de guerre », à une époque où les souffrances et les passions que la guerre a causées ne sont pas encore oubliées ; le vainqueur est persuadé que toutes ses prétentions sont justes, il les impose au vaincu, qui doit les signer sous la menace de la force.

La règle *facta sunt servanda* n'a donc pas un caractère absolu, surtout dans le cas particulier des traités de paix. Vouloir uniquement s'en tenir à elle, c'est souvent vouloir perpétuer des solutions injustes, c'est barrer le chemin au progrès. « Le sentiment de la justice demande à certains moments des modifications, et quand ces modifications ne sont pas apportées de bon gré, il arrive souvent qu'elles sont imposées de vive force ».

Dans ces conditions, que penser des prétentions allemandes à l'égalité des droits en matière d'armements ? Les Alliés ont voulu imposer à l'Allemagne une sorte de *capitis deminutio* perpétuelle, ils ont voulu que l'Allemagne ne possède pas une armée aussi forte que celles des autres Puissances. Ils avaient établi un nouveau statut de l'Europe qu'il croyaient éternel et ils ne voulaient pas que l'Allemagne dispose d'une force suffisante pour pouvoir le rejeter. A-t-on le droit d'imposer à un pays une mesure discriminatoire d'une telle ampleur, même dans un but louable ? Le sentiment de la justice

nous en fait douter. Et en politique internationale, on ne peut faire fi du sentiment de la justice ; les événements de 1914 sont là pour nous le prouver.

La règle *pacta sunt servanda* ne peut donc pas être opposée d'une façon catégorique aux prétentions allemandes comme une fin de non recevoir. D'autant plus que ceux qui l'invoquent en ont parfois repoussé l'application absolue pour eux-mêmes : ainsi la France a refusé de continuer à exécuter un traité sur les dettes, qu'elle avait conclu librement avec les Etats-Unis. Le roc du traité de Versailles, qui paraissait si solide, s'effrite donc au point de ne plus pouvoir opposer qu'une résistance très réduite.

En second lieu, un autre grand principe milite nettement en faveur de la thèse allemande : sous les Etats doivent être égaux entre eux, ils doivent jouir des mêmes droits, ils doivent être soumis aux mêmes obligations. Cette égalité ne s'étend naturellement qu'aux Etats civilisés et non aux Etats barbares ou encore à demi barbares. On ne peut pas prétendre que l'Allemagne n'est pas un pays civilisé. Elle doit donc être traitée en égale par les autres Puissances. Ce n'est pas le cas actuellement. Actuellement l'Allemagne a plus d'obligations et moins de droits en matière d'armements que les autres pays. L'inégalité est flagrante, elle est injuste, elle est contraire au principe de l'égalité de tous les Etats entre eux.

Les principes généraux du droit sont donc favorables à la thèse allemande. Les règles supérieures de la morale également. Il devient difficile de garder une disposition établissant une distinction entre les peuples qui ont le droit de s'armer et ceux qui ne l'ont pas.

Il n'est pas un homme de bon sens, il n'est pas un esprit réfléchi qui puisse se figurer qu'une règle tellement discriminatoire, imposée par la force, puisse être éternelle.

En définitive, les arguments juridiques militent plutôt en faveur des revendications allemandes, car les principes généraux du droit affaiblissent singulièrement

les textes du traité de Versailles. Quant aux arguments économiques, ils sont négligeables. Restent les arguments d'ordre politique. On sait que concéder l'égalité des droits à l'Allemagne pourrait constituer un grave danger, les Allemands pouvant être tentés de se servir un jour de leur force pour appuyer leurs revendications ultérieures. La perspective de ce danger serait-elle suffisante pour justifier un refus d'accorder à l'Allemagne l'égalité des armements ? Non, car le droit est toujours le droit, et le droit doit l'emporter sur les contingences politiques. Les Puissances, qui ont accordé la reconnaissance théorique de la « Gleichberechtigung » à l'Allemagne pour des motifs tout autres, en ont sans doute éprouvé le vague sentiment. C'est à elles de faire le nécessaire pour éviter que l'égalité des armements ne devienne par la volonté de la coalition nationalo-naziste actuellement à la tête de l'Allemagne un instrument de menace pour la paix européenne .

Heureusement d'ailleurs que les Puissances ont reconnu le principe de l'égalité des droits à l'Allemagne ! Sinon, l'Allemagne se le serait accordé d'elle-même et aurait réarmé à sa guise. C'est alors que la paix européenne aurait été en danger.

CHAPITRE IV

ESQUISSE D'UNE SOLUTION PRATIQUE

Le principe de l'égalité des droits en matière d'armements a donc été solennellement reconnu à l'Allemagne. Or, les principales Puissances de l'Europe continentale ne veulent pas calquer leur système militaire sur celui qui a été imposé à l'Allemagne en 1919. Dans ces conditions, c'est l'Allemagne qui doit calquer le sien sur le leur. C'est ce qu'a prévu le plan français ¹, qu'on discute actuellement à Genève; il propose en effet pour tous les Etats de l'Europe continentale un système uniforme d'« armée nationale à service à court terme et à effectif limité ».

La partie V du traité de Versailles a vécu. Il faut maintenant doter l'Allemagne d'un nouveau système militaire, naval et aérien. A un observateur superficiel, la tâche paraît facile. En réalité, elle est extrêmement

1. Louis Joxe : nouvel effort français en vue de la construction de la paix *L'Europe Nouvelle*, n° 769, 5 nov. 1932, pp. 1291 à 1293.

— *L'Esprit international* : chronique, n° 23, janvier 1933, pp. 109 à 119.

— Le plan français comporte de nombreuses conditions préalables à la généralisation du service à court terme pour toutes les forces terrestres européennes :

a) Organisation d'un contrôle international comprenant un large droit d'investigation ;

b) Conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle.

c) Engagement de tous les membres de la S.D.N. de remplir entièrement les obligations de l'art. 16 du Pacte ;

d) Obligation de l'arbitrage pour tous les États adhérant au Pacte ;

e) Forces spéciales pour les territoires d'outre-mer.

Ces conditions préalables seront repoussées par beaucoup d'États et feront certainement échouer le plan.

ardue. Pour proposer une solution pratique acceptable, il faut en effet, tenir compte de certaines données particulièrement importantes :

1° L'Allemagne n'est pas satisfaite par la reconnaissance théorique de la « Gleichberechtigung ». Elle désire autre chose, elle réclame une armée aussi forte que celles des autres nations, elle réclame le droit de posséder les mêmes matériels et les mêmes armes. Ce qu'elle veut, c'est l'« Ausgleich¹ », c'est-à-dire la péréquation, l'égalité de fait des armements. Et ce n'est pas par vaine satisfaction d'amour-propre. Elle veut disposer de l'appareil militaire le plus intimidant possible pour appuyer ses revendications ultérieures, en particulier celle relative à ses frontières orientales. Elle hésitera sans doute à se lancer dans un conflit armé, mais elle n'hésitera pas à se servir du facteur « crainte ». C'est le jeu qu'elle a constamment joué sous Guillaume II. Et en matière de politique extérieure les conceptions des dirigeants allemands d'aujourd'hui ne sont guère différentes de celles des dirigeants de l'ancien régime ;

2° L'opinion publique allemande devient de plus en plus nationaliste, chauviniste et militariste. Très touchée par la crise, souvent réduite à la misère, la population allemande est prête à croire tous les mensonges et à commettre toutes les folies ;

3° Le Gouvernement actuel du Reich n'a pas foi dans la politique de la Société des Nations et il ne croit guère qu'un désarmement mondial soit possible ; il ne le souhaite même pas. *A priori*, l'emploi de la force comme moyen de solution des conflits internationaux ne lui répugnerait pas ;

4° Il n'est pas impossible de craindre une coalition des Gouvernements facistes. Le Gouvernement italien, qui est fonctièrément hostile à tout ce qui est français,

2. « ... d.h. also zu einem sinnvollen Ausgleich der Rüstungen, bei dem die geographische Lage und die besonderen Verhältnisse der einzelnen Staaten, so wie dies die Satzung des Völkerbundes vorsieht, berücksichtigt ist ». (Freiherr von Neurath : Deutschlands Kampf um Gleichberechtigung in der Wehrfrage. Velhagen und Klasings Monatshefte, Januar 1933, S. 485).

et qui déguise mal ses vastes ambitions, se rapproche d'autant plus volontiers de l'Allemagne que celle-ci est en train d'évoluer vers un régime de plus en plus dictatorial. Il poursuit d'autre part une politique singulière : tandis qu'à Genève l'Italie appuie la plupart du temps les projets de désarmement les plus absolus, la presse faciste chante de continuels hymnes à la guerre. Il s'est produit dernièrement à Genève un fait symptomatique : alors qu'en juin 1932, M. Grandi avait accueilli avec enthousiasme le plan Hoover et sa réduction au tiers des effectifs, six mois plus tard, il déclare ne pouvoir accepter aucune réduction de l'armée italienne, « qui répond à la formule française de service à court terme et d'effectif limité ». Contradiction ? Oui. mais surtout désir de plaire aux Etats-Unis et de déplaire à la France. L'Italie a ses alliés : la Hongrie, trop durement traitée à Trianon ; la Turquie, qui peut être considérée comme extra-européenne et enfin l'Albanie qui occupe une situation excellente pour pouvoir mettre le feu aux poudres qui sont constamment accumulées dans les Balkans.

Allemagne, Italie, Hongrie : bloc de mécontents, bloc qui aspire à un bouleversement de l'ordre européen, bloc qui n'hésiterait peut être pas à recourir à la violence s'il se sentait suffisamment fort.

Il est donc incontestable qu'accorder l'égalité des armements à l'Allemagne constitue un grand danger. Les grandes Puissances ont-elles commis une faute en lui reconnaissant le principe ? Non, elles ne pouvaient pas faire autrement. Il était impossible de perpétuer plus longtemps une différence telle entre vainqueurs et vaincus, entre ceux qui ont le droit de s'armer et ceux qui ne l'ont pas. Le droit, l'équité, la morale s'opposaient au maintien d'une telle discrimination. D'autre part, si les Puissances n'avaient pas reconnu la « Gleichberechtigung », l'Allemagne se la serait octroyée d'elle-même, elle aurait réarmé sans rien demander à personne. Et un nouveau cataclysme aurait menacé l'Europe.

En accordant à l'Allemagne l'égalité des droits en

matière d'armements, les Puissances ont donc créé un danger, mais elles en ont évité un beaucoup plus grand. Cependant, il faut penser au danger actuel, il faut essayer d'y parer. Comment ? Certains esprits optimistes prétendent que c'est déjà fait, que le danger est déjà neutralisé par de multiples engagements de non recours à la force et aussi grâce à la puissance de la France et « de ses alliés » .

Les engagements de ne pas recourir à la force ! Tous les Etats en ont signé de multiples depuis quelques années. Mais n'oublions pas qu'aucune sanction pratique n'est prévue et que certains Etats sont spécialistes du fait de signer des engagements et de ne pas les tenir.

La France et ses « alliés » : Belgique, Petite Entente (Roumanie, Tchéco-Slovaquie, Yougoslavie) et Pologne représentent une puissance considérable. Peuvent-elles assurer la paix en Europe en déclarant qu'ils châtieront tout agresseur ? Non : d'une part, il serait téméraire d'espérer une telle déclaration d'elles seules ; d'autre part, l'agresseur pourrait être presque aussi fort qu'elles, l'agresseur pourrait être la « coalition faciste » renforcée d'un ou deux autres mécontents.

Dans ces conditions, le danger subsiste, il faut chercher d'autres moyens pour le neutraliser. Il en vient tout de suite deux à l'esprit, deux moyens infailibles, auxquels on peut avoir recours ensemble ou séparément : l'organisation d'une force internationale et un pacte d'assistance mutuelle .

L'organisation d'une force internationale est hautement désirable. Naturellement, une telle force serait forcément réduite et elle ne disposerait pas de la puissance matérielle indispensable pour lui assurer la victoire. Mais elle aurait une influence morale énorme. Supposons qu'une force internationale ait existé du début du conflit sino-japonais ; supposons que, lorsque les Japonais se sont disposés à envahir la Mandchourie, ils aient trouvé devant eux les quelques milliers d'hommes de l'armée de la Société des Nations : un contingent

anglais avec le drapeau anglais, un contingent français avec le drapeau français, etc... Ils auraient hésité, ils auraient hésité à faire une injure à l'Angleterre, à la France etc... ils auraient hésité à s'attirer l'hostilité de ces Puissances et ils seraient retournés chez eux. Mais, si désirable qu'elle soit, il faut renoncer à l'armée internationale, car, à part la France et quelques autres Etats, personne n'en veut .

A défaut d'une force internationale ou conjointement avec elle, l'organisation de l'assistance mutuelle aurait une grande importance pratique. Il faudrait que tous les Etats s'entendent pour faire front commun contre l'agresseur, pour prêter à tout Etat attaqué une aide efficace, une collaboration financière, économique et même militaire. Mais pratiquement, un tel pacte est difficilement réalisable : les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas membre de la Société des Nations et ne veulent pas se mêler des affaires d'autrui ; l'Angleterre hésite à s'engager plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. Puisqu'il faut renoncer à un pacte mondial ne pourrait-on pas en conclure un plus réduit, au moins entre les Etats de l'Europe continentale ? Il ne faut pas y songer, l'Allemagne, l'Italie vont faire à un tel projet une opposition irréductible .

Ces deux moyens seront donc repoussés. Un agresseur ne se heurtera donc à aucune difficulté pratique, il ne se heurtera qu'à un engagement moral, que certains pays n'auraient aucun scrupule à violer. On nous objectera bien qu'un tel agresseur aurait l'opinion mondiale contre lui. C'est peu. Le Japon a l'opinion mondiale contre lui et cela ne l'empêche pas de faire la guerre à la Chine. Dans ces conditions, la situation est-elle désespérée ? On ne peut pas nier qu'elle soit grave. Le salut ne peut nous venir que d'une attitude ferme des gouvernements des grandes Puissances, ou plutôt des trois grandes démocraties : les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, avec leurs immenses ressources économiques et leurs flottes ; la France avec son armée et « ses alliés ». Il faut que ces trois Puissances adoptent

une attitude ferme, il faut qu'elles déclarent nettement qu'elles ne souffriront en Europe aucun acte susceptible d'entraîner un conflit armé. Actuellement, une étroite et sincère collaboration entre les trois grandes démocraties du Monde peut réduire au minimum les risques de catastrophe.

Malgré ces risques de catastrophe et surtout à cause d'eux, il faut se mettre vite d'accord et élaborer pour l'Allemagne un nouveau statut militaire, naval et aérien. Actuellement il ne faut plus penser à distinguer entre l'égalité de droit et l'égalité de fait, il ne faut plus penser à accroître complètement la première à l'Allemagne et à lui refuser partiellement la seconde. Cette solution aurait pu se concevoir voici quelques mois, au moment où l'Allemagne offrait des négociations à la France : pour obtenir la reconnaissance de la « Gleichberechtigung », l'Allemagne aurait consenti à laisser une certaine supériorité de fait à la France. Il faut renoncer à une telle solution, l'Allemagne et ceux qui soutiennent sa politique n'en veulent pas. Il faut donc mettre debout un nouveau statut militaire, naval et aérien pour l'Allemagne, statut qui octroyera à l'Allemagne une parfaite égalité de droit et de fait avec les autres Etats de l'Europe continentale. C'est l'idée directrice du plan français.

Mais quel sera ce statut ? Il y a tellement d'intérêts et de convoitises en présence que son élaboration sera délicate. Cependant il est un certain nombre de principes qu'il convient de ne pas perdre de vue. Ce sont ces principes que nous allons essayer de mettre en relief en matière militaire, navale et aérienne.

I

Le statut militaire

Le statut militaire est de beaucoup le plus important. Il convient de le considérer du triple point de vue des effectifs, du matériel et des travaux fortifiés.

A. Les effectifs. — Le plan français propose pour tous les pays de l'Europe continentale « un type uniforme d'armée nationale à service à court terme et à effectif limité ». Initiative heureuse, qui vient réparer l'erreur que les auteurs du traité de Versailles avaient commise en repoussant le projet du maréchal Foch. Non seulement ils avaient donné à l'Allemagne la force offensive idéale, mais encore ils avaient préparé à l'Europe plus de dix ans de discussion stériles : pour limiter et réduire les armements, il est nécessaire de les comparer ; or entre l'armée de métier et l'armée de conscription, il n'y a aucune commune mesure possible. Le projet français a tout le moins l'avantage de fournir, suivant l'expression de M. Pierre Cot, un « dénominateur commun ».

Donc armée de conscription à service à court terme pour l'Allemagne comme pour les autres Puissances de l'Europe continentale. Quelle devrait être la durée effective du service militaire ? Un an au maximum, même moins si possible, par exemple sept ou huit mois. Actuellement nous avons en France le service d'un an ; mais nous avons conservé toutes les charges et tous les encombrants organismes du service de trois ans ; de sorte que l'instruction militaire n'est guère donnée que pendant six mois, les « anciens » étant pendant les six derniers mois presque tous « employés ». Il faudra donc réorganiser l'armée française — ce qui devrait être fait depuis longtemps. En définitive, il serait recommandable d'adopter un service militaire obligatoire et universel d'une durée inférieure à un an, sept, huit ou neuf mois, y compris le service actif et les périodes de réserve.

En second lieu, armée de conscription à effectif limité. Ici peuvent se présenter de graves difficultés. Suivant quelles règles calculer les effectifs de chaque pays ? D'après la population ? D'après la superficie ? Ce qu'il faut avant tout, c'est adopter une règle simple. Une règle compliquée serait un puits à chicanes et un encouragement à la fraude. Le plus simple, c'est de proportionner les effectifs à la population : chaque pays incorporerait par exemple chaque année tous les jeunes gens attei-

gnant leur vingtième année. Cette règle jouerait au détriment de la France et à l'avantage de l'Allemagne. Tant pis, elle serait plus franche, et elle ne prêterait pas à la fraude.

En ce qui concerne l'armée métropolitaine, la France serait donc désavantagée. Mais elle se rattrapperait avec son armée coloniale. Le plan français prévoit une réglementation spéciale pour les armées coloniales. Certaines personnes y sont opposées. Réglementation spéciale ou non, cela n'a pas grande importance, si on accepte le norme de la population. Pour calculer les effectifs français, on ajouterait à la population de la France celle de ses colonies et pays de protectorat. Ce serait justice, car il ne faut pas songer qu'à la défense de la métropole, il faut encore songer à celle des territoires d'outre-mer. Mais cette solution, juste en soi, ne serait pas extrêmement heureuse dans la pratique. En effet, les conditions ne sont pas les mêmes dans les colonies que dans la métropole. Dans d'immenses territoires peu peuplés, avec des populations peu civilisées, il est difficile d'instaurer un système d'armée de conscription à service à court terme. Les nécessités d'instruction et la mentalité des populations font que les armées de service à long terme, mais où n'est incorporée qu'une partie restreinte du contingent annuel, sont préférables. Dans ces conditions, il est indiqué d'adopter un système spécial pour les armées coloniales et de ne pas les compter dans les effectifs des armées métropolitaines européennes.

Cette digression sur les troupes coloniales ne doit pas nous faire oublier notre but : la limitation des effectifs des armées des pays de l'Europe continentale en général et de l'Allemagne en particulier. Il ne suffit pas de limiter la durée du service militaire actif et des périodes de réserve. Il faut encore limiter les cadres de carrière et les éléments servant au delà de la durée légale. Et enfin il ne faut pas oublier les formations prémilitaires et paramilitaires et surtout les éléments de police.

Les armées de service à court terme nécessitent des cadres de carrière très nombreux. Mais ces cadres, officiers et sous-officiers, devront être strictement réglementés. De même tous les éléments servant au delà de la durée légale.

Surtout il ne faut pas oublier qu'il existe des moyens détournés d'augmenter les effectifs. D'abord il y a la police : un Etat peut posséder des forces de police bien supérieures à ses besoins. Elles constituent alors en partie une armée déguisée. Il faudra donc fixer à chaque Etat un contingent de police qu'il ne pourra pas dépasser. En outre, il se pose le délicat problème des formations prémilitaires et paramilitaires. Les formations paramilitaires, si nombreuses en Allemagne, devraient être radicalement supprimées. Avec les formations prémilitaires, se pose l'épineuse question de la préparation et de l'entraînement militaires de la jeunesse. Le plus simple serait une suppression radicale, sauf peut-être en ce qui concerne les futurs cadres de réserve.

Telles pourraient être logiquement les grandes lignes de l'organisation des effectifs des armées de terre européennes ? L'Allemagne accepterait-elle une solution de ce genre ? Elle ne saurait se plaindre du changement qu'on lui propose, puisque le système qu'on lui offre lui assure l'égalité de droit et de statut. On pourrait donc penser qu'elle accepterait d'enthousiasme. Mais se faire une telle idée serait méconnaître le plan militaire bien net que poursuit le Haut Etat-Major allemand : ce rêve consiste à réaliser les idées du général von Seeckt, à combiner l'armée de métier et l'armée de conscription. Plan dangereux ! L'armée de métier est toujours prête, sans mobilisation. Grâce aux progrès de la motorisation, elle peut être transportée rapidement à de très grandes distances. Supérieurement entraînée, elle est la meilleure force qu'on puisse concevoir pour manœuvrer, pour attaquer. Elle permettrait à l'Allemagne de commettre une agression soudaine ; cette agression commise, l'armée de conscription occuperait le terrain conquis et s'y retrancherait : par son grand nombre,

cette dernière se prête en effet à la défensive, à la réalisation de jeux continus sur de vastes fronts. Pour arriver à leurs fins les Allemands ont déjà demandé que les troupes coloniales cantonnées dans les territoires proches de la métropole soient comptées dans les effectifs métropolitains. Allusion nette à l'Afrique du Nord française ! Les Français refuseront et les Allemands demanderont sans doute, en compensation, à garder leur Reichswehr.

Il faut nous opposer de toutes nos forces à cette combinaison, qui aurait pour but essentiel de donner à l'Allemagne une armée possédant un pouvoir offensif supérieur à celui de toutes les autres armées européennes. Ce qu'il faut au continent européen, c'est une unification des types d'armées, unification qui permette de comparer entre elles les organisations militaires des diverses Puissances.

B. Le matériel. — Le principe de l'égalité des droits étant reconnu, l'Allemagne doit aussi avoir le droit de posséder le même matériel et les mêmes armes que les autres Puissances. Mais suivant quels principes en déterminer la quantité ? Il serait logique de tenir compte de deux facteurs : le potentiel de guerre de l'Allemagne et l'ancienneté des matériels et des armes de certaines Puissances.

Pays fortement industrialisé, l'Allemagne possède un potentiel de guerre formidable. Proportionnellement on devrait lui accorder des stocks inférieurs à ceux des pays moins industrialisés. Cette règle jouerait au détriment de l'Allemagne en faveur de la France, mais aussi au détriment de la France en faveur de l'Italie.

D'autre part, l'Allemagne recevra le droit de posséder certains matériels qu'elle n'a pas encore : par exemple, des chars de combat. Elle les fera construire. Elle aura donc des engins ultra-modernes, des chars fortement blindés, rapides, maniables, possédant une bonne vision. Certains pays au contraire, comme la France, possèdent des chars depuis longtemps : ce sont ceux qui étaient en

service à la fin de la guerre, ce sont des engins vieux de quinze ans, lents, peu maniables, vulnérables et surtout aveugles. Dans ces conditions, il serait juste de laisser à la France une certaine supériorité de nombre, du moins temporairement pendant les années où le vieux matériel ne sera pas remplacé par un autre plus moderne.

C. Les fortifications. — Au premier abord, il semble qu'il ne devrait pas y avoir de difficulté de ce côté ; l'Allemagne, comme tous les autres Etats, devrait avoir la faculté de construire des fortifications pour la défense de ses frontières comme bon lui semble. Cependant, ce qui concerne la zone rhénane, il y a les accords de Locarno : sur la rive gauche du Rhin et sur sa rive droite jusqu'à 50 kilomètres, le Reich s'est engagé à n'entretenir aucun ouvrage fortifié et aucune troupe ; il a volontairement accepté cette partie du traité de Versailles. Cette stipulation des accords de Locarno doit-elle subsister ? Naturellement, les Allemands disent non et les Français oui. Les Anglais, signataires et garants du Pacte de Locarno, se rangent à l'avis de la France, surtout parce qu'ils sont inquiétés par l'évolution politique du Reich. Que faut-il décider ? En équité les Allemands ont raison ; puisqu'ils doivent recouvrer leur pleine souveraineté militaire, du moins une souveraineté équivalente à celle des autres Etats, ils devraient avoir le droit de fortifier la zone rhénane. En fait, ils n'ont rien à craindre de la France, ils feraient un beau geste — un beau geste qui ne leur coûterait rien — en respectant la partie en question des accords de Locarno. Mais peut-on s'attendre à un beau geste de la part du Gouvernement actuel du Reich ?

II

Le statut naval

Les Allemands attachent [présentement beaucoup moins d'importance aux armements navals qu'aux

armements terrestres. Cependant, il n'est guère possible que les rigoureuses stipulations navales du traité de Versailles soient maintenues. L'importance de la flotte de guerre allemande devrait être déterminée par une conférence entre les principales Puissances maritimes. Une telle conférence devrait tenir compte de deux faits essentiels :

1^o L'Allemagne ne possède que des frontières maritimes restreintes. Et encore, elle ne peut guère craindre une attaque que sur ses côtes de la Mer du Nord, c'est-à-dire sur une faible partie de ses frontières maritimes, sur un espace à peu près équivalent à celui du Havre à Dunkerque. Sur ses côtes de la Mer Baltique, l'Allemagne n'a rien à craindre : la flotte allemande peut facilement interdire les accès de la Baltique et en être complètement maîtresse, la flotte polonaise étant pratiquement inexistante¹;

2^o L'Allemagne n'a pas de colonies et elle n'a par conséquent pas besoin d'une flotte pour protéger les communications entre la métropole et ses colonies.

Dans ces conditions, la marine de guerre allemande ne devrait guère avoir un tonnage supérieur au tonnage actuel. On lui permettrait seulement de posséder un navire porte-avion et un certain nombre de sous-marins.

Quant aux équipages, leur mode de recrutement est à peu près indifférent. Entre les équipages recrutés par voie d'engagements volontaires et ceux recrutés par voie de conscription (ils le sont forcément parmi les gens de mer), la différence n'est pas telle qu'entre l'armée de métier et l'armée de conscription.

Le Reich obtiendrait aussi le droit d'édifier sur ses côtes des fortifications à caractère naval, en particulier sur l'île d'Héligoland, qui, à la suite de la démolition des ouvrages de son port, est rongée peu à peu par la mer.

1. D'après les chiffres donnés par les Allemands eux-mêmes, la flotte de guerre polonaise se monte à 6.000 tonnes (dont 3.000 pour les sous-marins), la flotte allemande à 122.000 tonnes (*Ist Deutschland zur See gesichert ? Sonderheft der Hamburger Illustrierte, Januar 1933, S. 18*).

III

Le statut aérien

Le statut aérien présente beaucoup plus de difficultés. Certains pays sont partisans de l'abolition totale de l'aviation militaire, d'autres seulement de l'aviation de bombardement. Remarquons, en passant que toutes ces abolitions ont peu d'importance en fait : une Puissance qui en attaquerait une autre n'hésiterait pas à violer un ou plusieurs engagements de plus et à user des engins interdits. En tout cas, il faudra accorder à l'Allemagne le même statut aérien qu'aux autres Puissances.

Quant à l'aviation civile¹, le Gouvernement français tient à son projet d'internationalisation. Ce projet, qui ne présente pas autant d'avantages qu'on pourrait le concevoir au premier abord, sera certainement repoussé.

Telles devraient être les grandes lignes du futur statut militaire, naval et aérien de l'Allemagne. Mais il ne suffit pas d'élaborer et de signer un tel statut ; il faut encore pouvoir se rendre compte qu'il est respecté. C'est donc la question du contrôle qui se pose. Un contrôle est absolument nécessaire, il est indispensable pour empêcher la fraude. Mais il faut un contrôle effectif, il faut que les commissions de contrôle aient le droit d'aller partout et qu'elles puissent se livrer à toutes les investigations qu'elles jugent utiles. Mais arriver à un tel résultat serait trop beau. Certaines Puissances y sont foncièrement hostiles, et le contrôle — un contrôle effectif, s'entend bien — restera au pays des rêves, avec l'armée internationale et l'assistance mutuelle.

Que va-t-il résulter des travaux de la Conférence du Désarmement actuellement en cours à Genève ? Depuis

1. Les problèmes de l'aviation marchande (l'aviation, problème-clef du désarmement ; — Laurent Eynac : l'internationalisation des transport aériens ; — Hirschauer : l'économie du transport aérien en Europe continentale ; — Henri Bouche : la réorganisation de l'aéronautique marchande) ; — documents relatifs aux problèmes de l'aviation marchande, *L'Europe Nouvelle*, n° 763, 24 sept. 1932, pp. 1.123 à 1.141.

le début de février 1933, on discute le plan français. On aurait pu penser que ce plan, qui concède l'égalité de droit et de fait à l'Allemagne, serait accepté d'emblée par elle. Il n'en a pas été ainsi. C'est que sa réalisation demande du temps. Et l'Allemagne ne veut pas attendre. D'autre part, les dirigeants actuels du Reich n'ont pas confiance dans la Société des Nations et dans les organismes de Genève. Ils ne désirent même pas que les travaux de la Conférence du Désarmement aboutissent, car son échec justifierait à leurs yeux un réarmement immédiat de l'Allemagne, réarmement qui s'effectuerait en dehors de toute réglementation et de toute limite. L'attitude de la délégation allemande à Genève le montre clairement.

En définitive, la partie V du traité de Versailles a virtuellement vécu. L'Allemagne a déjà nommé auprès des Gouvernements de toutes les grandes Puissances des attachés militaires et navals, ce que lui interdisait l'article 179 du traité de Versailles. Demain, elle réarmera. D'ailleurs, elle a déjà commencé. Mais il ne faut pas qu'elle réarme sans aucune limitation, sans aucune restriction ; il faut qu'elle reconnaisse un certain nombre de règles, qui lui seront applicables, comme à toutes les autres Puissances. Sinon, ce serait l'inquiétude, la course aux armements comme avant guerre. C'est ce qu'il faut empêcher à tout prix. Les trois grandes démocraties, France, Grande-Bretagne et Etats-Unis d'Amérique ont senti le danger et se sont rapprochées. A elles trois, elles sont assez puissantes pour faire entendre raison à l'Allemagne, si elles le veulent.

DEUXIEME PARTIE

La " Gleichberechtigung " et les revendications
territoriales de l'Allemagne

Tout le monde connaît les méthodes diplomatiques du Reich : aussitôt que le Reich a obtenu une concession, il présente immédiatement une demande nouvelle. Il réclame actuellement l'égalité des droits en matière d'armements ; le principe de cette égalité lui a déjà été reconnu ; maintenant de deux choses l'une : ou on lui accordera l'égalité de fait ou il se l'accordera lui-même. Quand il aura obtenu complète satisfaction dans cette matière, quand, suivant l'expression de M. Treviranus, il sera en mesure d'appuyer jusqu'au bout ses revendications, c'est-à-dire quand il disposera de la force matérielle suffisante pour constituer un facteur « crainte »¹ appréciable, le Gouvernement allemand livrera la grande bataille finale contre le traité de Versailles. Les paroles que M. Hitler a prononcées après les élections du 14 septembre 1930 sont prophétiques :

«... Avec une fière espérance, j'attends le moment où nos troupes, encore disséminées, seront des bataillons, les bataillons des régiments, les régiments des divisions. Nous ramasserons les vieilles cocardes, jadis jetées dans la boue. Nos anciens drapeaux flotteront de nouveau, fièrement, sur le Monde. Et tous les Allemands réconciliés seront prêts à affronter la lutte suprême ».

1933 a vu la réalisation des espérances du « Führer », Les milices hitlériennes sont devenues de véritables divisions. L'ancien drapeau impérial noir, blanc, rouge a déjà virtuellement remplacé les couleurs républicaines noires, rouges et or. Sous la domination faciste, le peuple

1. « ... Pourquoi l'Allemagne veut-elle réarmer ? Elle veut disposer de l'appareil militaire le plus intimidant possible pour appuyer sa revendication relative à ses frontières de l'Est, qu'elle tient en réserve et qui est le véritable but de sa politique extérieure. L'Allemagne hésiterait sans doute à se lancer dans un conflit armé. Mais elle n'hésite plus et elle hésitera de moins en moins à exploiter au maximum le facteur « crainte ». (Wladimir d'Armesson, La position de la France devant le problème du désarmement, *Le Temps*, 13 octobre 1932).

2. Cité dans : *Où va l'Autriche*, de James Donnadiou, p. 11-12.

allemand a dû renoncer à ses anciennes divisions et accepter le credo gouvernemental. Le peuple allemand est prêt à affronter la lutte suprême.

N'oublions pas le mot de Bismark : « l'artichaud est un légume qui aime d'être mangé feuille à feuille ». Les Allemands auront bientôt grignoté toutes les feuilles du traité de Versailles. Maintenant ils se préparent à en dévorer le cœur.

Le cœur, ce sont les clauses territoriales. Elles sont extrêmement importantes. Les auteurs du traité de Versailles ont tracé de nouvelles frontières à l'Allemagne ; ils lui ont enlevé 70.200 kilomètres carrés et 6.400.000 habitants, soit presque le double de l'étendue et de la population de la Suisse. Ensuite, ils ont interdit l'« Anschluss », c'est-à-dire le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Enfin l'Allemagne a perdu toutes ses colonies, tous ses établissements d'outre-mer : plus de 2 millions et demi de kilomètres carrés, plus de 13 millions d'habitants.

Les clauses territoriales du traité de Versailles ont causé une profonde blessure au cœur de tous les Allemands. Elles sont le signe matériel de la défaite. Les Allemands ne veulent pas les accepter. Par amour propre national, parce qu'elles choquent leur foi patriotique, *a priori*, ils les trouvent injustes. Pour expliquer ce sentiment prime-sautier, cette conviction intime, ils ont ensuite bâti toute une suite de longues explications. Ils ont relevé méticuleusement toutes les erreurs du traité de Versailles, qui, comme toute œuvre humaine et peut-être plus que toute autre, est loin d'être parfaite. Ils prétendent que les Puissances alliées ont trompé l'Allemagne et le Monde, qu'elles n'ont pas tenu les promesses qu'elles avaient faites pendant la guerre. Elles avaient promis de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elles l'ont respecté quand il était défavorable à l'Allemagne, elles n'en ont pas tenu compte quand il lui était favorable. Injustice flagrante concluent-ils : ils y a eu un droit pour les vainqueurs et un autre pour les vaincus.

Nous nous heurtons donc toujours à la même thèse : les Allemands réclament l'égalité des droits, ils veulent être traités sur un pied de parfaite égalité avec les vainqueurs, ils veulent posséder les mêmes droits et les mêmes obligations que les autres Puissances.

En conséquence, l'opinion publique allemande demande la révision des clauses territoriales du traité de Versailles. Ses buts essentiels sont la modification des frontières orientales de l'Allemagne, le retrait du veto que les Alliés ont opposé à l'union de l'Autriche à l'Allemagne, la restitution au Reich des colonies qui lui ont été enlevées en 1919. Dans leurs tendances révisionnistes, les Allemands sont appuyés par les Hongrois, les Bulgares et aussi par les Autrichiens, qui se plaignent également des traités de 1919 et trouvent qu'ils ont été trop sévères pour eux. Ils sont également encouragés par les Italiens, qui ne sont pas satisfaits de ce qu'ils ont obtenu. Au contraire, ils se heurtent à l'opposition de la Belgique, de la France, de la Pologne et de la Petite Entente, qui représentent l'élément conservateur et sont opposés à tout changement dans la carte de l'Europe, telle qu'elle a été établie en 1919.

Qui a raison ? Les revendications allemandes sont-elles justifiées ? Pour pouvoir s'en rendre compte, il faut les examiner de près ; il faut peser les arguments de l'Allemagne et ceux des ses adversaires, il faut les peser à propos de chaque revendication allemande :

1° à propos des territoires enlevés à l'Allemagne par le traité de Versailles ;

2° à propos de la question de l' « Anschluss », du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne ;

3° enfin à propos des colonies que l'Allemagne a perdues en 1919.

CHAPITRE PREMIER

L'OPINION ALLEMANDE ET LES NOUVELLES FRONTIÈRES DU REICH

Avant-guerre, l'Empire allemand ne comprenait pas que des Allemands ; il englobait une foule d'autres éléments : Latins, Danois et surtout des Slaves, particulièrement des Polonais, qui n'étaient sujets allemands que par la force. La Prusse ne s'était agrandie et l'unité allemande ne s'était achevée qu'en violant le droit imprescriptible des peuples à disposer d'eux-mêmes.

A l'Est, d'immenses territoires étaient peuplés de Polonais : Prusse polonaise, Posnanie, une partie de la Haute-Silésie. La Silésie, prise par Frédéric II sur Marie-Thérèse, appartenait à la Prusse depuis 1742 et aux Habsbourg depuis plusieurs siècles. Quant à la Prusse polonaise et à la Posnanie, elles étaient le fruit d'un acte de brigandage unique dans l'histoire du Monde : le partage de la Pologne effectué en trois fois, en 1772, 1793 et 1795. Les Allemands firent des efforts inouïs pour germaniser les Polonais et les assimiler. Pour ne nous en tenir qu'à une époque récente, ils n'ont pas seulement tenté de supprimer dans les écoles primaires l'usage de la langue polonaise, ils ont encore essayé de « coloniser » la Pologne : une loi de 1886 permit à l'Etat prussien d'acheter de grandes propriétés polonaises et de les revendre par parcelles ; au début, les Polonais furent admis à se rendre acquéreurs, mais les lois de 1908 et de 1912 n'autorisèrent la vente qu'à

des Allemands. Mais les résultats n'ont pas été proportionnés aux efforts et les progrès du germanisme ont été sans importance.

Au Nord le duché de Schleswig, conquis par la Prusse, en même temps que le Lauenbourg et le Holstein, grâce à une guerre contre le Danemark (1864), puis à une autre contre l'Autriche (1866), était de population mixte, mi-partie allemande, mi-partie danoise.

A l'Ouest, la Prusse s'était emparée en 1815 des cercles d'Eupen et de Malmédy, de langue et de population françaises. Surtout l'Allemagne avait annexé en 1871 la plus grande partie de l'Alsace et de la Lorraine, contre la volonté solennellement exprimée de ses habitants. Le 17 février 1871, les députés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle et de la Meurthe, avaient lu à l'Assemblée de Bordeaux la déclaration suivante¹ : « Nous prenons nos concitoyens de France, les Gouvernements et les peuples du Monde entier à témoin que nous tenons d'avance pour nuls et nonavenus tous actes et traités, vote ou plébiscite, qui consentiraient abandon, en faveur de l'étranger, de tout ou de partie de nos provinces de l'Alsace et de la Lorraine. Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens-Lorrains de rester membres de la nation française, et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement et par toutes les voies, envers et contre tous usurpateurs ». Le 1^{er} mars, après la ratification des préliminaires de paix, ils firent entendre une suprême protestation² : « Pour rester Français, nous avons fait tous les sacrifices et nous sommes prêts à les faire encore. Nous voulons être Français et nous resterons Français, et il n'y a pas de puissance au Monde, il n'y a pas de signature, ni de l'Assemblée, ni de la Prusse, qui puisse nous empêcher de rester Français ». La paix signée, 158.000 Alsaciens-Lorrains, le dixième de la population

1. Malet, Grillet et Isaac : *Histoire contemporaine* (1815-1920), p. 547.

2. *Idem*.

émigrèrent en France. Malgré les persécutions, l'interdiction de la langue française, la suppression des journaux rédigés en français, les amendes, les emprisonnements même, les Allemands n'ont pas réussi à assimiler la population de l'Alsace-Lorraine.

Telle était la situation avant la guerre. Elle comportait donc maintes injustices, que les Alliés voulurent réparer après la guerre. Ils considéraient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme le fondement du nouvel ordre international. Ils s'efforcèrent de réaliser ce principe de la Conférence de la Paix. Le problème n'était pas aussi facile qu'il le paraît au premier abord. En effet, les diverses nationalités ne sont pas juxtaposées de telle manière qu'il soit toujours possible de les départager suivant des lignes nettement reconnaissables ; elles s'enchevêtrent souvent d'une façon inextricable. De plus, il n'était guère possible de faire abstraction de certaines nécessités d'ordre géographique ou économique, qui se trouvaient parfois en opposition avec les aspirations nationales de certaines populations. La détermination des nouvelles frontières de l'Allemagne s'avérait donc comme une opération délicate.

A la France¹, l'Allemagne restitua les territoires qu'elle avait annexés en 1871 en vertu du traité de Francfort, c'est-à-dire l'Alsace-Lorraine. Ce ne sont pas des territoires enlevés à l'Allemagne, ce sont des territoires restitués, dont elle s'était emparée contrairement au vœu des populations. En conséquence, il n'y eut pas de plébiscite. Ce fut une faute ; un plébiscite aurait donné une majorité écrasante à la France et aurait incité la propagande germanique à plus de réserve.

La France recouvrait donc sa frontière antérieure à la guerre franco-allemande de 1870-1871. Elle aurait souhaité rentrer en possession de sa frontière de 1814² ; elle aurait désiré voir réparer le tort que la Prusse lui avait fait en 1815 en lui prenant Landau, Sarrelouis et

1. Traité de Versailles, art. 27, 51 à 79 et annexes.

2. Émile Bourgeois : *Manuel historique de politique étrangère*, t. IV, *La politique mondiale* (1878-1919), Belin, Paris, 1932, 3^e édit., p. 744.

la vallée de la Sarre. Mais ce vœu semblait aux autres Puissances une menace de conquête et il ne fut pas exaucé. On n'a pas à le regretter. Une telle annexion se serait faite contre la volonté certaine des populations et aurait créé à la France un problème minoritaire.

La Belgique¹ a acquis, après plébiscite, les territoires d'Eupen et de Malmédy, qu'un siècle de domination prussienne n'avait pas réussi à germaniser. Elle reçut aussi le territoire de Moresnet, dont les traités de Vienne avaient omis de régler la situation entre les Pays-Bas et la Prusse. La Belgique désirait d'avantage² et convoitait les territoires que la Prusse avait acquis en 1815 et qui appartenaient autrefois aux Pays-Bas catholiques, c'est-à-dire une très faible portion de la région comprise entre Trèves, Coblenze et Aix-la-Chapelle.

Au Nord, l'Allemagne perdit environ la moitié du Schleswig³, qui revint au Danemark à la suite d'un plébiscite. Le Sud du Schleswig, incontestablement allemand, est demeuré au Reich. Le Nord, en grande majorité danois, est retourné au Danemark. Il n'y avait de difficultés que pour la zone centrale, où les Allemands étaient en majorité dans les villes et les Danois à la campagne. Le plébiscite eut lieu par commune et l'Allemagne eut la majorité, en particulier dans la capitale, Flensburg, qu'elle avait germanisée.

C'est à l'Est que furent opérées les plus grandes transformations territoriales. L'honneur des traités de 1919 est d'avoir reconstitué une Pologne indépendante⁴. La Pologne fut restaurée dans ses limites de 1772, moins la ville et le port de Dantzig. En outre, un certain nombre de territoires furent soumis à un plébiscite : la Haute-Silésie⁵ et la partie méridionale de la

1. Traité de Versailles, art. 27, 32 à 37.

2. Émile Bourgeois, *id.*, p. 745.

3. Traité de Versailles, art. 189 à 114.

4. Treizième point de Wilson : reconstitution d'une Pologne indépendante comprenant les territoires habités par des peuples polonais ; garantie pour la Pologne d'un libre accès à la mer.

Traité de Versailles, art. 27, 87-93.

5. Traité de Versailles, art. 88 et annexe.

Prusse Orientale¹. En Haute-Silésie, le plébiscite s'est effectué au milieu de troubles très graves ; une partie de cette province, avec Lublinitz, Tarnow, Kattowitz, Königshausen et Pless, revint à la Pologne. En Prusse orientale, dans les districts de Marienwerder et d'Allenstein, le plébiscite donna une forte majorité à l'Allemagne, bien que ces régions soient habitées par des populations d'origine slave, les Mazures.

À l'Est encore, les Allemands durent céder à la Tchécoslovaquie une petite partie de la Haute-Silésie, le cercle de Leobschutz. Enfin, à l'extrémité nord-est de la Prusse orientale, la frontière du Reich fut ramenée au Némén, et le territoire de Memel² finit par échoir à la Lithuanie.

En outre, deux territoires furent détachés de l'Allemagne et soumis à un régime spécial : Dantzig³ et la Sarre⁴. La ville libre de Dantzig faisait autrefois partie de la Pologne. Actuellement sa population est incontestablement allemande. Si on avait appliqué strictement le principe des nationalités, Dantzig aurait dû rester au Reich. Mais on voulait donner un port à la Pologne. Pour combiner le principe des nationalités avec cette nécessité économique, on a élaboré pour Dantzig et un certain territoire autour de la ville un statut spécial : on en a fait une ville libre, sous la protection de la Société des Nations, représentée par un Haut-Commissaire. La Pologne jouit de certains droits sur Dantzig : usage de la Vistule et du port, avec droit d'y effectuer des travaux, contrôle sur les Chemins de fer, droit d'inclure Dantzig dans ses limites douanières, etc... Bref, cette ville libre se trouve dans une situation complexe ; trois autorités s'y exercent et s'y affrontent : celle du Sénat allemand de la ville, celle du Gouvernement polonais et celle de la Société des Nations.

Quant au territoire de la Sarre, il a été soumis à un régime temporaire. En compensation de la destruction

1. Traité de Versailles, art. 94-98.

2. Traité de Versailles, art. 99.

3. Traité de Versailles, art. 100-108.

4. Traité de Versailles, art. 45-50 et annexe.

des mines du Nord, les mines de la Sarre ont été attribuées à la France. Cependant on ne lui a pas accordé le territoire du bassin houiller, en immense majorité peuplé d'Allemands. On a trouvé un compromis : l'administration de la Sarre a été confiée à la Société des Nations, qui la délègue à une Commission de cinq membres. Mais ce statut n'est que temporaire. Au bout de quinze ans, c'est-à-dire en 1935, aura lieu un plébiscite par commune ; la population sarroise aura à se prononcer sur trois alternatives : maintien du régime actuel, union avec la France ou union avec l'Allemagne. Il est fort probable que les Sarrois se prononceront en faveur de l'union avec l'Allemagne, à moins que la situation intérieure du Reich les fasse hésiter et les incite à voter en faveur du maintien du *statu quo*.

Telles sont les principales stipulations territoriales du traité de Versailles. Dans leur ensemble, on ne peut nier qu'elles soient équitables : elles ont séparé du Reich des populations qui ne voulaient pas être allemandes et des territoires dont la Prusse et l'Allemagne s'étaient emparés au mépris du droit.

Cependant les Allemands ne les ont pas acceptées de bon cœur. Ils reprochent aux Alliés de ne pas avoir toujours consulté les populations ou d'avoir faussé le résultat des plébiscites quand ils ont eu lieu. Ils prétendent qu'on a fait jouer le principe des nationalités uniquement à leur détriment et jamais en leur faveur. Ils réclament un traitement identique pour tous les pays, un droit égal pour tous.

A ces arguments, les Alliés répondent qu'il n'y a pas eu de plébiscite dans les territoires où les aspirations des populations ne faisaient aucun doute et que les plébiscites qui ont eu lieu présentent toutes les garanties désirables. Si parfois ils se sont déroulés au milieu de certains troubles, n'est-ce pas souvent les Allemands eux-mêmes qui les ont organisés et en sont responsables ? Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été respecté dans la mesure du possible. Y a-t-il une seule province détachée du Reich qui ait adopté l'attitude

protestataire de l'Alsace-Lorraine en 1871 ? Et les Allemands sont mal venus d'invoquer l'application stricte du principe des nationalités, dont la Prusse et l'Empire allemand ne se sont jamais souciés avant d'être battus.

Mais on ne saurait convaincre les Allemands. Les clauses territoriales du traité de Versailles les ont blessés dans leur amour-propre et dans leur orgueil national. S'ils réclament les territoires qu'ils ont perdus, c'est par sentiment, par patriotisme, c'est parce qu'ils souffrent de voir leur pays plus petit qu'en 1914, de le voir réduit de 70.200 kilomètres carrés et de 6.400.000 habitants. Ils sont indignés que des minorités allemandes soient tombées sous la souveraineté d'autres Etats, en particulier de la Pologne, qu'ils haïssent et méprisent. Ils se figurent volontiers qu'elles sont maltraitées, persécutées, que le « *Deutschtum* », le Germanisme est en danger.

Cependant les Allemands, du moins la plupart d'entre eux, ne réclament pas toutes les provinces qu'ils ont perdues en 1919. A contre-cœur, ils se résignent à accepter les nouvelles frontières à l'Ouest et au Nord. En 1925, par les Accords de Locarno, l'Allemagne a reconnu le *status quo* territorial à l'Ouest. Mais il n'en est pas de même à l'Est. Pas un Allemand à quelque parti qu'il appartienne, n'accepte la perte des provinces orientales. Le capitaine Ehrardt, un des chefs du mouvement nationaliste, n'a-t-il pas déclaré au Club du Faubourg : « Il est hors de doute que tout Allemand, soit-il faciste ou socialiste, est prêt à se battre à tout instant pour reprendre à la Pologne le couloir de la Vistule, et à se battre avec la France également, si la France protège la Pologne »¹.

Officiellement, le Gouvernement allemand n'a pas encore porté ces revendications territoriales dans les négociations internationales. Il estime que le moment opportun n'est pas encore venu. Mais il ne s'est pas

1. Cité par M. James Donnadiou, dans son ouvrage : *Où va l'Autriche*, p. 21.

désintéressé de la question. D'abord il a favorisé une propagande extrêmement puissante en faveur de la révision de la carte de l'Europe. En septembre 1929, il a même entamé avec la France des négociations pour la rétrocession de la Sarre, négociations qui n'ont pas abouti. Dans la réponse du Dr Curtius au projet Briand de fédération européenne (juillet 1931), se trouve un appel non déguisé à la révision des traités¹ : « Aucun pays ne peut sentir plus que l'Allemagne les défauts de la structure de l'Europe, l'Allemagne qui, située au milieu du continent, est touchée plus que quiconque par ces défauts et leurs effets. Aucun pays n'est intéressé à une plus haut degré que le Reich à ce qu'il soit remédié à ces défauts.... Le Gouvernement allemand croit que le but final devrait être d'envisager, dans un esprit de conciliation, une réforme hardie des conditions reconnues intenable et d'amener ainsi une véritable pacification de l'Europe qui ne saurait être basée que sur des principes de justice et d'égalité ». Un mois plus tard, en août 1930, M. Treviranus, ministre des régions anciennement occupées, prononce une série de discours, où il demande la révision de la frontière de l'Est², « cette blessure non guérie au flanc oriental de l'Allemagne » ; « les frontières de l'injustice, dit-il, ne tiennent pas contre le droit des peuples et contre la volonté nationale de vivre » ; et il ajouta que l'Allemagne ne devrait demander la révision des traités que lorsqu'elle serait en mesure de l'« appuyer jusqu'au bout ». En novembre 1930, le Dr Curtius déclare au Reichstag³ : « N'est-ce pas une chose notoire dans le Monde entier que le peuple allemand considère comme impossible d'admettre la situation actuelle, particulièrement à l'Est ? ». On pourrait multiplier les citations de ce genre, elles sont innombrables.

Il se produira certainement un fait nouveau d'ici quelque temps. Quand la question de l'égalité des arme-

1. Cité par M. James Donnadieu dans son ouvrage : *Où va l'Autriche*, p. 11.

2. *Idem*, p. 11

3. *Idem*, p. 14-15.

ments sera définitivement réglée, quand l'Allemagne disposera d'une force qui puisse constituer un facteur « crainte » assez puissant, le Gouvernement allemand demandera la révision des clauses territoriales du traité de Versailles, du moins de certaines ; il demandera surtout la révision de sa frontière orientale. Il ne sera pas seul, il sera appuyé par la Hongrie, surtout par l'Italie. Les pays à tendances révisionnistes, la coalition des Etats facistes, demanderont une modification de toute la carte de l'Europe.

A cause de l'importance des revendications allemandes, surtout à cause de l'importance qu'elles vont prendre incessamment, il est nécessaire de les examiner de près, de les étudier à propos de chaque territoire que l'Allemagne a perdu en 1919. Dans ces conditions, se posent une série de questions, qui seront bientôt des questions d'actualité :

- 1° La question du « Corridor » polonais ;
- 2° La question de la Posnanie ;
- 3° La question de la Haute-Silésie ;
- 4° La question de Dantzig ;
- 5° La question de Memel ;
- 6° La question de la Sarre ;
- 7° La question de l'Alsace-Lorraine, d'Eupen et de Malmédy, du Schleswig.

I

La question du « Corridor » polonais¹

Au nord, la Pologne a recouvré ses frontières d'avant 1772. Avant 1772, elle séparait déjà le Brandebourg

1. Sur l'épineuse question du « Corridor » polonais, il existe une bibliographie abondante :

Curtius (Julius) : der polnische Korridor. *Europäische Gespräche*, Januar-Februar 1933, n. 1/2, pp. 9 à 27.

Fürst : *Der Widersinn des polnischen Korridors*, Berlin, 1926.

Gourmielle (Jean) : *Le problème de la Basse Vistule*, Dantzig et le Korridor, Librairie universitaire d'Alsace, Strasbourg, 1931.

Hoeltzsch (Otto) : les relations germano-polonaises », *L'Esprit international*, octobre 1930, pp. 491 à 505.

Martel (René) : *Les frontières orientales de l'Allemagne*, Marcel Rivière, Paris, 1930.

Nadeau (Ludovic) : le Corridor polonais ou le casse-tête européen, dans son

du royaume de Prusse. Aujourd'hui elle sépare la Prusse Orientale du reste de l'Allemagne. Cette rupture de l'Allemagne en deux tronçons, de très inégale importance il est vrai, constitue le grave problème du « Corridor » polonais. Les Allemands estiment cette situation insupportable, ils réclament la suppression du « Corridor » ils réclament le retour de ce territoire à l'Allemagne.

En faveur de leur revendication, ils invoquent d'abord le principe des nationalités¹. Le « Corridor », disent-ils a été donné à la Pologne sans plébiscite, et il n'est pas certain qu'un plébiscite aurait été défavorable à l'Allemagne. En 1919, il y avait de nombreux Allemands dans le « Corridor » et ils étaient en majorité autour de Kolmar, Nackel, Bromberg, Thorn, Kulm, et Konitz². D'autre part, le Nord est bien habité par une population slave, les Kachoubes³, mais les Kachoubes ne sont pas des Polonais. Ce sont sans doute des parents des vieilles populations slaves, qui peuplaient jadis les territoires à l'est de l'Elbe et dont les derniers descendants vivent aujourd'hui dans les marais du Spreewald. On ne peut pas assurer que les Kachoubes auraient voté pour la Pologne; lors du plébiscite dans les dis-

livre : *En écoutant parler les Allemands*, pp. 151 à 178, Flammarion, Paris, 1925.

Ormesson (Wladimir d') : à propos du Corridor de Dantzig : une opinion française : *L'Esprit international*, avril 1931, pp. 212 à 225.

Raphaël (Gaston) : *Allemagne et Pologne*, Delagrave, Paris, 1932.

Smogorzewski (Casimir) : *La Pologne, l'Allemagne et le Corridor*, Gebethner et Wolff, Paris, 1929.

Smogorzewski (Casimir) : *La Poméranie polonaise*, Gebethner et Wolff, Paris, 1932.

Smogorzewski (Casimir) : les conditions de l'apaisement germano-polonais. *L'Esprit international*, juillet 1930, pp. 402 à 428.

1. Remarques de la délégation allemande sur les conditions de paix : *Prusse occidentale. La Paix de Versailles*, Textes, les éditions internationales, Paris 1929 p. 146.

2. Il n'y a rien de plus âpre que la discussion sur les chiffres entre Allemands et Polonais. Les Allemands soutiennent qu'ils ont la majorité dans le Corridor (dans ce sens, remarques de la délégation allemande sur les conditions de paix). Les Polonais soutiennent naturellement le contraire. Il semble qu'ils ont raison (voir dans ce sens Smogorzewski, la *Poméranie polonaise* : p. 121 se trouve une carte expressive sur les élections du Reichstag en Pologne prussienne en 1907).

3. Sur les Kachoubes, voir : Gourmelle : *Le problème de la Basse Vistule*, pp. 18 à 22 ; — Martel : *Les frontières orientales de l'Allemagne*, pp. 139 et ss. ; — Smogorzewski : la *Poméranie polonaise*, pp. 129 à 137.

tricts d'Allenstein et de Marienwerder, les Mazures, autre population slave, ont bien voté pour l'Allemagne.

En second lieu, disent les Allemands, l'existence du « Corridor » constitue une gêne économique considérable pour le Reich. Bien que le traité de Versailles garantisse la liberté du transit pour le trafic entre l'Allemagne et la Prusse orientale, les communications sont difficiles, la Prusse orientale est en fait isolée. D'autre part, la rive droite de la Vistule est polonaise. Le traité de Versailles garantit bien à la Prusse orientale un accès à la Vistule. Les Polonais l'ont respecté à la lettre et ils ont accordé à la Prusse orientale un accès de quatre mètres sur le fleuve, à Kurzebrack¹. De plus, la Vistule, mal entretenue, s'ensable et devient impropre à la navigation; elle est même devenue une constante menace d'inondation pour certains territoires prussiens². Que les Polonais renoncent au « Corridor » et à l'accès de la Pologne à la mer, l'Allemagne leur accordera de nombreuses facilités dans ses ports, comme elle en a consenti à la Tchéco-Slovaquie.

En troisième lieu, l'existence du « Corridor » constitue une absurdité politique. Jamais une personne raisonnable n'aurait eu l'idée de couper un Etat en deux tronçons, séparés par une Puissance étrangère. Que diraient les Français si on séparait la Flandre du reste de leur pays ?

En quatrième lieu enfin, les Allemands prétendent que le « Corridor » ne présente aucune utilité militaire pour les Polonais. En cas de conflit, l'Allemagne, l'attaquant sur ses deux flancs, l'occuperait facilement.

Tels sont, sommairement résumés, les arguments allemands. Naturellement les Polonais répondent à tous. D'abord, disent-ils, aux Allemands, un plébiscite ne vous aurait pas donné la victoire. Les Polonais sont plus nombreux que les Allemands, la preuve c'est que le « Corridor » envoie à la Diète de Varsovie beaucoup

1. Martel : *Les frontières orientales de l'Allemagne*, pp. 61 et 62.

2. *Idem*.

plus de députés polonais que de députés allemands. Quant aux Kachoubes, avant 1914 ils ont toujours élu des députés polonais au Reichstag. Enfin des Allemands sont des envahisseurs, qui se sont implantés de force dans un pays que la Prusse avait volé.

Le « Corridor » constitue-t-il une gêne économique grave pour l'Allemagne ? Non répliquent les Polonais, qui assurent tout faire pour faciliter le transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne. Et ils ajoutent qu'ils éprouveraient une gêne beaucoup plus grave s'ils n'avaient pas un accès à la mer, car il n'est pas du tout certain que les Allemands leur offriraient des commodités spéciales dans leurs ports. S'ils en ont offert à la Tchécoslovaquie, c'est pour attirer son trafic, qui pourrait tout aussi bien être détourné d'un autre côté, par exemple vers l'Adriatique. La Pologne devrait forcément avoir recours à l'Allemagne. Dans l'absence de toute concurrence les Allemands ne seraient-ils pas portés à tout faire pour nuire à l'économie polonaise ?

Quant aux prétendues nécessités politiques, les Polonais disent qu'elles ne sont pas suffisantes pour omettre de prendre en considération le vœu des populations. Et n'est-ce pas au nom de ces nécessités politiques que la Prusse a commis le crime de détruire la Pologne, d'accord avec la Russie et l'Autriche ? Ce déplorable exemple suffit à en souligner la valeur morale.

Enfin, ils rejettent l'argument militaire des Allemands. Dans ces conditions, disent-ils, il faudrait abandonner tout territoire qui est difficile à défendre. C'est une absurdité.

Tels sont les arguments des deux parties. Il s'équivalent à peu près, avec un léger avantage pour les Polonais cependant. La majorité de la population du « Corridor » est en effet incontestablement polonaise et il s'agit d'un territoire que la Prusse avait volé et essayé de germaniser par tous les moyens. Au nord, toutefois, les Kachoubes, qui ne sont pas Allemands, n'ont pas l'air extrêmement contents de l'administra-

tion polonaise ; il semble qu'ils auraient désiré une certaine autonomie.

Allemands et Polonais restent sur leurs positions et sont aussi entêtés les uns que les autres. Les Allemands haïssent et méprisent les Polonais, qu'ils accusent de posséder tous les défauts et tous les vices. Les Polonais le leur rendent bien, avec juste raison d'ailleurs, car ils ont encore présents à la mémoire tous les mauvais traitements et toutes les vexations que les Allemands leur ont faits subir. Cette opinion réciproque que les deux parties ont l'une de l'autre n'est pas de nature à arranger les choses. Pour résoudre un problème aussi délicat entre deux nations, il faudrait de part et d'autre beaucoup de modération et surtout la volonté de vouloir se mettre d'accord. Rien de tel n'existe et il ne faut pas songer à un avenir meilleur. Au contraire, on peut craindre le pire. Sous peu, les Allemands vont revendiquer officiellement le « Corridor ». Qui sait même s'ils ne vont pas se laisser entraîner à suivre l'exemple que les Polonais eux-mêmes leur ont donné à Wilna ? Qu'arriverait-il si demain des bandes armées, avec ou sans l'assentiment officiel de Berlin, envahissaient le « Corridor » ?

Pourtant, n'y aurait-il pas moyen de concilier les prétentions de la Pologne et de l'Allemagne ? La Pologne veut un accès à la mer. L'Allemagne veut réunir la Prusse orientale au reste du Reich. Au nord du « Corridor » habite une population qui n'est ni polonaise, ni allemande, les Kachoubes. Dans ces conditions, ne pourrait-on pas donner satisfaction aux deux parties en instituant un condominium polono-allemand ? Le condominium s'exercerait sur la région qui va de la mer, jusqu'à Dirschau, c'est-à-dire essentiellement sur le pays des Kachoubes. Les Polonais ne perdraient pas grand'chose : un territoire d'environ 50 kilomètres de large et de moins de 100 kilomètres de long. Encore pourrait-on concevoir que la côte, avec le port de Gdynia, resterait entièrement soumise à la souveraineté polonaise. Et l'Allemagne n'acquerrait aucun terri-

toire polonais, on lui rendrait seulement Dantzig. Le Polonais et les produits polonais, les Allemands et les produits allemands auraient libre passage. Les Kachoubes recevraient une certaine autonomie, ce qui ne serait pas pour leur déplaire, ils pourraient s'administrer librement, sous la haute surveillance par exemple d'un commissaire allemand, d'un commissaire polonais et d'un commissaire désigné par la Société des Nations.

D'autre part, on devrait aussi effectuer une petite rectification de frontière, qui ne gênerait pas beaucoup la Pologne. De Weissenberg à Voltz, sur une longueur de 80 kilomètres, la frontière polonaise se trouve sur la rive droite de la Vistule. Sur la rive droite de la Vistule il y a un territoire polonais de 80 kilomètres de long et de quelques mètres de large, hérissé de fils de fer barbelés. Les Polonais ont respecté la lettre du traité de Versailles et ont généreusement accordé à la Prusse orientale un accès de quatre mètres à la Vistule. Il serait plus logique de reporter la frontière au *thalweg* du fleuve. La Pologne ne perdrait rien en fait et la Prusse orientale gagnerait le libre accès à la Vistule.

Enfin, depuis la guerre, le cours inférieur de la Vistule est mal entretenu ou plutôt il ne l'est pas du tout. Des bancs de sable se forment dans le lit du fleuve, qui devient impropre à la navigation. Une mesure s'impose, mesure qui a déjà été appliquée à plusieurs fleuves : l'internationalisation de la Vistule, au moins d'une partie de son cours, qui serait placée sous la haute direction d'une commission polono-allemande.

Telles sont les solutions logiques et équitables qui s'imposent dans le « Corridor ». Il faut reconnaître qu'elles n'ont actuellement aucune chance d'être acceptées, les passions polonaises et surtout les passions allemandes sont trop ardentes pour se calmer à la voix de la raison et de la justice.

II

La question de Posnanie

Les Allemands, du moins un nombre sans cesse croissant, réclament la Posnanie. Ils invoquent qu'ils l'ont colonisée, qu'ils y ont développé l'agriculture, le commerce et l'industrie, qu'elle a été mise en œuvre par le « labeur allemand ». Ils disent qu'elle leur est nécessaire économiquement, pour leur approvisionnement en produits agricoles¹. De telles prétentions sont inadmissibles. La Posnanie est incontestablement peuplée par une immense majorité de Polonais, qui ne veulent à aucun prix redevenir Allemands. Puisque les Allemands réclament le « Gleiches Recht für Alle », qu'ils l'appliquent à la Pologne et respectent les justes aspirations des populations polonaises.

III

La question de la Haute-Silésie²

Beaucoup plus complexe est la question de la Haute-Silésie ; elle est aussi délicate que celle du « Corridor ». On sait qu'après la guerre un plébiscite a donné une partie de la Haute-Silésie à la Pologne. Les Allemands ne se sont jamais résignés à la perte de ce territoire, qui est très riche, qui possède d'immenses mines de charbon et une puissante industrie. Ils nient la sincérité du plébiscite, qui s'est effectué au milieu de troubles incessants, au milieu d'une véritable guerre civile. Ils disent

1. Deutschlands Aufgabe in Europa. *Der Stahlhelm*, 19 Februar 1933
Dans cet article, il est dit que les territoires qui sont indispensables à l'Allemagne pour « l'assurance de ses approvisionnements et la sécurité de ses frontières » doivent faire retour au Reich.

2. *Ancel (Jacques)* : Allemagne et Pologne : la question de la Haute-Silésie. *L'Année politique française et étrangère*, décembre 1931, pp. 462-474.

Gnoth : die Entwicklung der oberschlesisch-polnischen Frage seit dem Friedensvertrag von Versailles, Würzburg, 1932.

Spotanski : la question de la Haute-Silésie à la Conférence de la Paix, Varsovie, 1922.

que c'est une absurdité économique que d'avoir partagé entre deux pays une région industrielle et minière suivant une ligne arbitraire.

Les Polonais invoquent le plébiscite, qui leur a donné la majorité dans les territoires que l'Allemagne a dû leur céder. Ils font remarquer avec raison que plusieurs siècles de domination germanique n'ont pas réussi à faire perdre à la population haute-silésienne son caractère slave. Ils ajoutent enfin que ce n'est pas l'Allemagne qui devrait se plaindre de la situation actuelle, mais la Pologne, car il reste encore beaucoup de Polonais dans la Haute-Silésie allemande.

Que valent tous ces arguments ? La Haute-Silésie est une région où Allemands et Polonais sont intimement mêlés et où il est impossible de tracer une frontière « suivant des lignes de nationalités clairement reconnaissables ». D'une façon générale, les Allemands sont en majorité dans les villes, les Polonais dans les campagnes. Il existe enfin une population spéciale, presque intermédiaire, des Slaves germanisés, que les Allemands appellent les « Wasserpölen¹ » ; ils ont une langue spéciale, le « wasserpölnisch », qui est un mélange de polonais et d'allemand.

Tracer une frontière dans une telle région est extrêmement difficile. Il doit forcément rester des minorités² nationales à la fois d'un côté et de l'autre, et aussi des mécontentements. Il y a eu des troubles lors du plébiscite. Les Allemands doivent reconnaître que les Polonais ne sont pas les seuls responsables et qu'eux-mêmes y ont pris une part active. Ils doivent respecter le vœu des populations solennellement exprimé dans un plébiscite. La Haute-Silésie polonaise envoie à la Diète de Varsovie environ 40 % de députés allemands et 60 % de députés polonais. Serait-il plus équitable de donner la Haute-Silésie polonaise à l'Allemagne ? Serait-il

1. Sur les « Wasserpölen », voir Martel : *Les frontières orientales de l'Allemagne*, pp. 141 et ss.

2. Sur le problème minoritaire en Haute-Silésie : Warderholt : *das Minderheitenrecht in Oberschlesien*, Brucknerverlag, Berlin, 1930.

juste qu'une minorité, même aussi forte, l'emporte sur la majorité ? Evidemment non. La justice plaide en faveur du maintien du statu quo territorial.

IV

La question de Dantzig¹

A l'embouchure de la Vistule, Dantzig a été érigée en ville libre, pour donner un port à la Pologne. Les circonstances actuelles ne sont plus celles de 1919. Les Polonais ont maintenant un port national à Gdynia. Sans le moindre danger économique pour la Pologne, on peut donc appliquer le principe des nationalités et rendre Dantzig et sa population allemande au Reich. On est forcé de reconnaître que les Polonais ont commis des abus à Dantzig: l'établissement d'un dépôt de munitions polonais dans la presqu'île de la Westerplatte constitue à la fois une provocation et un danger pour la ville. La situation actuelle devient intenable, le Sénat allemand de Dantzig est de plus en plus en conflit avec le Gouvernement polonais. Essayer de la perpétuer est une atteinte au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Et ce serait peut être aussi un danger. Les Allemands ne seraient-ils pas tentés d'imiter le raid de l'Annunzio sur Fiume, qui était beaucoup moins italienne que Dantzig n'est allemande ?

1. Chlaver : la question de Dantzig, *Revue de Droit international*, 1928, pp. 1139 à 1157.

Gourmelle (Jean) : *Le problème de la Basse-Vistule, Dantzig et le Corridor*. Librairie universitaire d'Alsace, Strasbourg, 1931.

Lannoy (Ch. de) : le règlement de la question de Dantzig, *Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1921, pp. 436 à 455.

Lewinsky (Dr Hermann) und Wagner (Dr Richard) : *Dantziger Staats- und Völkerrecht*. Georg Stilke, Berlin, 1921.

Makowski : *La situation juridique du territoire de la ville libre de Dantzig*, Boddard, Paris, 1925.

Marlet (René) : *Les frontières orientales de l'Allemagne*, Marcel Rivière Paris, 1930.

V

La question de Memel¹

Au nord-est de la Prusse orientale, sur la rive droite du Niémen, les Allemands ont perdu le territoire de Memel, qui appartient maintenant à la Lithuanie, contre la volonté manifeste de sa population². Mais les aspirations de Memel sont-elles aussi nettement allemandes que les Allemands le prétendent ? On peut en douter. La justice réclame qu'on tienne compte de la volonté de la population. Pour cela, il faudrait la consulter, il faudrait organiser un plébiscite, qui porterait par exemple sur trois alternatives : maintien de l'union à la Lithuanie, union avec l'Allemagne, érection en ville libre avec une situation à peu près semblable à celle de Dantzig.

VI

La question de la Sarre³

Le traité de paix a organisé pour le territoire de la Sarre un régime temporaire. En 1935 aura lieu une consultation populaire par commune et par district sur trois alternatives : maintien du régime actuel, union à la France ou à l'Allemagne. Il est fort probable que la majorité de la population sarroise, qui est incontestablement allemande, votera en faveur de l'union avec l'Allemagne. Pour que le contraire se produisît, il faudrait que le Gouvernement du Reich se laisse aller à commet-

1. Blociszewski : l'affaire de Memel : la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 18 fév. 1923, *Revue générale de Droit international public*, 1923, pp. 143-162.

Héliard (Madeleine) : *Le statut international du territoire de Memel*, Grande Imprimerie de Troyes, thèse Paris 1932.

2. Les statistiques allemandes de 1912, basées sur la langue, donnent 66.719 allemands et 71.818 non-Allemands pour le territoire de Memel. La ville elle-même est en majorité allemande. Pourtant, dans tout le territoire, la majorité de la population est hostile à la Lithuanie. Le territoire de Memel est lithuanien depuis 1924. L'art. 99 du Traité de Versailles l'avait cédé aux principales Puissances alliées et associées.

3. Donnadieu (James) : *La Sarre*. —

Les cahiers des droits de l'homme : numéro spécial du 20 sept. 1929 consacré au problème de la Sarre.

tre de graves excès, qui seraient de nature à inquiéter les Sarrois.

Les Allemands peuvent donc être tranquilles de ce côté : dans deux ans, ils auront recouvert la totalité, ou tout au moins la plus grande partie, du territoire de la Sarre. Mais ils n'ont pas la patience d'attendre, et en septembre 1929, le Gouvernement allemand a entamé avec le Gouvernement français des négociations pour la rétrocession de la Sarre. Le Gouvernement français n'y était pas hostile, mais il réclamait en échange quelques compensations d'ordre économique.

Suivant la méthode qui leur est chère, les Allemands voulaient tout prendre et ne rien donner. Dans ces conditions, les négociations furent rompues.

VII

L'opinion allemande et les territoires perdus par l'Allemagne à l'Ouest¹ et au Nord

Les Allemands paraissent à peu près résignés à la perte de la partie nord du Schleswig. Il semble qu'il en soit de même pour l'Alsace-Lorraine, Eupen et Malmédy², bien que les manifestations en faveur du retour d'Eupen et de Malmédy à l'Allemagne soient encore assez nombreuses. En tout cas, le Gouvernement allemand, par les accords de Locarno, a librement reconnu les nouvelles frontières de l'Ouest, tandis qu'il s'est toujours refusé à signer un Locarno de l'Est.

Cependant, ils luttent en faveur du « Deutschtum », du germanisme dans ces régions. Ils réclament une « autonomie culturelle » en faveur des Alsaciens-Lorrains³, ils demandent qu'on respecte la langue alle-

1. Par les accords de Locarno (octobre 1925), l'Allemagne garantit le statu quo sur sa frontière ouest. Les Allemands font cependant remarquer que, si ils ont renoncé à reprendre par les armes les territoires qu'ils ont perdus en 1919, ils entendent se réserver la possibilité de recourir à tout autre moyen (propagande, etc...)

2. Les Allemands ont toujours protesté véhémentement contre la perte d'Eupen et de Malmédy. Cependant, vu l'exigüité du territoire, il semble qu'ils finiront par s'y résoudre.

3. « ... in Elsass-Lothringen dem deutsch-kulturellen Element die Bahn freizugeben », *Der Stahlhelm : Deutschlands Aufgabe in Europa*, 19 Februar 1933.

mande. On peut répondre aux Allemands que les libertés des Alsaciens-Lorrains n'ont jamais été autant respectées que maintenant et que l'allemand est enseigné dans les écoles primaires d'Alsace. De plus, il est permis de faire remarquer aux Allemands qu'ils ont la mémoire courte. Qu'ont-ils fait, eux, en Alsace-Lorraine ? Ne se rappellent-ils plus qu'ils ont interdit l'enseignement du français aux enfants, qu'ils ont supprimé les journaux rédigés en français, qu'ils ont interdit l'emploi de la langue française même sur les enseignes, qu'ils ont poursuivi et emprisonné des centaines d'Alsaciens-Lorrains ? Ne se rappellent-ils plus qu'il était défendu à tout Français de pénétrer en Alsace-Lorraine, à moins d'être muni d'un passeport spécial délivré par le gouvernement allemand ? De tels souvenirs devraient inciter les Allemands à un peu plus de modestie et de retenue.

Il en est de même pour la question des minorités. Les Allemands demandent sans cesse de nouveaux droits pour elles. A ce sujet, ils sont presque constamment en litige avec la Pologne. Pourtant, les minorités sont actuellement protégées, elles jouissent d'un statut spécial ; l'égalité civile et politique, la liberté de langue d'enseignement leur sont garanties. L'Allemagne est mal qualifiée pour prendre leur défense, car avant-guerre il n'y eut pas de pays aussi dur et aussi injuste pour ses minorités.

Les Allemands ne sauraient donc se plaindre que les provinces qu'ils ont perdues leur ont été enlevées en violation du droit et contrairement au vœu des populations. D'une façon générale, les auteurs du traité de Versailles ont fait une œuvre de justice. Ceci ne veut pas dire qu'ils n'aient pas commis quelques erreurs. Leur tâche était trop vaste pour qu'ils puissent l'accomplir d'une façon parfaite. Mais ces erreurs sont minimes, il serait facile de les réparer.

Que les Allemands se rassurent ! Ils ont été traités sur un pied de parfaite égalité, on pourrait même dire avec indulgence. Les dirigeants allemands et prussiens n'ont jamais tenu compte du droit des peuples à disposer

d'eux-mêmes. Ils ne l'ont même pas pris en considération quand ils ont conclu le traité de Brest-Litovsk avec les Russes en 1918. Vainqueurs, ils l'ont sans cesse méconnu et violé. Vaincus, il leur a été appliqué. Il leur a été appliqué, même dans les territoires que la Prusse avait volé contrairement aux principes les plus élémentaires du droit et de la morale et qu'elle avait eu le temps de germaniser. Les Allemands ont ce défaut de croire qu'ils possèdent tous les droits et leurs adversaires aucun.

CHAPITRE II

LE PROBLÈME DE L' ANSCHLUSS¹

Depuis la fin de la guerre, la question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne est à l'ordre du jour. De temps en temps, elle s'enfle jusqu'à occuper le premier plan de l'actualité mondiale, puis elle paraît s'effacer. Dans ses spasmes comme dans ses périodes de calme, elle retient constamment l'attention des Gouvernements. Elle constitue l'un des problèmes les plus graves et les plus délicats de l'après-guerre.

Les Allemands ont-ils raison de prétendre qu'en 1919 les Alliés ont employé deux poids et deux mesures qu'ils ont respecté le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes quand il était défavorable à l'Allemagne et qu'ils l'ont méconnu qu'il lui était favorable ? L'opinion

1. A côté de la question de l'« Anschluss », certains Allemands posent aussi la question de la Bohême. Les pourtours de la Bohême, Böhmerwald, Erzgebirge, Sudètes, sont habités par une population en majorité germanique, dont certains ultra-nationalistes allemands réclament l'union au Reich. Mais, il s'agit là de l'opinion d'une minorité ; la plupart des Allemands se contentent de demander une autonomie très large pour les éléments germaniques. Il convient de remarquer qu'il n'y a pas d'État plus libéral pour les minorités nationales vivant sur son territoire que la Tchéco-Slovaquie.

Bibliographie sur l'Anschluss :

Auerbach (Bertrand) : *Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne*, Berger-Levrault, Paris, 1927.

Donnadieu (James) : *Où va l'Autriche ?* Taillandier, Paris, 1932.

Headlam-Morley : *l'Autriche et la question de l'Anschluss*, *L'Esprit international*, 1929, pp. 198-209.

Kleinwächter und Paller : *Die Anschlussfrage*, Braumüller, Wien, 1930.

Moreigne (capitaine E.) : *le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne*, *Revue politique et parlementaire*, 1929, vol. III, pp. 346-370.

de Stresemann sur « le trouble de ceux qui pendant la guerre célébraient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui n'aiment pas qu'on leur rappelle comment leurs traités en ont tenu compte »¹, est-elle justifiée ? La réalisation de l'« Anschluss », est-elle désirable en droit et en fait ? Pour se faire une idée exacte sur cette question, il faut d'abord connaître au moins sommairement son développement historique. La thèse des partisans de l'« Anschluss » celle de ses adversaires, puis le sort de l'Autriche paraissent ensuite beaucoup plus faciles à juger.

I

Historique de la question de l'« Anschluss »

Le problème de l'« Anschluss » ne date pas de 1918. Il est aussi vieux que l'unité allemande. Il apparaît déjà en 1848, au Parlement de Francfort, lorsqu'il s'agit de déterminer quels Etats seraient admis dans l'Empire. Les députés se divisèrent alors en deux camps : les partisans du « Grossdeutschland », de la Grande Allemagne et ceux du « Kleindeutschland », de la Petite Allemagne. Les partisans de la Grande Allemagne voulaient faire entrer l'Autriche dans l'Empire allemand ; au contraire, ceux de la Petite Allemagne voulaient éliminer l'Autriche. Ils l'emportèrent.

Le Parlement de Francfort échoua dans son œuvre unificatrice. Le grand artisan de l'unité allemande, Bismarck, réalisa la Petite Allemagne. Mais les adeptes de la Grande Allemagne n'avaient pas abandonné leur rêve. Il parut prêt à se réaliser en 1918.

1918 voit l'effondrement de la vieille monarchie austro-hongroise, qui s'émiette en une série d'Etats indépendants. L'Autriche est réduite à 83.800 kilomètres carrés et à 6.500.000 habitants dont plus du tiers vit à Vienne. Beaucoup estiment qu'un tel Etat

1. *Les Papiers de Stresemann*, t. II, p. 298.

n'est pas viable, qu'il a une tête trop grosse pour un corps trop petit. C'est l'opinion des socialistes autrichiens et de leur chef, Victor Adler. Ils assistent avec enthousiasme à la naissance d'une jeune Allemagne socialisante, ils veulent s'unir non pas à l'Allemagne prussienne de Bismark et des « Junker » mais à celle de Bebel et de Liebknecht, ils rêvent d'une Grande Allemagne renouvée par la voie marxiste.

Le 12 novembre 1918, l'Assemblée Nationale provisoire d'Autriche vote la constitution du nouvel Etat¹, qui fut baptisé « Deutsch-Oesterreich », Autriche allemande, nom significatif. L'article 2 de cette constitution porte : « l'Autriche allemande est une portion intégrante de la République allemande ».

L'Assemblée Nationale provisoire avait donc voté l'union de l'Autriche à l'Allemagne. Le peuple autrichien n'avait pas été consulté, il n'avait même pas donné de mandat à ces parlementaires, qui n'étaient qu'un résidu de l'ancien Reichsrat. Mais ce n'était en quelque sorte qu'un vœu provisoire ; dans un manifeste, le Gouvernement autrichien annonçait que le peuple déciderait de son organisation intérieure et de ses destinées extérieures en janvier 1919.

La perspective du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne suscita aussitôt de vives oppositions à l'étranger, particulièrement en France. A la Chambre des Députés, lors de la séance du 29 décembre 1918, M. Pichon, alors ministre des Affaires étrangères, opposa un veto formel à l'union austro-allemande. « Et si les Allemands-Autrichiens la proclament eux-mêmes ? » demanda M. Renaudel. « Est-ce que vous croyez que la victoire ne nous donne pas ces droits sur les vaincus ? » lui répondit M. Pichon, « Pas ceux-là », répliqua M. Renaudel².

Le 1^{er} janvier 1919, le Gouvernement autrichien adresse un mémoire aux Puissances, dans lequel il

1. Bertrand Auerbach : *Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne*, pp. 1 et 2

2. Bertrand Auerbach : *Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne*, p. 54.

explique que l'Autriche ne peut pas subsister par elle-même, qu'il faut la rattacher à l'Allemagne ou constituer une union douanière entre les anciens Etats de la monarchie austro-hongroise. Au fond, c'est un plaidoyer pour la fusion avec l'Allemagne, une réplique à l'interdit lancé par M. Pichon.

La France aurait été partisante d'une Confédération de l'Europe centrale. Mais les Slaves n'en voulaient pas, par haine de l'Autriche et de l'ancien système. De leur côté les Autrichiens n'y tenaient guère; ils auraient craint d'être traités en parents pauvres.

Le 16 février 1919 eurent lieu les élections à la Constituante autrichienne. Les socialistes, partisans de l'« Anschluss », en sortirent les plus forts, mais ils n'avaient pas la majorité à eux seuls; ils durent s'allier avec les chrétiens-sociaux. Ils les gagnèrent à l'idée de l'« Anschluss » et le 12 mars 1919, une nouvelle loi proclamait l'Autriche partie intégrante du Reich allemand.

Les Autrichiens s'étaient-ils prononcés en faveur de l'« Anschluss »? Il est difficile de le savoir, car les élections ne se firent pas uniquement sur cette question. On peut même dire qu'elle fut l'une de celles dont on parla le moins pendant la campagne électorale.

A partir de cette époque, l'Autriche traversa des troubles très graves. Des vellétés de séparatisme se manifestèrent même dans les pays alpestres. Le 11 mai 1919, le Vorarlberg décidait à une majorité écrasante son union avec la Suisse. Le Tyrol et le Salzbourg étaient partisans d'une union à la Bavière. Ce mouvement devait aboutir aux plébiscites de 1921. Le 21 avril 1931, dans le Tyrol, 98,6 % des voix allaient être favorables à l'« Anschluss »; le 29 mai, dans le Salzbourg, 93 %. Cependant en Haute-Autriche les populations étaient plutôt hostiles à une union avec l'Allemagne.

Naturellement l'« Anschluss » devait trouver ses partisans les plus enflammés en Allemagne. Quelle revanche pour l'Allemagne si l'Autriche s'unissait à elle? Elle aurait ainsi récupéré plus que le traité de Versailles

allait lui enlever, elle aurait été plus grande et plus peuplée qu'en 1914.

Le 21 mars 1919, l'Assemblée de Weimar vota le texte suivant : « l'Autriche allemande dans son intégralité s'agrège au Reich allemand comme Etat membre de l'Empire ». Cinq délégués autrichiens participaient aux travaux de la Commission de la Constitution de Weimar.

Mais à cette époque, la cause de l'Anschluss était déjà perdue. Les Alliés n'en voulaient pas. Pourtant à la fin de la guerre, l'Italie, l'Angleterre et les Etats-Unis ne lui étaient pas défavorables. L'Italie redoutait la constitution d'une Fédération danubienne et pour l'éviter elle voyait, non sans plaisir, l'Autriche se jeter dans les bras de l'Allemagne. L'Angleterre désirait une Allemagne forte pour faire contre-poids à la France. Sir Robert Lansing, secrétaire d'Etat américain, préconisait en septembre 1918, l'incorporation de l'Autriche, « réduite aux anciennes limites et au titre d'archiduché, dans la Confédération impériale allemande ». Quant à la France, elle y était foncièrement hostile ; elle craignait une Allemagne trop forte, qui serait tentée de trop intervenir dans les pays danubiens. La thèse française l'emporta.

Le 7 mai 1919, les décisions de la Conférence de la Paix furent communiquées à l'Allemagne. L'Allemagne devait renoncer à l'Anschluss. Le 29 mai, M. Jules Cambon, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères, fit savoir au Gouvernement autrichien que les Alliés avaient décidé de reconnaître la nouvelle République « sous la dénomination de République d'Autriche ». Le même jour, les remarques écrites du Gouvernement allemand sur les clauses du traité de paix étaient remises aux Alliés. Le Gouvernement de Berlin y protestait véhémentement contre l'interdiction de l'« Anschluss » :

«... Si la population de l'Autriche-Hongrie, dont l'histoire et la civilisation, depuis un millénaire, sont si étroitement liées à la souche allemande, venait à manifester le vœu de rétablir avec le Reich l'union politique qu'à une époque toute récente la décision d'une guerre

a dénouée, l'Allemagne ne saurait s'engager à s'opposer au vœu de ses frères allemands d'Autriche, puisque le droit de libre disposition des peuples a une portée générale et ne doit pas valoir exclusivement au détriment du Reich »...

Les protestations de l'Allemagne n'y firent rien. Les Alliés maintinrent leur veto dans l'article 80 du traité de Versailles.

«... L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche, dans les frontières qui seront fixées par traité passé entre cet Etat et les principales Puissances alliées et associées; elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations ».

Cependant la campagne en faveur de l'Anschluss continua en Allemagne. La Constitution de l'Empire allemand, adoptée le 11 août 1919, contenait à cet égard deux articles significatifs, l'article 2 et l'article 61, paragraphe 2 :

Article 2 : « Le territoire de l'Empire se compose des territoires des Etats (Länder) allemands. D'autres territoires peuvent être admis dans le Reich par une loi d'Empire, quand leur population le désire, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

L'alinéa 2 de l'article 51 est beaucoup moins général :

« L'Autriche allemande recevra, après son union à l'Empire allemand, le droit de participer au Conseil d'Empire avec le nombre de voix correspondant à sa population. Jusque-là les représentants de l'Autriche allemande auront voix consultative ».

Cette fois, les Alliés se fâchèrent et déclarèrent qu'ils n'accepteraient pas cette violation de l'article 80 du traité de Versailles. Ils enjoignirent à l'Allemagne de supprimer l'alinéa 2 de l'article 61. L'Allemagne s'exécuta.

Le 10 septembre 1919, le traité de Saint-Germain fut conclu avec l'Autriche. Son article 88 répète la prohibition de l'article 80 du traité de Versailles :

« L'indépendance de l'Autriche est inaliénable, si ce

n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations. En conséquence, l'Autriche s'engage à s'abstenir sauf le consentement dudit Conseil, à tout acte de nature à compromettre son indépendance, directement ou indirectement, et par quelque voie que ce soit, notamment et jusqu'à son admission comme membres de la Société des Nations, par voie de participation aux affaires d'une autre Puissance. »

Par les traités de Versailles et de Saint-Germain, l'Allemagne et l'Autriche ont donc dû renoncer solennellement à s'unir, si ce n'est avec le consentement de la Société des Nations. Est-ce une atteinte au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Ce n'est pas sûr, car ce sont surtout les Allemands qui sont partisans de l'Anschluss. Par contre, le traité de Saint-Germain renferme une violation manifeste au principe des nationalités : une partie du Tyrol, avec Brixen et Bozen et une population incontestablement autrichienne, a été donnée à l'Italie contre la volonté de ses habitants.

Depuis 1919, l'Autriche a traversé une existence agitée. Elle a vécu au milieu d'embarras financiers incessants et de troubles continuels. En 1922, les Puissances sont venues à son secours ; en échange, par le Protocole du 4 octobre 1922, elle a encore dû s'engager à renoncer à l'« Anschluss ».

En 1931, dans de plus grand secret, les Gouvernements allemand et autrichien préparent la conclusion d'une union douanière austro-allemande¹. L'accord est signé le 19 mars. Le 21 mars, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris et les ministres d'Autriche à Londres et à Rome en font connaître l'existence. Consternation générale ! Les Puissances craignent que l'union douanière ne soit le prélude de l'union politique, comme le « Zollverein » a été le prélude de l'unité de l'Allemagne. Aussitôt la France, l'Italie et la Tchéco-Slovaquie font des démarches à Vienne et font remarquer que l'accord

1. James Donnadiou : *Où va l'Autriche*, pp. 108-120. — Edgar Roels : *La guerre aux traités*, chap. 1^{er} : la fin de Locarno.

est contraire au Protocole de 1922. A leur tour les Anglais font une double démarche à Berlin et à Vienne et proposent de soumettre l'affaire au Conseil de la Société des Nations. L'Autriche accepte, l'Allemagne refuse d'abord. Enfin on réussit à s'entendre pour examiner l'accord austro-allemand du seul point de vue juridique. Le Conseil demande à la Cour Permanente de Justice Internationale un avis consultatif, conçu dans ces termes : « Le Protocole de Vienne est-il compatible avec l'article 88 du traité de Saint-Germain et le Protocole numéro 1 signé à Genève, le 4 octobre 1922 ? » L'Autriche est seule mise en cause.

La Cour Permanente de Justice Internationale, saisie le 19 mai 1931, rend son arrêt le 5 septembre. A une voix de majorité, par huit voix contre sept, elle déclare que l'accord douanier austro-allemand est contraire au Protocole du 4 octobre 1922. Le 7 septembre, le Conseil de la Société des Nations prend acte de cet arrêt. L'Allemagne et l'Autriche doivent renoncer à leur union douanière. Le spectre de l'« Anschluss » est écarté.

Est-ce pour longtemps ? A la fin de 1932, les embarras financiers de l'Autriche se font plus aigus. Pour l'empêcher de se jeter dans les bras de l'Allemagne, la France lui consent un emprunt. Mais l'Autriche est un moderne tonneau des Danaïdes...

Pendant ce temps, l'Allemagne continue sa propagande en faveur de l'« Anschluss »¹. Après la guerre, le « Heimatsdienst » avait dirigé la propagande en Autriche et avait favorisé la création des « Heimwehren ». Actuellement de multiples organisations mènent une campagne active en faveur du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne :

« der österreichisch-deutsche Volksbund », l'union populaire austro-allemande, avec un bulletin bi-mensuel, « der Anschluss » ;

« die österreichisch-deutsche Arbeitsgemeinschaft »,

1. James Donnadieu : *Où va l'Autriche : la campagne du Reich*, pp. 155-193.

la ligue austro-allemande du travail, avec un bulletin mensuel, « die deutsche Einheit »;

« die Delegation für den österreichisch-deutschen Wirtschaftszusammenschluss », la délégation pour l'union économique austro-allemande... etc..

De plus, il ne faut pas oublier l'action scolaire, avec le « Grenzlandamt », l'office des pays frontières, et le « Deutscher Schulverein Südmark », l'union scolaire allemande de la Marche du Sud.

Enfin au-dessus de tous ces organismes, il se trouve le « Verein für das Deutschtum im Ausland », l'association pour la Germanisme à l'étranger.

L'Allemagne ne s'est pas contentée d'organiser une propagande extrêmement puissante. Le Gouvernement allemand a encore voulu préparer le rattachement petit à petit, par des mesures d'« Angleichung »¹, d'assimilation. On n'a pas réussi à donner à l'Allemagne et à l'Autriche un Code civil et un Code pénal identiques ; on est arrivé seulement à unifier quelques matières civiles. Mais d'autre part, il existe dans les deux pays une réglementation à peu près uniforme des chemins de fer, de la navigation fluviale et aérienne. Les caisses d'épargne autrichiennes sont rattachées à la Caisse centrale allemande.

Telle est actuellement la question de l'« Anschluss » : l'Allemagne en est farouchement partisane. La France y est hostile ; de même la Pologne et la Petite Entente. L'opinion anglaise et celle de la plupart des autres pays est moins passionnée.

Il y a aussi l'opinion autrichienne. On oublie trop souvent d'en tenir compte.

II

Pour et contre l'« Anschluss »

Les partisans et les adversaires de l'« Anschluss » invoquent naturellement chacun en leur faveur une

1. James Donnadiou : *Où va l'Autriche ?* p. 170.

série d'arguments. Les Allemands en ont développé une multitude, qu'on peut classer en cinq grandes catégories¹ :

- 1° L'argument de race ;
- 2° L'argument de langue ;
- 3° L'argument de tradition historique et de civilisation ;
- 4° L'argument économique ;
- 5° L'argument juridique et moral : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les adversaires de l'Anschluss les critiquent minutieusement et essayent de les retourner en leur faveur. L'examen de la thèse allemande et des objections qu'elle a soulevées forme donc à la fois un plaidoyer pour et contre l'« Anschluss ».

1° On sait quelle importance les Allemands attachent au concept de race. Pour eux la race est l'élément essentiel dans la nation, la nation doit être formée par des hommes de même race. Or, disent-ils, les Autrichiens sont de race germanique, ce sont des Allemands, ils doivent donc faire partie de la nation allemande, du Reich allemand.

On peut répondre aux Allemands que, dans l'état actuel des choses, il n'y a plus guère de races pures. Elles se sont mélangées au hasard des invasions successives. D'ailleurs la notion de race n'a pas l'importance que lui donnent les Allemands, elle n'a rien à voir dans la formation d'une nation : les Mazures, qui sont incontestablement des Slaves, n'ont-ils pas exprimé le désir de rester Allemands lors des plébiscites en 1919 ? Les Alsaciens sont en majeure partie de race germanique. Ne se sentent-ils pas Français ? Même si les Autrichiens étaient de race allemande, cela ne signifierait donc pas qu'ils veulent devenir Allemands. Et peut-on parler de race en Autriche ? L'Autriche est un creuset où se

1. M. James Donnadiou, dans son livre : *Où va l'Autriche ?* présente une classification à peu près analogue : arguments de race, historiques, de civilisation, économiques, et enfin juridiques (les arguments de l'Allemagne en faveur de l'Anschluss, pp. 130-155).

sont fondues et intimement mêlées une multitude de populations diverses : Celtes, Germains, Magyars, Slaves, etc... D'une façon générale, on s'accorde pour dire que les Allemands sont blonds ; ce type classique, s'il est très répandu en Prusse, est presque totalement inconnu en Autriche. En définitive l'argument de race ne signifie rien ;

2° En second lieu, les Allemands invoquent un argument de langue : les Autrichiens parlent l'allemand. Est-ce suffisant pour réclamer l'union de l'Autriche à l'Allemagne ? Dans ces conditions, l'Allemagne devrait aussi revendiquer la Suisse allemande, la France la Belgique wallonne et la Suisse française. Ce serait absurde ;

3° En troisième lieu, les Allemands font remarquer qu'il existe entre le Reich et l'Autriche une tradition historique et une civilisation communes. Est-ce aussi exact qu'ils veulent le faire entendre ? Les Habsbourg d'Autriche et les princes allemands ont sans cesse été en conflit, les seconds luttant sans répit contre les prétentions des premiers. L'unité allemande a été réalisée par la Prusse contre et sans l'Autriche. Civilisation commune ? Vienne et les Autrichiens sont très fiers de leur personnalité et se moquent de Berlin et des Prussiens qu'ils trouvent lourds, inélégants, militaristes et qu'ils qualifient de béotiens ;

4° En quatrième lieu, les Allemands assurent que l'Autriche ne peut pas vivre et qu'en avoir fait un Etat indépendant constitue une absurdité économique. Le tiers de la population autrichienne vit dans la capitale. L'industrie de Vienne et des villes alpestres est réduite au chômage : l'Autriche est trop petite pour elle et de toutes parts des barrières douanières lui ferment les marchés étrangers. Depuis la guerre, l'Autriche a englouti tous les milliards qui lui ont été prêtés et il n'y a pas de raison pour qu'elle cesse demain. Il n'y a qu'un remède au mal dont souffre l'Autriche : l'union à l'Allemagne.

Il est incontestable que l'Autriche n'est pas viable économiquement. Mais, si elle était unie à l'Allemagne, sa situation serait-elle meilleure ? L'Allemagne est superindustrialisée et l'industrie autrichienne ne serait guère favorisée, bien au contraire ; elle aurait en face d'elle des concurrents mieux outillés, plus puissants, qui produisent à meilleur compte qu'elle ; ils viendraient la concurrencer sur son propre marché et elle ne pourrait pas en faire autant sur le leur. Le remède serait donc pire que le mal.

D'autre part, on peut concevoir une combinaison plus favorable aux intérêts autrichiens. Pourquoi les Etats danubiens ne constitueraient-ils pas entre eux une union douanière ? L'industrie autrichienne trouverait de nombreux débouchés dans les pays agricoles, qui lui enverraient leurs denrées. L'Autriche garderait son indépendance politique, Vienne son rôle de capitale artistique et intellectuelle de l'Europe centrale ;

5° Enfin les Allemands invoquent l'argument massue : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Autrichiens, disent-ils veulent être Allemands, ils l'ont déclaré plusieurs fois. Les Puissances les ont empêchés de s'unir à l'Allemagne. C'est un attentat à la morale et au droit, c'est la violation des promesses solennelles que les Alliés avaient faites pendant la guerre. Ils avaient répété partout qu'ils considéraient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme le fondement du nouvel ordre international. En fait, ils l'ont appliqué quand il était défavorable à l'Allemagne et ils l'ont laissé de côté sans vergogne quand il lui était favorable. Les Allemands veulent être traités sur le pied d'égalité avec tout le monde, ils ne veulent pas qu'il y ait deux poids et deux mesures, ils ne veulent pas d'un droit pour les vainqueurs et d'un autre pour les vaincus. Personne n'a le droit d'empêcher les Autrichiens de s'unir à l'Allemagne s'ils le désirent.

Les adversaires de l'« Anschluss » ont naturellement trouvé réponse à cet argument. Ils prétendent d'abord

que la majorité des Autrichiens ne veut pas de l'« Anschluss » et ensuite, qu'on ne peut pas appliquer le principe des nationalités dans tous les cas. Dans certaines circonstances, ce serait trop dangereux. Et dans ces circonstances, les Puissances ont le droit et le devoir de méconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une Allemagne agrandie de l'Autriche constituerait un danger pour l'Europe. L'Allemagne serait tentée d'imposer son hégémonie sur les petits Etats danubiens. Les ambitions amèneraient inévitablement un conflit. En 1830, la France n'a-t-elle pas dû renoncer à la Belgique ? N'est-ce pas la Prusse elle-même qui a été un des principaux adversaires à l'union franco-belge ? Enfin l'Allemagne est mal venue à invoquer le principe des nationalités, alors qu'elle ne s'en est jamais souciée avant d'être vaincue.

III

Le sort de l'Autriche

Tels sont les arguments des partisans et des adversaires de l'Anschluss. Que faut-il en retenir ? Deux choses : que l'Autriche ne peut pas vivre dans la situation actuelle et qu'il faut tenir compte des aspirations du peuple autrichien, qui est tout de même le principal intéressé dans l'affaire.

Les auteurs du traité de Versailles ont incontestablement donné le jour à une absurdité économique en instituant l'indépendance d'un Etat d'une superficie de 83.800 kilomètres carrés et d'une population de 6.500.000 habitants, dont plus de 2 millions vivent dans la capitale. Depuis 1919, les Alliés en général et la France en particulier lui ont consenti emprunts sur emprunts, elle a englouti des milliards. Elle ne peut pas faire autrement que de continuer.

D'autre part, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être respecté. S'il a été violé autrefois ce n'est pas une raison pour continuer à en faire autant.

Le droit international se bâtit chaque jour ; il ne doit pas regarder vers le passé et imiter les injustices commises jadis ; il doit regarder vers l'avenir et aspirer chaque jour à plus de justice. Il faut respecter la volonté du peuple autrichien. Si les Autrichiens veulent s'unir à l'Allemagne, qu'on laisse l'« Anschluss » se réaliser, malgré les inconvénients qu'il peut présenter. D'ailleurs ils ne seraient pas aussi graves qu'on veut le prétendre. Que le peuple autrichien décide de ses destinées extérieures par un plébiscite et respectons ses justes aspirations.

Actuellement deux voies s'ouvrent à l'Autriche : l'union avec l'Allemagne ou une union douanière avec les Etats danubiens.

Cette dernière perspective plairait certainement mieux à l'Autriche. Incorporée au Reich, elle se verrait réduite à la situation des « Länder » allemands, dont le particularisme et les libertés locales doivent sans cesse céder devant les ambitions centralisatrices de Berlin. Vienne se pose en rivale de Berlin et accepterait difficilement d'être réduite à un rôle analogue à celui de Dresde ou de Munich. Au contraire, dans une union douanière avec les pays danubiens elle pourrait garder intacte sa puissante personnalité et son indépendance, elle pourrait conserver son rang de métropole intellectuelle de l'Europe centrale.

Comment devrait être cette union des Etats du Danube ? L'idéal serait qu'elle comprenne l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Tchéco-Slovaquie et la Yougo-Slavie. De la sorte, elle constituerait un ensemble économique cohérent, où l'industrie autrichienne et tchèque, l'agriculture hongroise, roumaine et yougo-slave se trouveraient dans un heureux équilibre. Mais il faut renoncer à une telle ambition. Les Etats danubiens ne sont pas en assez bons termes pour conclure une union d'une telle ampleur. Les Hongrois sont hostiles à la Tchéco-Slovaquie, à la Roumanie et à la Yougo-Slavie. Vienne et Prague se regardent avec méfiance. L'Italie est opposée à un « Zollverein » danubien, qui

ruinerait ses ambitions et ses intrigues en Europe centrale et dans les Balkans. Par l'intermédiaire de son alliée la Hongrie, elle est à même de faire sombrer tous les projets. L'Allemagne également fait tout ce qu'elle peut pour éviter une union douanière danubienne, qui lui ferait abandonner toute espérance dans l'« Anschluss ».

Faut-il désespérer ? Pourquoi ne pas songer à une union douanière plus restreinte, à une union douanière austro-hongroise, par exemple ? Elle engloberait un territoire de 176.000 kilomètres carrés et une population voisine de 15 millions d'habitants. Elle engloberait surtout deux pays complémentaires : l'Autriche industrielle et citadine, la Hongrie agricole et paysanne. Les industriels et les ouvriers autrichiens auraient du travail ; les agriculteurs hongrois trouveraient à qui vendre leurs céréales, leur chanvre, leur lin, leur laine, leur viande et leur vin. L'union douanière serait grandement profitable aux deux pays. Pourquoi les Autrichiens et les Hongrois qui se sont jadis si bien entendus pour opprimer les populations slaves de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ne s'entendraient-ils pas encore pour leur plus grand bien ?

Union douanière austro-hongroise ? Voilà une solution souhaitable, puisqu'une grande union de tous les Etats danubiens semble irréalisable. Mais qu'on consulte le peuple autrichien. S'il veut s'unir à l'Allemagne, qu'on laisse l'« Anschluss » se réaliser. Et qu'on supprime la prohibition de l'article 80 du traité de Versailles et de l'article 88 du traité de Saint-Germain. Si les Autrichiens ne veulent pas de l'« Anschluss » elle est inutile. S'ils veulent devenir allemands, elle est un crime.

CHAPITRE III

LE PROBLEME COLONIAL ALLEMAND¹

L'Allemagne est venue tard à la politique coloniale. Son unité n'a été réalisée qu'en 1871 et jusque là, la Prusse a été trop occupée par les affaires européennes pour pouvoir entreprendre des expéditions lointaines. D'autre part, Bismarck était hostile aux entreprises coloniales ; il disait volontiers que des colonies seraient pour l'Allemagne ce qu'est l'hermine pour certains nobles polonais, qui n'ont pas de chemise². Bismarck laissa d'abord agir seules deux sociétés, la Société coloniale de Hambourg et la Société germano-africaine. Ensuite il dut céder devant les exigences du parti colonial, qui devenait de plus en plus fort et actif. En 1885, commence l'ère officielle de la colonisation allemande.

Le grand promoteur de la politique coloniale allemande fut Guillaume II. Il s'occupa activement du domaine d'outre-mer et ne tint aucun compte des susceptibilités anglaises. En 1914, le domaine colonial allemand dépassait une superficie de 2 millions et demi de kilomètres carrés et avait une population supérieure à 13 millions d'habitants. Mais il était de

1. Mendelsohn-Bartholdy : *Gleiches Recht für alle : Afrika. Europäische Gespräche*, April 1931. Heft 4, S. 149-160.

Mendelsohn-Bartholdy : *Vier europäische Aufgaben : I. Mandatsgemeinschaft in Afrika. Europäische Gespräche*, Nov-Dec. 1932. Heft 11-12, S. 370-327.

Salesse (Capitaine) : *Le problème colonial allemand*, Lavauzelle, Paris, 1931.

2. Mallet, Grillet et Isaac : *Histoire contemporaine (1815-1920)*, p. 891.

maigre valeur ; venue la dernière au partage, l'Allemagne avait eu les plus mauvaises parts. Sauf quelques parties du Sud-Ouest africain allemand, aucun territoire n'était susceptible de devenir une colonie de peuplement, de recevoir des émigrants, comme l'auraient désiré les patriotes allemands. C'est pourquoi **ceux-ci** tenaient tant au Maroc.

Les principales colonies allemandes se trouvaient en Afrique : le Togo, le Cameroun et le Sud-Ouest africain allemand du côté de l'Atlantique ; l'Afrique orientale allemande face à l'Océan Indien. Le Togo n'était qu'une petite colonie côtière. Plus vaste, le Cameroun atteignait le lac Tchad, et depuis 1911, le Congo et l'Oubanghi. L'occupation du Sud-Ouest africain allemand et surtout de l'Afrique orientale allemande suscita des difficultés avec l'Angleterre, qui dut renoncer à son rêve d'unir Le Cap au Caire.

En Asie, les Allemands ne possédaient presque rien : seulement le territoire de Kiao-Tchéou, que Guillaume II avait fait occuper en 1897.

Les possessions allemandes étaient un peu plus importantes en Océanie : la moitié orientale de la Nouvelle-Guinée, l'archipel Bismarck, les îles Mariannes, Carolines et Marshall.

La guerre finie, les Alliés enlevèrent à l'Allemagne toutes ses colonies. Les clauses coloniales au traité de Versailles constituent la partie IV, qui comprend les articles 118 à 158. L'article 119 porte :

« L'Allemagne renonce en faveur des principales Puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer ».

Pour justifier cette mesure les Alliés proclamaient que l'Allemagne avait manqué à sa mission civilisatrice et qu'elle était indigne d'être une Puissance coloniale.

L'Allemagne avait donc cédé ses colonies aux principales Puissances alliées et associées. Qu'allait-on en faire ? L'Angleterre et la France avaient proposé la solution conforme aux habitudes d'avant-guerre : substituer purement et simplement à la souveraineté

des Etats vaincus celle des Etats vainqueurs. D'ailleurs, par des accords secrets conclus en 1914 et 1916, elles s'étaient déjà partagées le Cameroun et le Togo. Les Etats-Unis au contraire proposèrent une internationalisation de ces colonies, qui seraient confiées à la Société des Nations. On s'entendit définitivement sur une formule transactionnelle : celle de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, qui organise le système des mandats. La Société des Nations est souveraine dans les anciennes colonies allemandes et dans les territoires enlevés à la Turquie en Asie ; mais elle délègue ses pouvoirs à certaines nations particulièrement aptes et expérimentées, qui doivent les exercer dans l'intérêt des peuples qui leur sont confiés et sous son contrôle.

Les anciennes colonies [allemandes furent donc soumises au régime des mandats et réparties de la façon suivante :

Le Togo et le Cameroun furent partagés entre la France et l'Angleterre, la plus grande partie revenant d'ailleurs à la France ;

Le Sud-Ouest africain allemand fut confié à l'Afrique du Sud ;

L'Afrique orientale allemande à la Belgique et à la Grande-Bretagne : le Ruanda et l'Urundi furent placés sous mandat belge, le Tanganyka sous mandat britannique ;

La Nouvelle-Guinée allemande et l'archipel Bismarck furent remis à l'Australie ;

Les îles Mariannes, Marshall et Carolines (sauf Guam, qui appartient aux Etats-Unis) reviennent au Japon, à qui l'Allemagne céda aussi tous ses droits sur le territoire de Kiao-Tchéou.

Le Togo, le Cameroun et l'Afrique orientale allemande sont soumis au régime du mandat B, le Sud-Ouest africain allemand et toutes les possessions insulaires allemandes du Pacifique au régime du mandat C. On sait que, dans le mandat B, l'administration du pays est exercé par le mandataire sous certaines garanties pour les habitants et que l'égalité commerciale

doit être maintenue ; avec le mandat C, au contraire, le territoire sous mandat fait partie intégrante du territoire du mandataire et il n'y a plus d'égalité commerciale.

Les Allemands protestent véhémentement contre les clauses coloniales du traité de Versailles et contre ce qu'ils appellent la « koloniale Schuldlüge », le mensonge de la culpabilité coloniale. L'opinion allemande est particulièrement froissée par le prétexte d'incapacité et d'indignité que les Alliés ont mis en avant pour justifier le retrait à l'Allemagne de ses colonies. A cet égard, la protestation rédigée par les experts coloniaux allemands est particulièrement typique :

«... L'allégation d'après laquelle l'Allemagne est indigne de posséder des colonies en raison des sévices exercés par elle sur les indigènes n'est qu'un prétexte hypocrite, tendant à masquer l'extorsion de nos colonies. La sévérité avec laquelle les erreurs commises ont été publiquement blâmées en Allemagne, en particulier au Reichstag, prouve à elle seule combien l'Allemagne avait pris à cœur d'agir dans ce domaine conformément à la justice. Quelles qu'aient été les erreurs commises en fait dans les colonies allemandes, elles sont loin d'égaler celles des Alliés dans leurs domaines coloniaux respectifs. Le sort des Herreros n'a pas été plus tragique que celui des Tasmaniens, des Matabélés, et des peuplades du Congo, sans parler de celui des Boers. Renoncer à ses colonies équivaldrait pour l'Allemagne à reconnaître son indignité en matière coloniale : c'est contraire à son honneur national »¹.

Les Allemands réclament un droit égal à celui des autres pays en matière coloniale. Ils réclament que les Alliés renoncent à leur « mensonge de la culpabilité coloniale allemande ». Ils réclament des colonies. Ils font remarquer que des colonies leur sont absolument nécessaires : l'industrie allemande a besoin de débouchés et de matières premières ; l'Allemagne manque de

1. Capitaine Salesse : *Le problème colonial allemand*, p. 65.

denrées alimentaires et surtout de produits coloniaux, dont elle est grande consommatrice ; si l'Allemagne avait des colonies, elle pourrait y envoyer comme cadres une partie de sa jeunesse intellectuelle, qui est sans travail.

Les Allemands ont organisé une propagande coloniale¹ extrêmement puissante, dont se charge toute une série d'organismes. Les plus importants sont :

« der Schutzbund für Kolonien », l'union de défense coloniale, qui organise des séries de conférences ;

« die deutsche Kolonialgesellschaft », l'association coloniale allemande ;

« der deutsche Marine-und Kolonialverein », la ligue maritime et coloniale allemande, etc...

Le 31 janvier 1933, lorsque M. Hitler devint Chancelier du Reich, l'association coloniale allemande lui envoya un télégramme, dans lequel elle exprimait l'espoir que le nouveau Gouvernement prendrait les dispositions nécessaires pour que le Reich recouvre les « colonies qui lui ont été volées ».

Par ce message, on voit donc que l'association coloniale allemande est partisane de la restitution pure et simple à l'Allemagne de ses anciennes colonies. Ce n'est pas l'opinion de tous les Allemands. Certains se contenteraient que la Société des Nations leur attribue un mandat sur toutes leurs anciennes possessions coloniales. D'autres se rendent compte que la Grande-Bretagne renoncera difficilement à l'Afrique orientale allemande ; en compensation, ils réclament une partie des colonies portugaises ! D'autres enfin ont lancé le plan de la « Mittelfrika »² : ils désirent la mise en valeur de l'Afrique noire par toutes les nations européennes. « Le droit égal pour tous en Afrique ne consiste pas à rétablir la situation coloniale de juillet 1914. Ce n'est pas non

1. *Idem*, p. 66-71.

2. Mendelsohn-Bartholdy : Gleiches Recht für Alle : Afrika, *Europäische Gespräche*, April 1931, Heft 4, S. 149-160.

Mendelsohn-Bartholdy : vier europäische Aufgaben in Europa : I. Mandatgemeinschaft in Afrika. *Europäische Gespräche*, Nov-Dec. 1932, Heft 11-12, S. 310-327.

plus un nouveau partage de l'Afrique, d'après lequel chaque Etat européen recevrait des sujets africains ou des terres africaines proportionnellement à sa population ou à sa superficie. Il faut une communauté de mandat européenne en Afrique centrale », écrit M. Mendelsohn-Bartholdy¹.

Quant aux milieux officiels allemands, ils ont gardé jusqu'ici une prudente réserve. L'article 6 de la Constitution de Weimar montre cependant que, dès 1919, l'Allemagne a songé à ses revendications coloniales : parmi les sept grandes affaires sur lesquelles le Reich possède une compétence exclusive, il mentionne en second lieu les affaires coloniales. Mais à part cela, rien. Le Gouvernement allemand s'est contenté d'encourager en sous-main la propagande des associations privées. Mais il est probable qu'il ne va pas rester longtemps dans cette réserve. Il est probable que d'ici peu, il va demander au Conseil de la Société des Nations la restitution de ses colonies, en s'appuyant sur ce fait que sa dépossession a été justifiée par des accusations fausses.

Que faut-il penser des revendications coloniales allemandes ? Les accusations d'indignité que les Alliés ont portées contre l'Allemagne sont-elles justifiées ? On reproche sans cesse aux Allemands d'avoir réprimé d'une façon terrible le soulèvement des tribus guerrières des Herreros dans le Sud-Ouest africain allemand. Ce n'est évidemment pas un honneur pour la colonisation allemande. Mais toutes les nations colonisatrices possèdent de tels chapitres dans leur histoire coloniale. Les Allemands n'ont fait ni mieux, ni pire que leurs accusateurs. Dans ces conditions, les Alliés n'avaient guère le droit de prétendre que les Allemands ont manqué à leur mission civilisatrice. M. Albert Sarraut, dans son ouvrage « *La mise en valeur des Colonies françaises* »², rend hommage aux résultats obtenus par les Allemands dans les parties du Togo et du Cameroun placés actuellement sous mandat français.

1. *Europäische Gespräche*, April 1931, Heft 4, p. 155.

2 Payot Paris 1923. 1 vol, in 8°.

Les Alliés ont donc eu tort de proclamer la culpabilité coloniale de l'Allemagne. Ont-ils eu également tort de lui enlever ses colonies ? L'histoire nous montre que les vainqueurs se sont toujours arrogés un tel droit de dépossession sur les vaincus. Après la guerre de Sept ans, l'Angleterre a forcé la France à lui céder l'Inde et le Canada. Plus tard, elle a enlevé la colonie du Cap aux Pays-Bas. On pourrait multiplier les exemples. En conséquence, on conclut que les Alliés avaient le droit d'enlever ses colonies à l'Allemagne et que, si ils les rendaient, on serait justifié de demander une sorte de règlement général : le Canada, l'Inde anglaise et l'Ile Maurice seraient rendus à la France, le Cap et Ceylan à la Hollande etc... Le Cameroun lui-même dont le nom comme les premiers colons sont d'origine portugaise, reviendraient au Portugal.

Que valent ces arguments ? Il convient d'abord de remarquer que ce projet de « règlement général » est une boutade et n'a jamais été développé sérieusement. Il serait absurde. En droit international, comme en droit privé, il faut bien admettre une prescription ! Sans cela, tout à tout instant pourrait être remis en cause. Mais les Alliés avaient-ils réellement le droit de s'emparer des colonies allemandes ? La coutume internationale a toujours admis ce droit du vainqueur sur le vaincu et elle l'admet encore aujourd'hui, nous dit-on. Est-il bien exact qu'elle l'admet encore aujourd'hui ? Si cela était si vrai, les Alliés ne se seraient pas embarrassés à chercher un prétexte autre, ils n'auraient pas proclamé l'indignité de l'Allemagne. Il convient de remarquer que le droit international n'est pas figé, qu'il vit, qu'il se perfectionne chaque jour. En 1919, les Alliés sentaient qu'ils se trouvaient dans une période de transition : dans le passé, on considérait que la victoire donnait au vainqueur le droit de s'emparer des colonies du vaincu ; dans l'avenir, ils savaient qu'il n'en serait plus de même. C'est pourquoi ils ont estimé que le droit du vainqueur sur le vaincu était trop fragile et qu'ils ont cherché autre chose. D'ailleurs ils n'étaient pas de mauvaise foi ; ils se trouvaient encore

dans un état de « psychose de guerre » état dans lequel on trouve juste tout ce qu'on fait et a fait soi-même et injuste tout ce que font et ont fait ses adversaires. Que les Alliés se consolent ! Si les Allemands avaient été vainqueurs, ils auraient fait comme eux ; il est même probable qu'ils auraient fait pire.

Quelle attitude faut-il adopter maintenant ? Il y a deux solutions qu'il faut tout de suite rejeter : la mainmise de l'Allemagne sur les colonies portugaises et le projet d'un mandat européen sur l'Afrique centrale.

Les Portugais possèdent deux grands territoires en Afrique : l'Angola et le Mozambique. L'Allemagne estime que c'est beaucoup trop pour un si petit pays ; elle, qui est beaucoup plus importante, n'a pas de colonies, et elle ne pense rien moins qu'à prendre tout ou partie des colonies portugaises. Il y a d'ailleurs longtemps qu'elle les guette : en 1898¹, elle avait signé avec l'Angleterre un traité, par lequel ces deux puissances projetaient de se partager entre elles les colonies portugaises. Aujourd'hui encore certains allemands caressent le rêve de s'emparer des colonies portugaises. Ils vont même jusqu'à penser que les autres Puissances les y autoriseront. On ne peut rien concevoir de plus immonde. Ce serait alors le règne du plus fort, ce serait adopter une politique de brigandage. Les Allemands, qui préconisent cette solution, possèdent une singulière façon d'appliquer cette égalité des droits, qu'ils réclament tant pour eux-mêmes. Le droit est le même pour les petits et pour les grands ; en droit, la grande Allemagne n'est pas supérieure au petit Portugal.

Le projet de mandat européen sur l'Afrique centrale, sur l'Afrique noire n'est pas davantage acceptable. D'abord il est probable que, dans un tel territoire, il y aurait de continuelles chicanes entre les multiples nations européennes. Ensuite la réalisation d'un tel projet ne porterait guère préjudice qu'à la France et à la Bel-

1. Accord du 5 septembre 1898. Emile Bourgeois : *Manuel historique de politique étrangère*. Tome IV. Troisième édition, page 373.

gique. De cette « Mittelafrica », les Allemands éliminent soigneusement les possessions anglaises, pour ne pas s'attirer l'hostilité de l'Angleterre. Dans ces conditions, la Belgique et la France auraient tiré les marrons du feu pour l'Allemagne et les autres Puissances européennes : la Belgique et la France auraient respectivement pacifié et mis en œuvre le Congo belge et l'Afrique équatoriale française pour que d'autres Puissances en tirent profit. La méthode serait trop simple. Et surtout elle n'est qu'un grossier déguisement des ambitions de l'Allemagne d'avant-guerre : constituer un vaste empire couvrant toute l'Afrique centrale.

Que reste-t-il à faire ? Rendre à l'Allemagne ses anciennes colonies ? Ce n'est guère réalisable pratiquement, car jamais l'Angleterre ne voudra abandonner le Tanganyika, qui assure la liaison directe Le Caire-Le Cap. Les Japonais ne se désaisiront pas de ce qu'ils ont acquis. Seule la France se montrerait peut-être la plus complaisante.

Il ne reste qu'une solution : donner un ou plusieurs mandats à l'Allemagne sur ses anciennes colonies¹.

Pourquoi par exemple ne pas accorder à l'Allemagne les mandats de la Nouvelle-Guinée et de l'archipel Bismarck, du Sud-Ouest africain et même sur une partie du Cameroun ?

La Société des Nations peut le faire. Et de la sorte l'ordre international actuel ne serait pas bouleversé ; le régime des mandats subsisterait.

Au traité de Versailles, les Alliés ont voulu briser la puissance coloniale de l'Allemagne, ils ont même voulu lui enlever toute possibilité d'accomplir un nouvel effort d'expansion en dehors de ses frontières. Ils n'ont pas vu qu'on ne peut pas empêcher un grand peuple de regarder vers les pays d'outre-mer. Ils ont méconnu les nécessités économiques du monde moderne : un pays industrialisé a besoin de colonies pour ses matières

1 Capitaine Salesse : *le problème colonial allemand*, p. 120.

premières et ses débouchés. Les Alliés ont commis une grosse faute en enlevant à l'Allemagne toutes ses colonies, de même qu'ils en ont commis une autre en refusant un mandat à l'Italie. L'Angleterre et la France avaient déjà assez de colonies ; elles n'avaient guère besoin de celles de l'Allemagne.

CONCLUSION

LE SORT DES TRAITÉS DE 1919

Quelle attitude convient-il d'adopter vis-à-vis des revendications allemandes ?

Faut-il leur opposer une fin de non-recevoir irréductible ? Faut-il les rejeter *a priori* ? L'observateur impartial est forcé d'admettre que certaines revendications allemandes sont légitimes. D'ailleurs le principe de l'égalité des droits en matière d'armements a été reconnu à l'Allemagne ; maintenant, on ne peut pas lui en refuser les conséquences pratiques. En ce qui concerne les revendications territoriales allemandes, on doit remarquer que l'ordre européen établi en 1919 est bien supérieur à celui d'avant-guerre. Avant 1914, trois grands Empires, l'Allemand, l'Autrichien et le Russe, asservissaient les minorités nationales. Aujourd'hui, ces minorités sont devenues des Etats indépendants ou font partie des Etats auxquels elles aspiraient à s'unir. Il y a donc un abîme entre l'Europe de 1914 et l'Europe actuelle. Il n'y a pas à hésiter : l'Europe qui a été reconstituée aux traités de 1919 est infiniment préférable à celle d'avant-guerre. Mais cela ne veut pas dire qu'elle soit parfaite. Les auteurs des traités de 1919 ont commis des fautes. Il ne pouvait pas en être autrement ; ils ont travaillé sur une matière trop immense : ils ont complètement refait la carte de l'Europe. Des erreurs étaient inévitables. Mais ces erreurs ne doivent pas se perpétuer ; il faut les réparer.

Comment faire ? Continuer la méthode que nous avons pratiquée dès 1919 ? Depuis 1919, la France a toujours proclamé son attachement indéfectible au traité de Versailles. Mais en même temps, elle a fait concessions sur concessions ; morceaux par morceaux, elle en a modifié les stipulations : les clauses judiciaires n'ont pas été exécutées ; l'Allemagne n'a pas livré les coupables d'actes contraires aux lois et coutumes de la guerre ; les Hollandais ont refusé l'extradition de Guillaume II ; au fond, les Puissances alliées ont été bien aises de ce refus, car elles auraient été très embarrassées de la personne de l'ex-Kaiser. Les Commissions interalliées de Contrôle ont été supprimées. Les sommes dues par l'Allemagne au titre des réparations ont été successivement réduites et pratiquement annulées en 1932. Les troupes d'occupation ont quitté la Rhénanie cinq ans avant le délai prévu. Et maintenant, c'est la partie V du traité de Versailles, celle relative au désarmement de l'Allemagne, qui se volatilise. Va-t-on continuer ? Demain va-t-on effacer un certain nombre de revendications territoriales ? La révision du traité de Versailles se fait donc progressivement, de jour en jour, elle se fait par lambeaux. C'est la manière dont cette révision se pratique qui est inquiétante et dangereuse. Toute modification a été arrachée par la pression, par l'intimidation ; nous résistons d'abord, puis nous donnons, comme si nous avions peur. Stresemann l'a bien souligné dans ses « papiers »¹ :

«... Il n'y a eu d'aménagements qu'à la suite de conflits plus ou moins violents et après que nous avons nettement déclaré que nous ne pouvions plus exécuter... Après avoir accepté l'ultimatum de Londres en 1921, nous avons déclaré en décembre de la même année, que nous ne pouvions plus exécuter... ; on nous a alors accordé des allègements. Puis nous avons omis certaines livraisons, ce qui a provoqué l'invasion de la Ruhr, mais alors nous avons déclaré que nous cesserions toutes les

1. *Les papiers de Stresemann*, t. II, p. 2.

livraisons en nature, nous n'avons plus exécuté du tout, et c'est à la suite de ce refus d'exécution que, grâce à l'intervention des Etats-Unis, nous avons eu la Conférence de Londres, où l'on a cessé de nous dicter des ordres, et où l'on a négocié avec nous ».

Méthode dangereuse ! Par le chantage et par la crainte on nous a arraché une à une des modifications substantielles au traité de Versailles. Hier encore l'Allemagne a obtenu l'égalité des droits en quittant la Conférence du Désarmement. Nous donnons l'impression d'avoir peur, d'être faibles. Nous donnons l'impression d'estimer que certaines stipulations sont injustes. Où nous conduira cette méthode ?

Le système français des concessions partielles a abouti à un échec complet. Il n'a apaisé l'Allemagne à aucun degré, bien au contraire¹. La mise en chantier avouée ouverte, officielle de la révision offre certes des risques. Mais ils sont moins grands que ceux de la méthode actuelle², qui donne à nos adversaires une trop grande confiance dans leur force et dans leur bon droit. Qu'on réunisse une Conférence générale, une nouvelle Conférence de la Paix pour réviser les traités de 1919, qu'on abandonne la méthode actuelle, méthode couarde, détournée, grosse de périls. Que les anciennes grandes Puissances alliées adoptent une attitude bien nette qu'elles disent à l'Allemagne et aux vaincus de 1918 : « Nous allons réviser ensemble l'ordre européen établi en 1919. Mais jusqu'à ce que cette révision soit effectuée, nous n'admettrons aucune violation des traités actuellement en vigueur ».

Un tel langage sera-t-il tenu ? Il faudrait qu'il le soit le plus tôt possible, car le temps presse et demain il sera peut-être trop tard. Nous assistons actuellement

1. « ... C'est et demeure une erreur de la France de croire que la grande majorité du peuple allemand se donnera pour satisfaite si certains allègements sont apportés, alors que le traité de Versailles restera en vigueur ».

Lettre de M. Hans Thyssen publiée dans la *Revue politique et parlementaire* de mai 1932, p. 213.

2. Dans ce sens : Georges Scelle : Pour une politique, *La Dépêche de Toulouse*, 8 février 1933.

à un désarroi universel. A l'intérieur, les Gouvernements sont faibles, ils ont à lutter contre des coalitions d'intérêts et de partis ; leur vie souvent éphémère ne leur permet pas de toujours élaborer un plan méthodique d'action extérieure. Ils vivent au jour le jour et remettent au lendemain la solution de la plupart des difficultés. Les Gouvernements sont faibles, excepté ceux des pays révisionnistes, ceux des pays facistes, soumis à un régime dictatorial. : Allemagne, Hongrie, Italie. Ceux-là ont un plan bien net, qu'ils s'appliquent à suivre fidèlement, ils savent ce qu'ils veulent.

Il faut réviser les traités de 1919 ; ils ont été conclus dans un état de « psychose de guerre » extraordinaire. « La paix de 1919, écrit le comte Sforza dans les *Frères ennemis*, fut l'œuvre de deux passions contradictoires, auxquelles la fin soudaine de la guerre ne permit pas de s'apaiser : l'ivresse de la victoire et une sourde sensation de persistante inquiétude, que l'on ne voulut pas appeler crainte »¹.

A la fin de la guerre, l'armistice avait été sollicité et obtenu sur la base des Quatorze Points de Wilson. Lors de la Conférence de la Paix, plusieurs de ces principes ont été manifestement violés : sans parler de la liberté des mers, la suppression des barrières douanières a été en réalité une multiplication : en morcelant l'Europe en une série de petits compartiments douaniers, les auteurs du traité de Versailles ont fait preuve d'une ignorance profonde des contingences économiques. — le règlement impartial des questions coloniales, en tenant compte des intérêts des populations indigènes et des demandes équitables des Gouvernements, s'est traduit dans les faits par une double absurdité : la confiscation de toutes les colonies allemandes et le refus de donner un mandat à l'Italie ; — quant au rajustement des frontières italiennes suivant des lignes de nationalités clairement reconnaissables, le résultat en a été l'annexion par l'Italie d'Autrichiens du Trentin et de Slo-

3. Comte Sforza : *Les Frères ennemis*, p. 13.

vènes d'Istrie. Et les Italiens estiment encore qu'ils ont été lésés !

De plus, l'Allemagne et les Etats vaincus ne furent pas admis à prendre part à la Conférence de la Paix. Ils reçurent des mains des alliés les conditions de paix qui leur étaient imposées et ils eurent seulement la faculté de présenter des observations écrites. De là le nom de « Diktat » que les Allemands ont donné au traité de Versailles.

Donc révision des traités de paix sur la base des Quatorze Points du Président Wilson¹. Il existe un exemple de révision qui a merveilleusement réussi : le traité de Sèvres, signé en 1919, entre les Puissances alliées et associées, a été remplacé en 1923, par le traité de Lausanne. Le résultat a été la réconciliation des Turcs avec leurs anciens vainqueurs.

Il aurait dû en être de même de tous les traités de 1919. Dans ses grandes lignes, le traité de Versailles est inspiré par de hautes idées de justice. Mais il renferme aussi de grandes erreurs. Il faut avoir le courage de les voir et de les dénoncer. La politique de l'autruche, la politique de la tête sous l'aile, a toujours eu de funestes résultats. Elle est en grande partie responsable de l'état critique actuel de la situation internationale. Nous assistons maintenant à un réveil du Germanisme comparable à celui de 1814, à la suite des guerres et de la domination napoléoniennes. Depuis le 5 avril dernier, l'Allemagne est virtuellement entrée dans l'ère du « Troisième Reich ». C'est l'avènement au pouvoir de la jeune génération allemande, de cette jeunesse qui, pendant la guerre, a souffert de restrictions multiples et qui, après la guerre, sans travail, a été jetée à la rue. Pétrie dans le creuset de la misère, elle a fait son éducation politique dans les cellules communistes et surtout dans les associations nationalistes. Ardente, à la fois révolutionnaire et nationale, elle s'est refait une âme et un idéal purement

1. Dans ce sens : Coudenhove-Kalergi : revenons aux 14 points. *Les Cahiers de l'Union européenne*, avril-juin 1932, n° 2, pp. 56-59.

germaniques. Sa misère, elle l'attribue aux Alliés en général et à la France en particulier, « mauvais génie de l'Europe, dénuée de scrupules, gorgée d'or et armée jusqu'aux dents » ; elle en accuse « le Diktat » de Versailles. Et en guise de conclusion le Chancelier Hitler n'a-t-il pas écrit voilà plusieurs années ! « Je suis fermement convaincu que le cas de la lutte pour la vie ou la mort entre la France et l'Allemagne doit se présenter et se présentera ».

Nous autres Français, nous estimons ces racontars à leur juste valeur. Nous savons que ce n'est pas le « Diktat » qui est responsable de la misère en Allemagne, mais que c'est la mauvaise gestion des finances et de l'économie publiques, que c'est surtout l'industrialisation à outrance, suivant les méthodes américaines. Ces méthodes ont connu le même succès en Allemagne qu'aux Etats-Unis. Et le traité de Versailles n'a rien à y voir.

Mais nous devons admettre cette mentalité allemande comme un fait. Et nous devons reconnaître que nous en sommes responsables pour une petite partie, car nous avons imposé aux Allemands certaines clauses réellement trop dures, qui les ont profondément blessés et parce que depuis la guerre nous avons poursuivi une incohérente politique de concessions.

En définitive, quand on hait quelqu'un ou quelque chose, on lui attribue la cause de tout le mal dont on souffre. L'Allemagne hait le traité de Versailles et le rend à tort, responsable de tous ses maux.

D'ailleurs, n'avons-nous pas fait de même voilà plus d'un siècle, après les traités de 1815 ? Les traités de 1815 ont été très durs pour nous, un peu moins cependant que celui de 1919 pour l'Allemagne. La mentalité de la France à propos des traités de 1815 était sensiblement la même que celle de l'Allemagne à l'égard du traité de Versailles, avec moins d'acuité cependant, car la France à cette époque n'a pas souffert d'une crise économique comparable à celle de l'Allemagne actuelle. En 1830, n'aurions-nous pas eu la guerre sans deux « pa-

cifistes », le roi Louis-Philippe et Talleyrand ? Le sentiment de haine du vaincu contre le traité qui lui a été imposé est chose normale. N'oublions pas le traité de Francfort. Et, en 1878, nos diplomates revenant du Congrès de Berlin, n'étaient-ils pas profondément aigris, parce qu'ils avaient eu l'impression d'avoir été traités en partie négligeable ?

La situation internationale actuelle est très grave. Sans parler des conflits d'Extrême-Orient et d'Amérique du Sud, pour ne nous en tenir qu'à notre petite Europe, l'état des relations internationales est à peu près aussi critique qu'en 1914. Le Président Herriot a écrit dernièrement : « Le sentiment qui domine aujourd'hui l'esprit du pacifiste sincère que je suis, est l'inquiétude »¹.

Pour sauver la paix, pour sauver la civilisation occidentale, il existe encore un moyen : repousser les méthodes évasives, réviser les traités de 1919 en général et celui de Versailles en particulier. Mais réviser ne veut pas dire céder à toutes les prétentions allemandes ; beaucoup, même la plupart des prétentions territoriales sont illégitimes. Celles-là, il faudra les écarter. Mais il faudra admettre toutes les revendications équitables. C'est le seul espoir qui reste pour ramener la tranquillité en Europe.

1. Le Mois, 1^{er} février-1^{er} mars 1933, p. 13.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu : le Président de la thèse,
A. de GEOUFFRE de La PRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	I
INTRODUCTION	
<i>LE BUT DE LA POLITIQUE ALLEMANDE ET L'ÉGALITÉ DES DROITS</i>	1
PREMIÈRE PARTIE :	
<i>LES PRÉTENTIONS ALLEMANDES A L'ÉGALITÉ DES DROITS EN MATIÈRE D'ARMEMENTS</i>	5
CHAPITRE PREMIER : <i>Les clauses militaires, navales et aériennes du traité de Versailles</i>	
1. Les clauses militaires	11
2. Les clauses navales	18
3. Les clauses aériennes	20
4. Le contrôle et les clauses générales	21
5. Dans quelle mesure l'Allemagne est-elle désarmée ?	21
CHAPITRE II : <i>Historique des revendications allemandes en matière d'arme- ments</i>	
1. L'ère Stresemann	28
2. L'ère de MM. Curtius et Brüning	34
3. L'ère des partis de droite	40
CHAPITRE III : <i>Examen critique de la thèse allemande</i>	
1. Les arguments d'ordre politique	56
2. Les arguments d'ordre économique	61
3. Les arguments d'ordre juridique	65
A. L'Allemagne possède-t-elle un droit contractuel à l'égalité des droits ?	65
B. Les principes généraux du droit et la « Gleichberechtigung »	75
CHAPITRE IV : <i>Esquisse d'une solution pratique</i>	
1. Le statut militaire	81
2. Le statut naval —	91
3. Le statut aérien	93

DEUXIEME PARTIE :

LA « GLEICHBERECHTIGUNG » ET LES REVENDICATIONS
TERRITORIALES DE L'ALLEMAGNE 95CHAPITRE PREMIER : *L'opinion allemande et les nouvelles frontières du Reich* 101

1. La question du « Corridor » polonais 109
2. La question de la Posnanie 115
3. La question de la Haute-Silésie 115
4. La question de Dantzig 117
5. La question de Memel 118
6. La question de la Sarre 118
7. L'opinion allemande et les territoires perdus par l'Allemagne à l'Ouest et au Nord 119

CHAPITRE II : *Le problème de l'« Anschluss »* 123

1. Historique de la question de l'« Anschluss » 124
2. Pour et contre l'Anschluss 131
3. Le sort de l'Autriche 135

CHAPITRE III : *Le problème colonial allemand* 139

CONCLUSION :

LE SORT DES TRAITÉS DE 1919 149

